



- 3 A00 1914

# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

# Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

## PROVINCE DE QUÉBEC

—  
 QUEBEC, SAMEDI, 1er AOUT 1914.

### Nominations

No 956-Elec.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

—  
 Nomination d'un syndic d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil en date du 24 juillet 1914, de nommer M. Louis Brault, syndic d'écoles pour la municipalité de la ville de St-Lambert, dans le comté de Chambly. 3451

No 420.-Elec.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

—  
 Nomination de deux commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil en date du 24 juillet 1914, de nommer MM. Hector Parthenais et Arthur Landry, commissaires d'écoles pour la municipalité de Côte Visitation, dans le comté de Hochelaga et Maisonneuve. 3453

## PROVINCE OF QUEBEC

—  
 QUEBEC, SATURDAY, 1st AUGUST, 1914.

### Appointments

No. 956-Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

—  
 Appointment of a school trustee.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR, has been pleased, by order in council, dated the twenty fourth day of July, 1914, to appoint Mr. Louis Brault, school trustee for the municipality of the town of Saint Lambert, in the county of Chambly. 3452

No. 420-Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

—  
 Appointment of two school commissioners

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR, has been pleased by order in council, dated the twenty fourth day of July, 1914, to appoint Messrs. Hector Parthenais and Arthur Landry, school commissioners for the municipality of Côte Visitation, in the county of Hochelaga and Maisonneuve. 3454

- 3 A00 1914

No 424-Elec.

## DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

## Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil en date du 24 juillet 1914, de nommer M. Arthur Saint-Aubin, commissaire d'écoles, pour la municipalité de Notre-Dame-de-Liesse, dans le comté de Jacques-Cartier. 3455

No 888-Elec.

## DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

## Nomination de deux commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil en date du 24 juillet 1914, de nommer MM. J. H. Brassard et Stanislas Brassard, commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Jonquières, dans le comté de Chicoutimi. 3457

## Proclamation

Canada,  
Province de  
Québec.

F LANGELIER

L. S.

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grand-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec,

SALUT!

**A**TTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le quatre août mil neuf cent quatorze, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au quinze septembre prochain;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec le quatre août prochain; vous convoquons par les présentes pour le QUINZE SEPTEMBRE prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais de la législature, en ladite cité de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANCOIS LANGELIER, chevalier, commandeur de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce vingt-huitième jour de juillet, l'an de grâce mil neuf cent quatorze, et de Notre règne le cinquième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne à la chancellerie,  
Québec,

3049

L.-P. GEOFFRION.

No. 424-Elec.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

## Appointment of a school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR, has been pleased, by order in council, dated the twenty fourth day of July, 1914, to appoint Mr. Arthur St. Aubin, school commissioner for the municipality of Notre Dame de Liesse, in the county of Jacques-Cartier. 3456

No. 888-Elec.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

## Appointment of two school commissioners.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR, has been pleased, by order in council, dated the, twenty fourth day of July, 1914, to appoint Messrs. J. H. Brassard and Stanislas Brassard, school commissioners for the municipality of the village of Jonquières, in the county of Chicoutimi. 3458

## Proclamation

Canada,  
Province of  
Quebec.

F. LANGELIER

L. S.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India:

To Our Beloved and Faithful Councilors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Québec,  
GREETING.

**W**HEREAS the Legislature of the Province of Québec stands prorogued to the fourth of August, one thousand nine hundred and fourteen, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the fifteenth day of September next;

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Québec, on the fourth of August next; and hereby convene you for the FIFTEENTH of SEPTEMBER next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the said city of Québec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Québec to the hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR FRANCOIS LANGELIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Québec, this twenty-eight day of July, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and fourteen and in the fifth year of Our Reign.

By command,

3050

L.-P. GEOFFRION,  
Clerk of the Crown in Chancery,  
Québec.

## Avis du Gouvernement

## AVIS

Avis est par le présent donné que "La Cie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, du comté de Châteauguay", ayant été établie aux termes des articles 6886 et suivants, paragraphe VI, section XXII, chap. 111, titre XI, des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et s'étant conformée aux exigences de la loi, la dite compagnie a été licenciée et a le droit de recevoir des applications et d'émettre des polices d'assurances, et de transiger toutes les affaires qu'une compagnie mutuelle d'assurance contre le feu, formée en vertu des dits articles du dit paragraphe, peut légalement transiger; savoir, assurance mutuelle contre le feu et la foudre des bâtiments de ferme et des risques isolés (tels risques étant ni risques de commerce, ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hasardés), dans les limites de la paroisse de St-Jean-Chrysostôme et du comté de Châteauguay, dans la province de Québec.

Donné conformément à l'article 6950, R. S. P. Q., 1909, ce vingt-quatrième jour de juillet 1914.  
Pour le trésorier de la province de Québec,  
WILLIAM CHUBB,  
Surintendant des Assurances, P. Q.  
Branche des Assurances,  
Département du Trésor,  
Québec, P. Q. 3459

## AVIS

La formation d'une association sous le nom de "The Canadian Order of Rechabites", dans le but de se mettre en état de procurer à ses membres des bénéfices de maladies, d'accidents et de soins médicaux, a été autorisée par un ordre en conseil le 24 juillet 1914.

Le bureau principal de l'Association est dans la ville de Montréal.

Donné en vertu du paragraphe 4, de l'article 6896, R. S. P. Q., 1909, ce vingt-quatrième jour de juillet 1914.

Pour le trésorier de la province de Québec,  
WILLIAM CHUBB,  
Surintendant des Assurances, P. Q.  
Branche des Assurances,  
Département du Trésor,  
Québec, P. Q. 3461

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du treizième jour de juillet 1914, constituant en corporation MM. Peter Bercovitch, Ernest Lafontaine et Michael T. Burke, avocats; James Johnson et John O'Reilly, commis, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Entreprendre le commerce de gravure et de reliure, et d'impression en relief, de lithographie, de photogravure et d'impressions sur papier et autres surfaces, images, chiffres et lettres, avec le droit de fabriquer tels papier et matériel qui peuvent être nécessaires dans l'exercice de ce commerce, et en général entreprendre le commerce d'imprimerie, de stéréotypie, d'électrotypie, de lithographie, de photogravure, impressions photographiques, photo-lithographie, gravures et impressions en relief, et les transactions se rapportant au commerce d'imprimeurs et éditeurs;  
Entreprendre et conduire une industrie pho-

## Government Notices

## NOTICE

Notice is hereby given that "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, du comté de Châteauguay", has been established in conformity with articles 6886 and following, sub-section VI, section XXII, chap. 111, title XI, of the Revised Statutes of Quebec, 1909, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies and to transact any business that a mutual fire insurance company, formed under the said articles of the said sub-section, may lawfully do in respect of the kind of business mentioned in their statement to the inspector: namely, mutual insurance against fire and lightning on farm buildings and isolated risks (such risks being other than commercial, or on buildings used for commercial or manufacturing purposes, or extra-hazardous): within the limits of the parish of Saint Jean Chrysostôme and of the county of Châteauguay, in the province of Quebec.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this twenty fourth day of July, 1914.  
For the treasurer of the province of Quebec,  
WILLIAM CHUBB,  
Superintendent of Insurance, P. Q.  
Insurance Branch,  
Treasury Department,  
Quebec, P. Q., 3460

## NOTICE

The formation of an Association under the name of "The Canadian Order of Rechabites", for the purpose of providing sickness benefits funeral, benefit and medical attendance to its members, has been authorized by order in council dated 24th July, 1914.

The head office of this association is in the city of Montreal.

Given pursuant to paragraph 4 of article 6896, R. S. P. Q., 1909, this twenty fourth day of July, 1914.

For the treasurer of the province of Quebec,  
WILLIAM CHUBB,  
Superintendent of Insurance, P. Q.  
Insurance Branch,  
Treasury Department,  
Quebec, P. Q., 3462

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of July, 1914, incorporating Messrs. Peter Bercovitch, Ernest Lafontaine and Michael T. Burke, advocates; James Johnson and John O'Reilly, clerks, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To engage in the engraving and book-binding business, and the embossing lithographing, photo-engraving and impressing on paper and other impressionable surfaces pictures, figures and letters, with the right to manufacture such paper and material as may be necessary in the transaction of such business, and generally to engage in the business printers, stereotypers, electrotypers, lithographers, photo engravers, photographic printers, photo-lithographers, engravers and die-sinkers and the transaction of a printing and publishing business;

To engage in and conduct a general photogra-

tographique générale, y compris l'acquisition par achat, fabrication ou autrement de tout matériel commercial, fournitures, accessoires, appareils, machineries ou autres articles nécessaires ou convenables pour leur emploi en rapport avec et pour le mise en opération de la dite industrie ou d'aucune partie d'icelle et tous tels articles, fournitures, accessoires ou appareils nécessaires se rapportant ou convenables pour la mise en opération de l'industrie de photo-graveurs, et exercer l'industrie de fabricants et commerçants de photographies, photo-gravures, images, gravures et autres objets d'art, et exercer l'industrie de photographes, imprimeurs, photo-graveurs, fabricants de papier, graveurs, relieurs, portraitistes et éditeurs d'objets d'art, livres et autres publications;

Acheter, acquérir, détenir et aliéner des actions obligations et preuves de créance de toute autre corporation et émettre des actions de la compagnie en échange;

Faire en général aucune et toutes choses nécessaires ou se rapportant à l'exercice convenables des pouvoirs ci-dessus, sous le nom de "Cahill McIntosh Limited", avec un capital-actions de vingt mille dollars (\$20 000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00), chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de juillet 1914.

3473 C. J. SIMARD,  
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-unième jour de juillet 1914, constituant en corporation MM. Robert William Scott, de la cité de Westmount, manufacturier; Henry Noel Chauvin & Harold Earle Walker, avocats, de Montréal; George Harold Baker, de la cité de Westmount, avocat, et John MacNaughton, avocat, de Montréal, dans les buts suivants:

Entreprendre le commerce général d'éleveurs pour l'élevage et la reproduction des renards et autres animaux à fourrure en captivité, pour le marché et pour des fins commerciales;

Acheter, prendre à bail ou en échange, ou autrement acquérir des terrains, édifices et immeubles, que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son commerce et accepter des acheteurs ou débiteurs de la compagnie des hypothèques, charges et gages sur des biens mobiliers ou immobiliers ou toutes autres valeurs quelconques, portant intérêt ou autrement, comme la compagnie jugera à propos, et les vendre, céder ou autrement disposer de toutes ou d'aucune telles valeurs;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de fourrures à l'état naturel et manufacturées, de pelleteries et peaux de toutes sortes, manufacturées et non manufacturées, et faire toutes les affaires s'y rapportant;

Eriger sur tels terrains de la compagnie tous maisons, granges, parcs et autres édifices, murs, cours, clôtures et enclos nécessaires, requis ou se rapportant aux fins de tel commerce d'éleveurs;

Acheter, prendre ou autrement acquérir et détenir des actions, obligations ou débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ou exerçant tout commerce susceptible d'être conduit de manière à

phic business, including the acquisition by purchase, manufacture or otherwise of all business material, supplies, appliances, apparatus, machinery or other articles necessary or convenient for use in connection with and carrying on the said business or any part thereof and any such articles, supplies appliances, or apparatus necessary, incidental or convenient for the carrying on of the business of photo-engravers, and to carry on the business of manufacturers of and dealers in photographs, photo-engravings, pictures, engravings and other works of art, and of photographers, printers, photo-engravers, paper-makers, engravers, book-binders, reproducers and publishers of works of art, books and other publications;

To purchase, acquire, hold and dispose of the stock, bonds and evidences of the indebtedness of any other corporation and issue, in exchange therefor the stock of the company;

Generally to do any and all things which may be necessary or incidental to the convenient exercise of the above powers, under the name of "Cahill McIntosh Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided in to two hundred (200) shares, of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of July, 1914.

3474 C. J. SIMARD,  
Deputy Provincial Secretary

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of July, 1914, incorporating Messrs. Robert William Scott, of the city of Westmount, manufacturer; Henry Noel Chauvin, and Harold Earle Walker, advocates, of Montreal; George Harold Baker, of the city of Westmount, advocate and John MacNaughton, advocate, of Montreal, for the following purposes;

To engage in a general ranching business for the breeding and rearing of foxes and other fur bearing animals in captivity, for market value and commercial purposes;

To buy, exchange, import, export and deal in foxes and other fur bearing animals, alive and captive, for breeding and rearing purposes;

To purchase, take on lease or in exchange, or otherwise acquire land, buildings and immoveable property, which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and to accept mortgages, charges and liens on real or personal property or any other securities whatsoever bearing interest or otherwise, as the company may see fit, from purchasers or from debtors of the company, and, to sell, assign or otherwise dispose of all or any of such securities;

To manufacture, buy, sell and deal in raw and manufactured furs, skins, pelts and hides, both manufactured and unmanufactured, and to transact any business relating thereto;

To erect upon such lands of the company all houses, barns, pens and other buildings, walls, yards, fences and enclosures necessary, requisite or incidental to the purposes of such ranching business;

To purchase, take or otherwise acquire and hold shares, bonds or debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this

bénéficiaire directement ou indirectement à cette compagnie, et établir, promouvoir ou autrement aider toute telle compagnie ou compagnies, nonobstant les prescriptions de la section 34 de la dite loi;

Promouvoir toute compagnie ou compagnies dans le but d'acquiescer la totalité ou aucun des biens et engagements de cette compagnie ou pour toute autre fin, qui paraîtra censée directement ou indirectement bénéficier à cette compagnie, et souscrire et placer ou aider au placement des actions, obligations ou valeurs de toute telle compagnie ou compagnies;

Construire, entretenir, changer et louer tous édifices ou usines nécessaires ou convenables pour les fins de la compagnie, et sous-louer toute partie d'iceux non requise par la compagnie;

Placer et transiger avec les argents de la compagnie non immédiatement requis de telle manière qu'il pourra être déterminé de temps à autre;

Émettre des actions acquittées, obligations ou débetures ou autres valeurs pour le paiement, soit total ou partiel, de tous biens, mobiliers ou immobiliers, meubles ou immeubles, services, droits, bail, commerce, franchise, entreprise, pouvoir, privilège, permis ou concession que cette compagnie peut légalement acquiescer, et en paiement ou partie de paiement ou en échange pour des actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie exerçant un commerce semblable ou se rapportant au commerce de cette compagnie;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de toutes actions dans le capital de la compagnie, ou toutes débetures ou autres valeurs de la compagnie ou relativement à la formation ou à l'avancement de la compagnie ou la conduite de son commerce;

Payer pour tous biens, droits ou choses acquises par la compagnie ou pour elle-même et pour services rendus à la compagnie, avec des actions entièrement acquittées du capital de la compagnie, ou en obligations, débetures et autres valeurs garanties par hypothèque ou autrement;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie jugera à propos, et en particulier pour des actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Vendre, améliorer, gérer, développer, louer, disposer et faire valoir ou autrement faire le commerce de la totalité ou d'aucune partie des biens mobiliers ou immobiliers et des droits possédés ou loués par la compagnie, et développer et faire valoir tous terrains ou édifices acquis ou loués par la compagnie ou dans lesquels elle a des intérêts.

Se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie et distribuer par dividende ou autrement aucun des biens de la compagnie, en espèces ou en nature, parmi les membres et en particulier des actions acquittées, débetures ou débetures-obligations de toute autre compagnie;

Aucun pouvoir accordé dans aucun paragraphe des présentes ne sera limité ou restreint par déduction ou induction d'aucun autre paragraphe, sous le nom de "The Mount Royal Fox & Fur Company, Limited", avec un capital-actions de

company, and to establish, promote or otherwise assist any such company or companies, notwithstanding the provisions of section 34 of the said act;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of this company or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit this company, and to underwrite and place or assist in the placing of the stock, bonds or securities of any such company or companies;

To construct, maintain, alter and lease any buildings or works necessary or convenient for the purposes of the company, and to sub-let any portion thereof not required by the company;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may be from time to time determined;

To issue paid up shares, bonds or debentures or other securities for the payment, either in whole or in part, of any property, real or personal, movable or immovable, services, rights, lease, business, franchise, undertaking, power, privilege, licence or concession, which this company may legally acquire, and in payment or part payment of or in exchange for shares, bonds, debentures or other securities of any other company doing a business similar or incidental to the business of this company;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place, or guaranteeing the placing of any shares in the company's capital, or any debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To pay for any property, right or things acquired by or for the company and for services rendered to the company in paid-up shares of the capital stock of the company, or, in bonds, debentures and other securities secured by mortgage or otherwise;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of and turn to account or otherwise deal with all or any part of the movable or immovable property and rights owned or leased by the company, and, to develop and turn to account any land or buildings acquired or leased by the company, or in which it is interested;

To amalgamate with any other company, having objects altogether or in part similar to those of this company and to distribute by dividend or otherwise any of the property of the company, in specie or kind, among the members and particularly paid up shares, debentures or debenture stock of any other company;

Any power granted in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to or inference from any other paragraph, under the name of "The Mount Royal Fox & Fur Company Limited," with a capital stock of one hundred

cent mille dollars (\$100,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de cinquante dollars (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-unième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,  
3499 Sous-secrétaire de la province.

#### AVIS

Avis est par le présent donné que "La Nuova Italia Mutual Benefit Society", de Montréal, P. Q., a été licenciée et enregistrée pour transiger dans la province de Québec, des affaires d'une société de secours mutuels telle que mentionnée dans la déclaration qui a précédé l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, savoir: accordant des bénéfices à ses membres en cas de maladie, d'accident, de revers de fortune et de décès.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce vingt-septième jour de juillet 1914.

Pour le trésorier de la province de Québec,  
WILLIAM CHUBB,

Surintendant des Assurances, P. Q.  
Division des assurances,  
Département du Trésor,  
Québec. 3479

Avis est donné au public, que en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-huit juillet 1914, constituant en corporation MM. Hilaire Girouard, commerçant, de Saint-Barnabé, Prosper Gadbois, agent d'immeubles, Pierre Edouard Marcorelles, gérant, Henri Bernier, constructeur et Victor Bernier agent d'immeubles, de la ville de Maisonneuve, dans les buts suivants:

Faire le commerce en gros et en détail de fabricants, d'embouteilleurs et de vendeurs d'eau gazeuses, naturelles, minérales, de bière de gingembre, d'essences, de sirops, et en général de toutes sortes de breuvages simples ou composés non distillés ni fermentés;

Fabriquer, acheter, louer, échanger ou autrement acquérir tous articles se rattachant au dit commerce, y compris les appareils et leurs accessoires, les bouteilles, boîtes, paniers, chevaux, voitures, pour la distribution des articles fabriqués

Acquérir et exploiter tous brevets d'invention, marques de commerce ou de fabrique, concessions ou privilèges se rattachant à l'entreprise de la compagnie, et les vendre, les louer ou autrement en disposer;

Acquérir par achat ou autrement l'actif mobilier ou immobilier de toutes personnes ou corporations exerçant une industrie similaire ou se rattachant à un des objets que poursuit la compagnie, et donner en paiement de l'argent ou des actions libérées de la compagnie, suivant que les directeurs le jugeront à propos;

Acquérir des immeubles, les hypothéquer, les vendre, les échanger ou autrement en disposer, en autant qu'il peut être nécessaire ou utile à la compagnie, sous le nom de "Regal Soda Water Company, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la ville de Maisonneuve.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,  
3487 Sous-secrétaire de la province.

thousand dollars (\$100,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, the twenty first day of July, 1914.

C. J. SIMARD,  
3500 Deputy Provincial Secretary.

#### NOTICE

Notice is hereby given that "La Nuova Italia Mutual Benefit Society", of Montreal, P. Q., has been licensed and registered to carry on the business of a mutual benefit association as set forth in its declaration which preceded the authorization of the Lieutenant-Governor in council, namely: providing sickness, accident, reverse of fortune and death benefits.

Given pursuant to article 6950, R, S. P. Q., 1909, this twenty seventh day of July, 1914.

For the treasurer of the province of Quebec,  
WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.  
Insurance Branch,  
Treasury Department,  
Quebec. 3480

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eighteenth day of July, 1914, incorporating Messrs. Hilaire Girouard, trader, of Saint Barnabé, Prosper Gadbois, real estate agent, Pierre Edouard Marcorelles, manager, Henri Bernier, builder, and Victor Bernier, real estate agent, of the town of Maisonneuve, for the following purposes:

To carry on business as wholesale and retail manufacturers, bottlers and sellers of aerated waters, natural and mineral waters, ginger beer, extracts, syrups and generally of all kinds of undistilled unfermented simple or compound beverages;

To manufacture, purchase, lease, exchange or otherwise acquire any articles incidental to the above businesses, including the apparatuses and their accessories, bottles, boxes, baskets, horses, vehicles for the distribution of the manufactured products;

To acquire and exploit any patents of invention trade marks, concessions or privileges incidental to the undertaking of the company, and to sell, lease or otherwise dispose of the same;

To acquire by purchase or otherwise the moveable or immoveable assets of any persons or corporations carrying on a business similar or incidental to any of the objects carried on by the company and to give in payment therefor cash or paid up shares of the company, as the directors may think fit;

To acquire real estate, hypothecate, sell, exchange or otherwise dispose of the same, in so far as it may be deemed necessary or useful to the company, under the name of "Regal Soda Water Company, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be in the town of Maisonneuve.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of July, 1914.

C. J. SIMARD,  
3488 Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-huit juillet 1914, constituant en corporation MM. V. Hector Dupont, ingénieur civil; Adélar Martin, marchand; T. Alfred Saint-Germain, agent; Stanislas Lefebvre, agent; de la cité de Lachine, et Arthur Doré, de la ville de Sainte-Anne de Bellevue, dans les buts suivants;

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et des terrains et d'une agence d'immeubles avec pouvoir d'acquérir, acheter, détenir, posséder, louer, entretenir, contrôler, gérer, développer, vendre, céder, affermer, changer, améliorer, cultiver des biens mobiliers et immobiliers, en faire la location et le commerce et disposer autrement des droits et intérêts s'y rattachant; et, à ces fins appliquer et placer les biens de la compagnie pour l'achat, l'arpentage, l'amélioration et le développement, la préparation pour l'occupation et l'établissement des dits immeubles, terrains et meubles de la manière la plus convenable, pour l'exercice du commerce de la compagnie;

Vendre ou disposer ainsi des biens et entreprises de la compagnie, ou aucune partie d'iceux, pour telles considérations qu'elle jugera à propos, et en particulier par des actions de la compagnie et pour des actions, débentures, obligations ou valeur de toute autre compagnie;

Eriger et construire et faire ériger et construire sur les immeubles de la compagnie, toutes maisons, édifices ou constructions de toute descriptions, et payer pour ces travaux soit en deniers ou par des actions de cette compagnie ou de toute autre compagnie.;

Prélever des fonds au moyen d'obligations, prêts, endossements, débentures ou autres valeurs, à tels termes et conditions que la compagnie jugera convenable;

Placer les deniers de la compagnie, non immédiatement requis, sur telles valeurs ou de telles manière qui pourrait être déterminée;

Distribuer en espèces aucun des biens de la compagnie parmi les actionnaires;

Se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie;

Hypothéquer, aliéner, ou autrement disposer des biens de la compagnie et recevoir des hypothèques, gages pour garantir les créances de la compagnie.;

Tirer, faire accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change et autres effets négociables;

Enfin faire toutes choses nécessaires, appropriées, convenables ou propres à l'accomplissement d'un ou plusieurs des objets énumérés dans les présentes ou qui pourront paraître en aucun temps nécessaires pour le commerce et les transactions des affaires de la compagnie, sous le nom de "La Compagnie des sites Manufacturiers de Dorval Limitée," avec un fonds social de vingt-cinq mille piastres (\$25,000.00), divisé en deux cent cinquante (250) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Lachine.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,

3481

Sous-secrétaire de la province.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of July, 1914, incorporating Messrs. V. Hector Dupont, civil engineer; Adélar Martin, merchant; T. Alfred Saint-Germain, agent; Stanislas Lefebvre, agent, of the city of Lachine and Arthur Doré, of the town of Saint Anne de Bellevue, for the following purposes;

To carry on the business of a real estate and land company and a real estate agency with power to acquire, buy, hold, own, hire, maintain, control, manage, develop, sell, convey, lease, exchange, improve, cultivate, let and otherwise deal in and dispose of real estate and real property, or any interest and right therein, and to that end apply and invest the capital of the company in the purchase, survey, improvement, development, and preparation for occupation and settlement of the said real estate and lands in such manner as may be most convenient for the due carrying on of the business of the company;

To sell or thus dispose of the property and undertakings of the company, or any part thereof, for such consideration as it may be deemed fit and in particular by shares of the company and for shares, debentures, bonds or securities on any other company;

To erect and construct and cause to be erected and constructed in and upon the immovables of the company, any houses, buildings, works of every description and to pay for such works either in cash or in shares of this or any other company;

To raise money by way of bonds, loans, endorsements, debentures or other securities upon such terms and conditions as the company may think fit;

To invest the moneys of the company not immediately required upon such security and in such manner as may from time to time be determined;

To distribute any of the property of the company in specie among the shareholders;

To amalgamate with any other company having similar objects to those of this company;

To hypothecate, alienate or otherwise dispose of the property of the company and to receive hypothecs, pledges to secure the claims of the company;

To draw, make, accept, indorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange and other negotiable instruments;

To do all or everything necessary, suitable, convenient, or proper for the accomplishment of one or more of the objects herein enumerated or which shall or may at any time appear to be necessary for the business and dealings of the company, under the name of "La Compagnie des sites Manufacturiers de Dorval Limitée", with a capital stock of twenty five thousand dollars (\$25,000.00), divided into two hundred and fifty (250) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Lachine.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of July, 1914.

C. J. SIMARD,

3482

Deputy Provincial Secretary.

## PROVINCE DE QUEBEC.

## DEPARTEMENT DES TERRES ET FORETS

Québec, 11 avril 1914.

Conformément aux articles 1623, 1624 et 1625 des S. R. P. Q., 1909, des permis de coupe de bois seront offerts à l'enchère, au bureau du ministre des Terres et Forêts, en cette ville, comme suit:

Pour les terres publiques ci-après désignées, le mardi, 11 août 1914, à dix heures de l'avant-midi.

*Ottawa Supérieur*

Désignation des terres.	Superficie en mille carrés
Bassin de la rivière Ottawa:	
Canton Montanier, est.....	50
“ Surimau, ouest.....	50
“ Béraud, ouest.....	50
“ Chabert, est.....	50
“ Landanet, ouest.....	50
Bassin de la rivière Harricana:	
Canton Surimau, est.....	50
“ Fournière.....	100
“ Dubuisson, nord ouest.....	41
“ Varsan.....	100
“ Malartic.....	100
“ Bourlamaque.....	75
“ Senneville, est.....	50
“ Sabourin, Nord.....	55
Bassin de la rivière Bell:	
Canton Pascalis.....	100
“ Louvicourt.....	95
“ Marrias.....	60
“ Tillemont.....	100
“ Vauquelin.....	25

*Ottawa Inférieur*

Rawdon et Chertsey..... 16

*Lac Saint-Jean Ouest*

Rivière Petite-Péribonka.....	125
“ Alex.....	137½
Rivières Péribonka et Serpent.....	769½

*Lac Saint-Jean Est*

Haut de la rivière aux Ecorces.....	141
Grande Rivière Pikauba.....	90
Rivières du Moulin et Cyriac No 1.....	21
“ “ “ “ No 2.....	38
Haut de la rivière Ha! Ha!.....	23
Anse Saint-Jean A.....	6 ¾
Anse Saint-Jean B.....	5½
Canton Bourget No 2.....	20
“ Simard No 2.....	10
“ Harvey No 2.....	4
“ Cimon No 2.....	1
“ Sagard.....	20
“ Falardeau No 61.....	9

*Vallée de la Matapédia*

Canton Causapsal.....	3½
“ “ No 2.....	9

*Saint-Laurent de Matapédia*

Rivière Assemetquagan.....	222
Petite rivière, Branche est, bloc A.....	13
Ruisseau Flat Lands No 2.....	3 ¾

*Rimouski Ouest*

Haut de la rivière Mistigouèche..... 45

## PROVINCE OF QUEBEC

## DEPARTMENT OF LANDS AND FOREST

Quebec, 11th April, 1914.

In conformity with articles 1623-1624 and 1625 of S. R. P. Q., 1909, permits to cut timber, will be offered at public auction, at the Department of Land and Forests, Quebec, as follows:

For the undermentioned public lands, on tuesday, the 11th August 1914, at 10 o'clock, a. m.

*Upper Ottawa*

Designation of lands.	Area in Square Miles.
River Ottawa Basin:	
Township Montanier, east.....	50
“ Surimau, west.....	50
“ Berand, west.....	50
“ Chabert, east.....	50
“ Landanet, west.....	50
River Harricana Basin:	
Township Suriman, east.....	50
“ Fournier.....	100
“ Dubuisson, north west.....	41
“ Varsan.....	100
“ Malartic.....	100
“ Bourlamaque.....	75
“ Senneville, east.....	50
“ Sabourin, north.....	55
River Bell Basin:	
Township Pascalis.....	100
“ Louvicourt.....	95
“ Marrias.....	60
“ Tillemont.....	100
“ Vauquelin.....	25

*Lower Ottawa*

Rawdon and Chersey..... 16

*Lake St-John West*

River Petite Péribonka.....	125
River Alex.....	137½
Rivers Peribonka and Serpent.....	769½

*Lake St-John East*

Upper River aux Ecorces.....	141
Grand River Pikauba.....	90
Rivers du Moulin and Cyriac No. 1.....	21
“ “ “ “ No. 2.....	38
Upper River Ha! Ha!.....	23
Anse St-Jean A.....	6 ¾
Anse St-Jean B.....	5½
Townships Bourget, No. 2.....	20
“ Simard, No. 2.....	10
“ Harvey, No. 2.....	4
“ Cimon, No. 2.....	1
“ Falardeau, No. 61.....	9
“ Sagard.....	20

*Matapédia Valley*

Township Causapsal.....	3½
“ “ No. 2.....	9

*St-Laurent of Matapédia*

River Assemetquagan.....	222
Little River, east branch.....	13
Flats Lands Brook, No. 2.....	3 ¾

*Rimouski West*

Upper River Mistigouèche..... 45

*Gaspé Ouest*

Canton Taschereau.....	1½
“ Cap Chat, rivière Sainte-Anne...	2 2/3
“ Tourelle, ruisseau Castor.....	1 1/3
“ Duchesnay, ruisseau Arbour.....	2 1/4
“ Duchesnay, rivière Marsouis A...	5½
“ Christie, rivière Marsouis, B.....	4½
“ Christie, rivière à la Martre.....	3
“ Christie, ruisseau Vallée.....	6

*Bonaventure Ouest*

Canton Carleton, rangs 3 à 7.....	10 1/3
Rivière Escuminac No 7.....	6

Et pour les terres ci après désignées, le mardi, 20 octobre, 1914, à dix heures de l'avant-midi.

*Lac Saint-Jean Ouest*

Rivière Samagua.....	287½
“ au Rat.....	902
“ Mistassibi.....	1287½

*Lac Saint-Jean Nord-Ouest*

Rivière Ashuapmouchouan.....	526
Rivières Ashuapmouchouan et du Chef..	2089

*Conditions de l'enchère*

Le permis sera adjugé au plus haut enchérisseur.

La prime d'adjudication est payable en trois versements égaux: le premier comptant, les deuxième dans un an et le dernier dans deux ans, avec intérêt au taux de 6% par an.

La rente foncière pour 1914-1915 est payable comptant.

Le gouvernement se réserve le droit de disposer, dans le territoire sous permis, des terrains nécessaires à l'exploitation et au développement, soit directement ou par dérivation, des pouvoirs hydrauliques.

Les concessionnaires de permis, dans les bassins des rivières au Rat, Mistassibi et Ashuapmouchouan devront, dans un délai de trois ans, fabriquer dans la Province de Québec, de la pulpe ou du papier avec le bois provenant de leurs terrains respectifs, en proportion de 5 tonnes par jour par 100 milles carrés et à cette fin pourront affermer les pouvoirs hydrauliques de ces rivières aux conditions ordinaires.

Le permis de coupe sera sujet aux lois et règlements des bois présents et à venir compatibles avec les conditions spéciales ici imposées.

Pour tout autre renseignement s'adresser au Département des Terres et Forêts, à Québec.

JULES ALLARD,  
1539 4 Ministre des Terres et Forêts.

Avis est par le présent donné que "L'Union des Tailleurs de Cuir de Québec", P. Q., a obtenu un permis et a été enregistrée comme une société de secours mutuels dans le but de secourir ses membres dans les cas de maladie et d'accident, et leurs veuves ou héritiers en cas de décès.

Donné conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce quatorzième jour de juillet 1914.

Pour le Trésorier de la province,  
WILLIAM CHUBB,  
Surintendant des assurances, P. Q.  
Division des assurances,  
Département du Trésor.  
Quebec. 3325-2

*Gaspé West.*

Township Taschereau.....	1½
“ Cap Chat, River Ste-Anne	2 2/3
“ Tourelle, Beaver Brook....	1 1/3
“ Duchesnay Arbour Brook...	2 1/4
“ Duchesnay, Riv. Marsouins A	5½
“ Christie, Riv. Marsouins B	4½
“ Christie, Riv. à la Martre ..	3
“ Christie, Vallee Brook ...	6

*Bonaventure West*

Township Carleton, ranges 3 to 7.....	10 1/3
River Escuminac, No. 7.....	6

And the undermentioned lands, on Tuesday, the 20th October, 1914, at ten o'clock, a. m.

*Lake St-John West*

River Samagua.....	287½
“ Mistassibi.....	1287½
“ au Rat.....	902

*Lake St-John North West*

River Ashuapmouchouan.....	526
Riv. Ashuapmouchouan and du Chef..	2089

*Conditions of the Auction*

Permits will be adjudged to highest bidder.

The price of adjudication is payable in three equal instalments; the first cash, the second in twelve months and the last in two years, with interest at the rate of 6% per annum.

The ground rent for 1914-15, is payable in advance.

The Government reserves the right to dispose, in the territory under permit, of the lands required for the exploitation and development, directly or by diversion, of the water power.

The grantees of permits, in the Basins of rivers au Rat, Mistassibi and Ashuapmouchouan, shall, within a delay of three (3) years, manufacture in the Province of Quebec, with the timber taken from their respective lands, pulp or paper in the proportion of five (5) tons per day per 100 square miles, and to this end may acquire the water powers of these rivers on the usual conditions.

The permit to cut will be subject to the laws and regulations now in force, or to be enacted in future consistent with the special condition now imposed.

Further information may be obtained from the Department of Lands and Forest, at Quebec.

JULES ALLARD,  
1540 Minister of Lands and Forests.

Notice is hereby given that "L'Union des Tailleurs de Cuir de Québec" has been licensed and registered as a mutual benefit association for the purpose of providing for its members in case of sickness and accident, and their wives or heirs in case of death.

Given pursuant to article 6950 of Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, this fourteenth day of July, 1914.

For the Treasurer of the Province,  
WILLIAM CHUBB,  
Superintendent of Insurance, P. Q.  
Insurance Branch,  
Treasury Department.  
Quebec. 3326

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du onzième jour de juillet, 1914, constituant en corporation MM. Edmond Thomas Sayers et Félix Barrière, jr., agents de publicité, Léon Charlebois et Alfred Ernest Balfry, commis, Hector Louis Moreau, comptable, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter, posséder, détenir, obtenir, imprimer, dessiner, exploiter, développer, vendre, céder et affermer des lots de terres, carrières, pouvoirs hydrauliques, aqueducs, lignes de transmission, convois aériens, voies d'évitement, ateliers ou usines de toutes sortes, machineries, matériel roulant, brevets d'invention, marque de commerce, publications, journaux, revues, droits d'auteurs de toute sortes, le tout sur la propriété de la compagnie ou sur aucune propriété ou elle aura obtenu la permission des propriétaires d'agir ainsi; faire le commerce de matériaux et effets de toutes sortes, biens mobiliers et immobiliers, les hypothéquer, échanger, bâtir et les améliorer, et particulièrement exercer tout commerce se rapportant à cette fin;

Exercer tout commerce qui paraîtra à la compagnie capable d'être convenablement exercé en rapport avec les objets ci-dessus, et censé directement ou indirectement accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou entreprendre la totalité ou aucune partie des commerce, biens et obligations de toute personne ou compagnie exerçant tout commerce que la compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens convenables pour les fins de la compagnie, et les payer en actions acquittées du capital de la compagnie;

Prendre ou autrement acquérir et détenir et vendre ou aliéner des actions dans toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ou exerçant tout commerce susceptible d'être directement ou indirectement exercé au bénéfice de cette compagnie;

Vendre, louer, ou autrement disposer des biens droits franchises et entreprises de la compagnie ou d'aucune partie d'iceux pour telle considération que la compagnie jugera à propos, et en particulier pour des actions, débetures, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Se consolider ou se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, et faire des conventions pour le partage des profits, l'union des intérêts, coopération, risque conjoint, concessions réciproques ou autrement avec toute autre personne, société commerciale ou compagnie exerçant ou étant engagée ou sur le point d'exercer ou de s'engager dans toute transaction commerciale capable d'être, directement ou indirectement transigée au bénéfice de cette compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions ou valeurs de toute telle compagnie, et les engager, vendre, émettre ou les ré-émettre avec ou sans garantie comme principal et intérêt ou en faire le commerce autrement;

Acheter, louer ou autrement acquérir, détenir ou posséder la totalité ou aucun des biens franchises, clientèle, droits et privilèges détenus ou possédés par toute personne ou société commerciale ou par toute compagnie ou compagnies exerçant ou formées dans le but d'exercer tout commerce semblable à celui que cette compagnie est autorisée à exercer, et les payer complètement

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July 1914, incorporating Messrs. Edmond Thomas Sayers, and Felix Barrière, jr., advertising agents, Leon Charlebois and Alfred Ernest Balfry, clerks, Hector Louis Moreau, accountant, of the city of Montreal, for the following purposes:

To purchase, own, hold, obtain, print, design, receive, exploit, develop, sell, convey and lease lots of land, quarries, water powers, water works, transmission lines, aerial conveyers, railway sidings, works or plants of all kinds, machinery, rolling stock, patents, trade marks, publications, newspapers, reviews, copyrights of all kinds, the whole upon the property of the company, or upon any property whereon it may have obtain the permission from the proprietors to do so, to deal in materials and goods of all kinds, moveable and immoveable properties, hypothecate, exchange, build upon and improve the same, and especially to carry on any business incidental to that object;

To carry on any business which may appear to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above, and calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable the company's property or rights;

To acquire or take over the whole or part of the business property and liabilities of any person or company, carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to pay for the same in paid up shares of the capital stock of the company;

To take or otherwise acquire and to hold and sell or dispose of shares in any other company having objects in whole or in part similar to those of this company or doing any business capable of being directly or indirectly carried on for the benefit of this company;

To sell, lease, or otherwise dispose of the property, rights, franchises and undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may deem fit, and in particular for shares, debentures, bonds or other securities of any other company having objects in whole or in part similar to those of this company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects wholly or partly similar to those of this company, and to enter into any agreement for the sharing of profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any other person, firm or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business transaction capable of being directly or indirectly carried on for the benefit of this company, and to take or otherwise acquire shares or securities of any such company, and to pledge, sell, issue or re-issue with or without guarantee as principal and interests or otherwise deal with the same;

To purchase, lease or otherwise acquire, hold or own the whole or any of the property, franchises, good-will, rights and privileges held or own by any person or firm or by any company or companies carrying on or formed for the carrying of any business similar to that which this company is authorized to carry on, and to pay for the same wholly or partly in cash, or wholly

ou partiellement en argent, ou complètement ou partiellement en actions acquittées de la compagnie ou autrement, et assumer les dettes de toute telle personne, société commerciale ou compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter et exécuter des billets payables ou recevables, chèques, lettres de change, mandats et autres instruments négociables et transférables;

Faire des avances d'argent aux clients et autres personnes ayant des relations avec la compagnie et garantir l'accomplissement des contrats par toutes telles personnes;

Rémunérer en argent, actions, obligations ou d'aucune manière toute personne ou personnes corporation ou corporations pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le paiement de toutes actions du capital de la compagnie, ou de toutes débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou relativement à la formation ou promotion de la compagnie ou la conduite de ses affaires;

Faire tous ou aucun des actes précités en qualité de principaux, agents ou procureurs, sous le nom de "Vercheres Publishing Company Limited" avec un capital actions de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaire de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province ce onzième jour de juillet 1914.

3339-2 C. J. SIMARD,  
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public, que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-sept juillet 1914, à la compagnie "Le Prêt Agricole", par lesquelles son nom est changé par celui de "La Compagnie de Rendements Composés, Limitée".

Daté ce dix-septième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,  
Sous-secrétaire de la province

Québec, 17 juillet 1914.

Avis est par le présent donné que "La Compagnie de Rendements Composés, Limitée", a transporté son bureau principal, du village de Saint-Guillaume, district de Richelieu, au village de Saint-Rémi, district d'Iberville.

3355-2 C. J. SIMARD,  
Sous-secrétaire de la province.

Avis est par le présent donné que "l'Union Secourable des Cordonniers de Québec" a obtenu un permis et a été enregistrée comme une société de secours mutuels dans le but de secourir ses membres en cas de maladie et de décès.

Donné conformément à l'article 5950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce quatorzième jour de juillet 1914.

Pour le Trésorier de la province.

WILLIAM CHUBB,  
Surintendant des assurances, P. Q.  
Division des assurances,  
Département du Trésor,  
Québec. 3327-2

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept juillet, 1914, constituant en corporation MM. Zéphirin Normandin, rentier, Joseph Normandin, Arcade Normandin et Alda Normandin, commis;

or partly in paid up shares of the company, or otherwise, and to take over the liabilities of any such person, firm or company;

To draw, make, accept, endorse, discount and execute bills payable or receivable, checks, bills of exchange, warrants and other negotiable and transferable instruments;

To make advances of money to the customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To remunerate in cash, stock, bonds or in any manner any person or persons, corporation or corporations for service rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the payment of any shares of the capital stock of the company, or of any debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To do all or any of the foregoing acts as principals, agents or attorneys, under the name of "Vercheres Publishing Company Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation is in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary this eleventh day of July 1914.

3340 C. J. SIMARD,  
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letter patent have been issued by the Lieutenant-Governor, of the province of Quebec, bearing date the seventeenth day of July, 1914, to the company "Le Prêt Agricole", by which its name is changed into "La Compagnie de Rendements Composés, Limitée".

Dated this seventeenth day of July, 1914.

C. J. SIMARD,  
Deputy Provincial Secretary.

Québec, 17th July, 1914.

Notice is hereby given that "La Compagnie de Rendements Composés, Limitée", has transferred its head office, from the village of Saint Guillaume, district of Richelieu, to the village of Saint Rémi district of Iberville.

3356 C. J. SIMARD,  
Deputy Provincial Secretary.

Notice is hereby given that "l'Union Secourable des Cordonniers de Québec" has been licensed and registered as a mutual benefit association for the purpose of providing for its members in case of sickness and death.

Given pursuant to article 6950 of Revised Statutes of the Province of Québec, 1909, this fourteenth day of July, 1914.

For the Treasurer of the Province.

WILLIAM CHUBB,  
Superintendent of Insurance, P. Q.  
Insurance Branch,  
Treasury Department,  
Québec. 3328

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the seventeenth day of July, 1914, incorporating MM. Zéphirin Normandin, gentleman; Joseph Normandin, Arcade Normandin and Alda Normandin, clerks,

Alexandrina Normandin, rentière, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce en général d'hôtel, de restaurant; le droit de tenir des dépôts de journaux dans les établissements exploités par la compagnie, ainsi que des chaises de cirque de bottes, et le droit de vendre des cigares, cigarettes, et d'avoir une ou des boutiques de barbiers; le tout sujet aux prescriptions de la loi des licences de Québec;

Le droit d'acheter, louer, posséder ou autrement acquérir, ou de vendre ou de disposer de quelque façon que ce soit tous les immeubles et tous les biens nécessaires aux affaires de la compagnie;

Le droit d'acheter tout hôtel ou restaurant déjà en opération et de les payer en argent ou en parts acquittées de la compagnie à un prix à être déterminé par la compagnie; acquérir, posséder, louer, garantir, hypothéquer, vendre et échanger des actions, stock ou débetures ou garanties de toutes corporations faisant les mêmes affaires que celles de la compagnie; faire les choses et exercer tous les pouvoirs et faire toutes les affaires en rapport à la mise en opération des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, sous le nom de "Normandin Limitée" avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaire de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,

3353-2 Sous-secrétaire de la province.

Alexandrina Normandin, independant lady, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally the business of keepers of hotels and restaurants, the right to keep newspaper depots in the establishments exploited by the company, as well as shoe shining stands, and the right to sell cigars and cigarettes and to have one or more barber shops, the whole subject to the provisions of the Quebec Licence Act;

The right to buy, lease, own or otherwise acquire or to sell or dispose of, all the immoveables and property useful for the company's businesses, in any manner whatever;

The right to purchase any hotel or restaurant already in operation and to pay for the same in cash or in paid-up shares of the company at a price to be determined by the company; acquire, own, lease, guarantee, hypothecate, sell and exchange shares, stock or debentures or securities of any corporation carrying on businesses similar to those of the company; to do the things and exercise all the powers and perform all the businesses incidental to the carrying on of the objects for which the company is incorporated, under the name of "Normandin Limitée" with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation is in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of July, 1914.

C. J. SIMARD,

3354 Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize juillet 1914, constituant en corporation MM. Joseph Philippe Dupuis, de Verdun, Edmund William Tobin, de Bromptonville, Louis Aquilas Carrière, Vincent Ferrier Carrière, Wilfrid Henri Pauzé, marchands de bois, de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter ou autrement acquérir, détenir ou donner à bail, vendre ou autrement disposer des immeubles ou droits immobiliers, etc., des matériaux, ornements et spécialités employés dans la construction des bâtisses et meubles meublants, le manufacturer et en faire le commerce;

Construire, vendre, exploiter des briqueteries et leurs produits, des carrières et leurs produits, préparer, vendre, acheter la pierre naturelle et artificielle, le ciment et autres matériaux similaires;

Exécuter les contrats de constructions et de réparations des édifices ou maisons publics ou privés, des chemins publics ou privés et des rues en général, de macadamisage, de pavage, de trottoirs, d'égout, préparer et manufacturer tout ce qui est employé dans ces travaux;

Entrer dans des entreprises, avoir des intérêts communs et faire toute entente sur le partage des profits ou autrement avec quiconque se livre ou est sur le point de se livrer à un commerce analogue à celui que la compagnie est autorisée à faire;

Acheter, vendre et échanger, exploiter des terres, terrains, lots et les subdiviser, le vendre, le donner à bail, y construire des immeubles, le vendre, échanger, louer et exploiter;

Acquérir, posséder, vendre ou échanger des intérêts et actions dans d'autres compagnies;

Acheter, prendre à bail ou acquérir autrement, vendre ou louer, ou disposer autrement d'aucun et de tout brevet d'invention, marque de commer-

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth date of July, 1914, incorporating Messrs. Joseph Philippe Dupuis, of Verdun; Edmund William Tobin, of Bromptonville, Louis Aquilas Carrière, Vincent Ferrier Carrière, Wilfrid Henri Pauze, lumber merchants, of Montreal, for the following purposes:

To purchase or otherwise acquire, to hold or lease, to sell or otherwise dispose of immoveables or immoveable rights, etc., of materials, ornaments and specialities used in the construction of buildings and household furnitures, to manufacture and deal in the same;

To construct, sell, exploit brick-works and their products, quarries and their products; to work, sell, purchase natural and artificial stones, cement and other similar materials;

To execute contracts for the construction, and repair of buildings or public or private houses, public or private roads and streets in general, macadamizing, paving, side-walks sewers, to prepare and manufacture all materials employed in such works;

To engage into same undertakings, to have joint interests or to enter into any agreement for the sharing of profits or otherwise with whomsoever carries on or is about to carry on any business similar to that which the company is authorized to carry on;

To purchase, sell and exchange, to exploit farms, lands, lots and to subdivide, sell, lease the same, and to construct immoveables thereon, and to sell, exchange, lease and exploit the same;

To acquire, own, sell or exchange interests and shares in other companies;

To purchase, take on lease or otherwise acquire sell or let or otherwise dispose of any and all patent rights, trade marks, trade names, inci-

ce, nom de commerce, se rattachant ou applicable aux fins de la compagnie;

Faire, utiliser, exploiter l'électricité sous toutes formes pour l'usage des entreprises de la compagnie seulement;

Avec l'approbation des actionnaires, rémunérer toutes personnes pour services rendus, soit en placant ou aidant à placer ou en garantissant le placement du stock, de la compagnie ou à la conduite de ses affaires;

Exercer tous et chacun des pouvoirs ci-haut mentionnés comme principaux, agents, soit seul ou conjointement avec d'autres;

Faire toute autre chose découlant des dits objets ou de nature à aider à l'accomplissement des dits objets, sous le nom de "Montreal Lumbermen Specialities Company", avec un fond social de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00) divisé en quatre-vingt-dix-neuf (99) actions de mille piastres (\$1,000.00) chacune.

La principale place d'affaires, de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,

3349-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du sept juillet, 1914, constituant en corporation MM. Joseph C. Héon, négociant, Paul Boucher, industriel, George Labrecque, voyageur de commerce, J. Almédas Boucher, voyageur de commerce et Arthur Boucher, commis de fret, tous de Victoriaville, dans les buts suivants:

Fabriquer et manufacturer des remèdes brevetés par le gouvernement Fédéral, sous le No 1469, en faveur de M. Paul Boucher, industriel de Victoriaville, et tout autre remède que la compagnie fera breveter à l'avenir, aussi les parfums, les cirages à chaussures, mines à poêle, poudre à polir le métal, teintures à cheveux, articles de toilette, poudres de condition pour animaux, es eaux gazeuses et essences ou extraits concentrés employés dans l'art culinaire et poudres à pâte;

En faire le commerce et établir des usines, manufactures et fabriques à ces fins;

Acquérir, posséder, vendre, transporter, échanger, louer ou autrement détenir des propriétés mobilières ou immobilières;

Acquérir d'autre commerce similaire et de payer en actions acquittées de la compagnie;

Payer en actions acquittées de la compagnie pour l'organisation d'icelle;

Faire toute autre chose nécessaire à l'accomplissement de l'objet et le but de la compagnie;

Payer totalement ou partiellement tout service rendu et toute acquisition quelconque faite par la compagnie en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, louer, l'actif de la compagnie, son entreprise, ses affaires totalement ou partiellement aux prix et conditions qui seront jugées convenables, et recevoir en paiement des actions débetures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie, ou des intérêts ou parts dans toute société de personnes, syndicat de personnes, ou toute autre considération, ou autrement en disposer;

Garantir au moyen d'obligations, actions, contrats, mortgages, charges, hypothèques ou toute autre valeur le paiement des deniers payables par la présente compagnie, ou le remboursement de deniers payables à la présente compagnie;

Bâtir, acheter, louer, ou autrement acquérir

dental or applicable to the objects of the company;

To make, utilize, exploit electricity in any form for the use of the undertakings of the company only;

With the approval of the shareholders, to remunerate any person for services rendered either in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of the stock of the company or the conduct of its businesses;

To exercise all and any of the powers hereinabove mentioned as principals, agents, either singly or jointly with others;

To do any other thing deriving from the said objects or of nature to facilitate the attainment of the said objects, under the name of "Montreal Lumbermen Specialities Company", with a capital-stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00) divided into ninety-nine (99) shares of one thousand (\$1,000.00) dollars each.

The principal place of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of July, 1914.

C. J. SIMARD,

3350 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of July, 1914, incorporating Messrs. Joseph C. Héon, wholesale merchant, Paul Boucher, manufacturer, George Labrecque, commercial traveler, J. Almédas Boucher, commercial traveler, and Arthur Boucher, freight clerk; all of Victoriaville, for the following purposes:

To produce and manufacture remedies patented by the Federal Government, under the No. 1469, in favor of Mr. Paul Boucher, manufacturer of Victoriaville, and any other remedy that the company shall cause to be patented in the future, also the perfumes, shoe dressing, stove polish, metal polish powder, hair dyes, toilet articles, condition powders for cattle, aerated waters, and concentrated essences or extracts used in culinary art and baking powders;

To deal therewith and establish works, manufactures and factories for such purposes;

To acquire, hold, sell, transfer, exchange, lease or otherwise dispose of moveable or immovable property;

To acquire other similar businesses and to pay for the same in paid up shares of the company;

To pay in paid up shares of the company for the organization of same;

To do any other thing necessary for the attainment of the objects and purposes of the company;

To pay wholly or partially for any services rendered and any acquisition whatever made by the company, in paid up shares of the company;

To sell, lease the assets, undertakings and business of the company, wholly or partially, for such price and upon such conditions as may be deemed convenient, and to receive shares, debentures, bonds or securities of any other company, or interests or shares in any association of persons, syndicates of persons, or any other consideration or otherwise dispose thereof;

To guarantee by means of bonds, shares, contracts, mortgages, liens, hypothecs or any other securities, the payment of monies payable by the present company or the reimbursement of monies payable to the present company;

To build, purchase, lease or otherwise acquire

des magasins et y faire le commerce en gros et en détail des produits de la présente compagnie ou autres;

Acquérir, louer ou autrement détenir des pouvoirs hydrauliques, droits riverains, de passage, d'aqueduc et autres droits et privilèges qui peuvent être utiles à la compagnie;

Acquérir tout brevet d'invention, licence, marque de commerce, franchise, privilège, pouvoir de toute personne, société, compagnie ou corporation ou de tout pouvoir public, les posséder, exploiter et en disposer;

Acquérir de toute personne, compagnie ou corporation s'occupant ou pouvant s'occuper de quelque un des objets pour lesquels est formée la présente compagnie, des actions, obligations, débetures ou autres valeurs et les détenir ou en disposer de la manière et aux conditions qui seront jugées convenables;

Se fusionner avec d'autre compagnie, société ou syndicat de personnes faisant le même commerce que la présente compagnie en la manière et aux conditions qui seront jugées convenables, sous le nom de "Boucher's Liniment Company Limited", avec un fonds social de quatre vingt dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en mille neuf cent quatre vingt (1980) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Victoriaville.

Daté du bureau du secrétaire de la province ce septième jour de juillet 1914.

3347-2 C. J. SIMARD  
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quinze juillet 1914, constituant en corporation M.M. Anastase Bonneville, hôtelier, Anselme Leger, médecin, J. Eugène Bernier et Armand Bonhomme, comptable, Philorum Bonhomme gérant d'assurance de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux dispositions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce;

Faire le commerce et les affaires de propriétaires de places pour le cirage des chaussures, salon de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares, cigarettes et tabacs, débits d'huitres et service de lunch, exercer le commerce de marchands de liqueurs en gros et en détail, négociants et importateurs;

Acquérir par achat, échange ou autrement ou détenir par bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie, comme commerce ou opération (as a going concern) ou autrement, et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant, avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leur exploitation, ainsi que leurs installations, meubles et autres biens en général, et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir et posséder par bail ou autrement tout autre hôtel, et toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre et échanger, louer toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement, et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

stores and therein to deal wholesale and retail in the products of the present company or others

To acquire, lease or otherwise hold water powers, riparian rights, rights of way, waterworks and other rights and privileges which may be deemed suitable for the company;

To acquire any patents, license, trade marks, franchises, privileges, powers from any person, firm, company or corporation or from any public authority, hold, exploit and dispose of the same;

To acquire from any person, company or corporation engaged in or about to engage in any of the objects for which the present company is incorporated, shares, bonds, debentures or other securities, and to hold or dispose of the same in the manner and upon the conditions which may be deemed convenient;

To amalgamate with other companies, firm or association of persons carrying on the same business as the present company in the manner and upon the conditions which may be deemed convenient under the name of "Boucher's Liniment Company Limited" with a capital stock of ninety-nine thousand dollars (\$99,000.00) divided into one thousand nine hundred and eighty (1980) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, is at Victoriaville.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of July, 1914.

3348 C. J. SIMARD  
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of July, 1914, incorporating Messrs. Anastase Bonneville, hotelkeeper, Anselme Leger, physician, J. Eugène Bernier and Armand Bonhomme, accountants, Philorum Bonhomme, insurance manager, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, according to the provisions of the Quebec License Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith;

To carry on the trade and business of proprietors of shoe shinning stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oysters and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail liquor merchants, dealer and importers;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company, as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and its equipment, furnishings and all other assets generally and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or otherwise any other hotel, and any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immoveable property and to borrow money upon the security thereof;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, des restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être utiles ou nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acquérir, posséder et exploiter des sources d'eaux minérales et des établissements pour la fabrication d'eaux gazeuses;

Faire et exécuter tous autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets;

Acquérir, posséder, vendre et échanger, céder et transporter des actions, débetures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation exerçant un commerce ou une industrie semblable à l'une quelconque, sous le nom de "La Compagnie Café du Palais", avec un capital-actions de vingt mille (\$20,000.00) divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,

3351-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit juillet, 1914, constituant en corporation MM. Daniel Percy Gilmor, avocat, Francis George Bush, teneur de livres, George Robert Drennan, sténographe, Herbert William Jackson et Michael Joseph O'Brien, commis, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire les affaires de marchands, manufacturiers et commerçants de bois de construction et et autres bois, articles en bois, ou aucun de leurs produits, et tous articles dans la fabrication desquels le bois de construction ou le bois est requis ou peut être employé, et acheter, vendre ou autrement faire le commerce de tels articles manufacturés et de tous leurs accessoires;

Acquérir par achat, bail ou autre titre, entreprendre, construire et exploiter, et détenir, employer, vendre ou autrement disposer de temps à autre, et pour telle considération que la compagnie jugera convenable, de biens mobiliers et immobiliers de toute sorte et description, y compris des limites à bois, concessions forestières, moulins, édifices, habitations, outillage et machinerie, terrains miniers, privilèges hydrauliques, franchises, barrages, droits, contrats, baux, patentes, brevets d'invention, marque de commerce au aucun commerce et biens en général;

Manufacturer, acheter, vendre et autrement faire le commerce de dormants de chemin de fer, billots, moulures, boîtes, caisses, pianos, orgues meubles, instruments aratoires, voitures, wagons fourgons, traineaux, automobiles et véhicules de toutes descriptions et biens en général dans lesquels le bois est employé en tout ou en partie;

Manufacturer, acheter, vendre et autrement trafiquer et faire le commerce de chaux, ciment, briques, sable, sable réfractaire, briques à feu, argile réfractaire, charbon et toutes sortes de matériaux employés par les entrepreneurs et constructeurs;

Faire et exercer un commerce général de camionnage et de transfert, y compris le droit de posséder, engager, louer, acheter, vendre ou autrement faire le commerce de chevaux, écuries, trains, fourgons, wagons, automobiles et tous autres véhicules;

Acquérir par achat, bail ou autrement, possé-

To construct, maintain and exploit upon any lands held or acquired by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed useful or necessary for the carrying on of the above undertakings;

To acquire, own and exploit mineral waters springs and establishments for the manufacturing of aerated waters;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects;

To acquire, own, sell and exchange, assign and transfer shares, debentures and other securities of any other company or corporation carrying on a trade or business similar to any one whatever, under the name of "La Compagnie du Café Du Palais", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of July, 1914.

C. J. SIMARD,

3352 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eight of July, 1914, incorporating Messrs. Daniel Percy Gilmor, advocate, Francis George Bush, book-keeper, George Robert Drennan, stenographer, Herbert William Jackson and Michael Joseph O'Brien, clerks, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of merchants, manufacturers, and dealers in timber, lumber, wood, woodenware, or any of their products, and any article in the making of which timber or wood is required or can be utilized; and to buy, sell, or otherwise deal in such manufactured articles and any accessories thereof;

To acquire by purchase, lease or other title, to contract for, construct and operate, and to hold, use, sell, or otherwise dispose of from time to time, and for such considerations as the said Company may think fit, real and personal property of every kind and description, including timber limits, timber licences, mills, buildings, dwellings, plant and machinery, mineral lands water privileges, franchises, dams, rights, contracts, leases, patents, patent rights, trade marks or any business and assets generally;

To manufacture, buy, sell and otherwise trade in railway ties, logs, mouldings, boxes, cases, pianos, organs, furniture, agricultural implements, carriages, waggons, carts, sleighs, automobiles and vehicles, of all descriptions, and assets generally in which wood is used altogether or in part;

To manufacture, buy, sell, and otherwise trade and deal in lime, cement, bricks, sand, fire-sand, fire-bricks, fireclay, coal and all kinds of supplies used by contractors and builders;

To operate and carry on a general cartage and transfer business, including the right to own, hire, lease, buy, sell or otherwise deal in horses, stables, sleighs, carts, waggons, automobiles, and all other vehicles;

To acquire by purchase, lease or otherwise,

der, construire, acheter, vendre, affermer, louer et autrement faire le commerce de quais, et acquérir, posséder, construire, acheter, vendre, affermer, louer et autrement faire le commerce et exploiter des barges, vaisseaux à vapeurs et autres pour le transport de passagers et pour le transport des bois, charbon et autres marchandises, matériaux et effets;

Emettre en paiement de tous biens ou droits acquis par la compagnie sous aucun titre, ou pour services rendus ou à rendre en aidant à l'avancement de la compagnie ou autrement, des actions entièrement acquittées et non sujettes à appel, des obligations ou autres valeurs de la compagnie;

Prendre ou autrement acquérir, détenir, employer, posséder, vendre, engager ou autrement recevoir ou aliéner des actions, obligations ou autres valeurs d'aucune autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, et aider, protéger ou accommoder, par garantie, endossement, avances d'argent ou concessions, toute personne, société commerciale ou corporation exerçant aucun commerce en tout ou en partie semblable à celui de cette compagnie, et acquérir et détenir des actions, obligations ou autres valeurs d'aucune sorte, immobilières ou mobilières, pour créances, dettes ou obligations envers la compagnie ou les libérer ou en disposer autrement;

Vendre, louer ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle, pour telle considération que la compagnie croira convenable, ou se fusionner avec toute personne, société commerciale ou corporation ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, à tels termes et conditions comme il sera jugé à propos, et en particulier accepter, au lieu d'argent, des actions entièrement acquittées et non sujettes à appel, des obligations ou autres valeurs, et distribuer en espèces de temps à autre parmi les actionnaires de la compagnie des actions, obligations ou autres biens de la compagnie;

Faire toute telles autres choses se rapportant ou avantageuses à l'accomplissement des objets ci-dessus ou à aucun d'eux;

Les pouvoirs dans chaque paragraphe ne seront en aucune manière limités ou restreints par déduction ou induction des termes d'aucun autre paragraphe, ou le nom de la compagnie, sous le nom de "Redfern Lumber Company" avec un capital actions de quarante-neuf mille dollars (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune

La principale place d'affaire de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de juillet, 1914.

C. J. SIMARD.

3337-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, supplémentaires en date du vingt et un juillet 1914, à "La Société d'Eclairage et d'Energie Electrique du Saguenay", par lesquelles son fonds social est augmenté de la somme de un million cinq cents mille piastres (\$1,500,000.00), à celle de deux millions cinq cents mille piastres (\$2,500,000.00), divisant le nouveau fonds social en quinze mille (15000) actions de cent piastres (\$100.00), chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,

3419

Sous-secrétaire de la province.

own, build, buy, sell, lease, rent and otherwise deal in wharves, and to acquire, own, build, buy, sell, lease, rent and otherwise deal in and operate barges, steamers and other vessels for the carriage of passengers, and for the transport of lumber, timber, coal and other merchandise, materials and goods;

To issue in payment of any property or rights acquired by the company by any title, or for services rendered or to be rendered by way of promotion or otherwise, fully paid-up and non-assessable shares, bonds or other securities of the Company;

To take or otherwise acquire, hold, use, own, sell, pledge, or otherwise receive or dispose of shares, bonds, or other securities of any other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, and to aid, protect, or accommodate, by guarantee, endorsement, cash advances or concessions, any persons, firm or corporation carrying on any business altogether or in part similar to this company; and to acquire and hold shares, bonds or other securities of any kind, real or personal, for debts, liabilities or obligations to the company, or to release or otherwise dispose of same;

To sell, lease or otherwise dispose of the undertaking of the company, or any part thereof for such consideration as the company may think fit, or to amalgamate with any individual, firm or corporation having objects altogether or in part similar to those of this company, on such terms and conditions as may be deemed advisable, and particularly to accept, in lieu of cash, fully paid up and non assessable shares, bonds or other securities and to distribute among the shareholders of the company from time to time in specie shares, bonds or other property of the company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them;

The powers in each paragraph are to be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, or the name of the company; under the name of "Redfern Lumber Company", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eight day of July, 1914.

C. J. SIMARD,

3338

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of July, 1914, to "La Société d'Eclairage et d'Energie Electrique du Saguenay", by which its capital-stock is increased from the sum of one million-five hundred thousand dollars (\$1,500,000.00) to that of two million five hundred thousand dollars (\$2,500,000.00) dividing the new capital-stock into fifteen thousand (15000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated from the office of the Provincial secretary, this twenty-first day of July, 1914.

C. J. SIMARD,

3420

Deputy Provincial Secretary.

3400 1914

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dixième jour de juillet 1914, constituant en corporation MM. George Durnford, comptable licencié; Elcho Ross-Ross et Claude Herbert Grundy, comptables de la cité de Montréal; John Williams Shaw, commis et Andrew Ross McMaster, avocat et conseil en loi du Roi, de la ville de Westmount, dans les buts suivant:

Faire les affaires d'entrepreneurs et constructeurs généraux, et construire des édifices de toutes sortes, publics et privés, et faire des contrats avec tout gouvernement, corps incorporé, association, société commerciale ou personne pour la construction de travaux d'aucune et de toutes description, et sous-louer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des contrats faits pour les constructions ci-dessus mentionnées;

Faire les affaires d'une compagnie de terrains dans toutes ses spécialités et acquérir par achat, échange, bail ou autre titre, et détenir, posséder ou faire le commerce, et vendre, louer ou autrement disposer de toutes sortes d'immeubles et propriétés immobilières, terres, fermes, lots, maisons et édifices et de tous les intérêts ou droits s'y rattachant;

Développer, améliorer ou d'aucune autre manière transiger avec ses propres biens immobiliers ou autres immeubles, et les diviser et y construire des routes, rues, allées, squares, parcs, aqueducs et autres travaux, et aider au moyen d'octrois de deniers ou autrement à leur construction ou avancement, ou toutes autres améliorations censées accroître la valeur des biens de la compagnie et les rendre plus accessibles et profitables;

Faire les affaires de marchands et commerçants, et à cette fin acheter, vendre, échanger et faire le commerce de marchandises, effets, denrées, articles, provisions, fournitures et matériaux de toutes sortes et descriptions nécessaires ou se rapportant à l'accomplissement des objets de la compagnie ou requis par son ou ses employés;

Agir en qualité de commerçants, courtiers et agents d'immeubles, et gérer et administrer des biens immobiliers;

Faire les affaires de courtiers et agents de terrains, et faire le commerce, acheter, vendre et autrement disposer d'obligations, stock, débetures et autres formes de valeurs de placement;

Faire des avances, au moyen de prêts ou autrement aux clients et autres personnes ayant des relations avec la compagnie, sur telle valeur comme il sera jugé à propos et garantir l'exécution de toute obligation ou entreprise d'aucune autre compagnie, société commerciale ou personne ayant des relations avec la compagnie, et prêter le surplus des fonds de la compagnie sur telle valeur et en telles sommes comme il sera jugé à propos;

Exploiter, vendre ou autrement disposer de toutes telles facilités de transport, bateaux, chevaux, fourgons, et instruments de traction qui peuvent être nécessaires dans la conduite de ses affaires ou son exploitation;

Manufacturer de l'électricité, du gaz et autres moyens de production de lumière, chaleur et pouvoir, et acquérir, ériger, et maintenir tous tels édifices, appareils et équipements qui peuvent être nécessaires pour la fabrication, distribution ou transmission de telle lumière, chaleur et pouvoir, pourvu cependant que toute vente, distribution ou transmission de tels lumière

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the tenth day of July, 1914, incorporating Messrs. George Durnford, chartered accountant; Elcho Ross-Ross and Claude Herbert Grundy, accountants, of the city of Montreal; John Williams Shaw, clerk and Andrew Ross McMaster, advocate and Kings Counsel, of the city of Westmount, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors and builders, and to construct buildings of all kinds, both public and private, and to enter into contracts with any government, body corporate, association, firm or person for the constructions of works of any and every description, and to sublet or otherwise dispose of the whole or any part of all contracts entered into for the constructions above mentioned;

To carry on the business of a land company in all its branches, and to acquire by purchase, exchange, lease or other title, and to hold, own or deal in, and to sell, lease or otherwise dispose of all kinds of real estate and immoveable property, lands, farms, lots, houses and buildings and any interests or rights connected therewith;

To develop, improve or in any other way deal with its own or other immoveable property, and to lay out and construct thereon roads, streets, lanes, squares, parks, water-works and other works, and to aid by grants of money or otherwise in the construction or promotion thereof, or all other improvements calculated to enhance the value of the property of the company and render it more accessible and profitable;

To carry on the business of merchants and traders, and for that purpose to buy, sell, barter and deal in merchandise, goods, stores, implements, provisions, supplies and materials of every kind and description necessary or incidental to the carrying out of the objects of the company or required by it or its employees;

To act as real estate dealers, brokers and agents and to manage and administer immoveable property;

To carry on the business of land agents and brokers, and to deal in, buy, sell and otherwise dispose of bonds, stocks, debentures and other forms of investment securities;

To make advances by way of loan or otherwise to customers and others having dealings with the company upon such security as may be deemed advisable and to guarantee the fulfilment of any obligation or undertaking of any other company firm or individual having dealings with the company, and to loan the surplus funds of the company on such security and in such amounts as may seem advisable;

To carry on the business of carters and carriers; To operate, sell and otherwise dispose of all such transportation facilities, boats, horses, carts, and traction engines as may be necessary in the conduct of its business or operation;

To manufacture electricity, gas and other means of generating light, heat and power, and to acquire, erect and maintain all such buildings, apparatus and equipment as may be necessary for the manufacture, distribution or transmission of such light, heat and power, provided however, that any sale, distribution or transmission of such electric-light, heat and power on the lands

électrique, chaleur et pouvoirs sur les terrains de la compagnie, dans le district de Montréal, seront sujets aux règlements locaux et municipaux;

Faire des conventions avec toutes autorités, municipales, locales ou autres qui sembleront avantageuses à l'avancement des fins de la compagnie, et obtenir de toutes telles autorités tous droits, privilèges, franchises ou concessions qu'il sera jugé à propos d'obtenir, et exécuter ou satisfaire à tous tels conventions, droits, privilèges ou concessions, et à ces fins acquérir par achat, bail ou autrement et entretenir, exploiter et développer des pouvoirs d'eau et autres travaux, usines, édifices et machinerie nécessaires ou propres pour la fabrication de tels moyens de production de lumière, chaleur et pouvoir;

Acheter, louer ou autrement acquérir, et détenir, posséder, exploiter, développer, vendre ou autrement disposer de carrières, sablières, sablonnières, mines et terrains miniers, et acquérir, détenir, vendre, commercer, manufacturer, importer, exporter, préparer, fondre, traiter, essayer, épurer et autrement préparer pour le marché et faire valoir les sables, ciment, minéraux et métaux et leurs produits et produits secondaires;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de bois de construction et autres bois et pâte de bois;

Acheter, affermer, acquérir, construire, exploiter et disposer de scieries mécaniques, moulins à raboter et autres moulins ou manufactures et acheter, affermer ou autrement acquérir et exploiter, détenir et vendre des terres à bois et terrains forestiers;

Exercer toute autre industrie ou entreprise qui semblera à la compagnie capable d'être convenablement exercé en rapport avec aucune des affaires de la compagnie ou censée directement ou indirectement promouvoir les intérêts de la compagnie;

Acheter, acquérir ou souscrire et accepter, détenir ou disposer de toutes actions, débetures ou valeurs d'aucune compagnie ou corporation ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie;

Agir en qualité d'agents pour aucune compagnie, société commerciale ou personne exerçant un commerce semblable ou y allié;

Se fusionner, s'unir ou se joindre avec aucune autre personne, compagnie ou corporation exerçant un commerce semblable ou y allié;

Vendre, affermer ou disposer de la totalité ou d'aucune partie de l'industrie et de l'entreprise de la compagnie à toute autre personne, société commerciale, compagnie ou corporation et accepter comme considération pour telle vente, affermage ou transfert, soit de l'argent ou des actions, débetures obligations ou valeurs de toute telle compagnie ou corporation;

Rémunérer, soit en argent ou en actions entièrement acquittées ou en actions partiellement acquittées de la compagnie, toute personne, société commerciale ou corporation pour services rendus ou à rendre à la compagnie en rapport avec son incorporation, promotion ou organisation, ou en rapport avec la conduite des affaires de la compagnie, ou pour droits de propriété acquis par la compagnie;

Distribuer en espèces, de temps à autre, parmi les actionnaires de la compagnie, tous propriétés, biens ou droits de la compagnie;

Aucun des pouvoirs ci-dessus peut être étendu, mais ne sera pas limité par déduction ou induction d'aucun autre pouvoir, sous le nom de "City Construction Company Limited", avec un

of the company, in the district of Montreal, shall be subject to local and municipal regulations;

To enter into any arrangement with any authorities, municipal, local or otherwise, which may seem conducive to the promotion of the company's purposes, and to obtain from such authorities any rights, privileges, franchises or concessions which it may be deemed advisable to obtain, and to exercise or comply with any such arrangements, rights, privileges or concessions, and for such purposes to acquire by purchase, lease or otherwise, and to maintain operate and develop water powers and other works, plant, buildings and machinery necessary or proper for the manufacture of such means of generating light, heat and power;

To buy, lease or otherwise acquire, and to hold, own, operate, develop, sell or otherwise dispose of quarries, sand-pits, gravel beds, mines and mineral lands and to acquire, hold, sell and trade in, manufacture, import, export, dress, smelt, treat, assay, refine and otherwise make marketable and turn to account sand, cement, minerals and metals and their products and by-products;

To manufacture, buy, sell and deal in timber, lumber, wood and pulp;

To buy, lease, acquire, construct, operate and dispose of saw-mills, planing-mills and other mills or factories, and to purchase, lease or otherwise acquire, and to operate, hold and sell forest and timber lands;

To carry on any other business or undertaking which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with any operation of the company's business, or calculated directly or indirectly to advance the company's interests;

To buy, acquire or subscribe for, and to accept, hold or dispose of any shares, debentures or securities of any company or corporation having objects similar to those of this company;

To act as agents for any company, partnership or person carrying on a similar or allied business;

To amalgamate, unite or joint with any other person, company or corporation carrying on a similar or allied business;

To sell, lease or otherwise dispose of the whole or any part of the business and undertaking of the company to any other person, firm, company or corporation, and to accept by way of consideration for such sale, lease or transfer, either cash or shares, debentures, bonds or securities of any such company or corporation;

To remunerate either in cash or in paid-up stock or in partly paid-up stock of the company, any person, firm or corporation for services rendered or to be rendered to the company in connection with its incorporation, promotion or organization, or in connection with the conduct of the company's business, or for property rights acquired by the company;

To distribute in specie, from time to time, amongst the shareholders of the company, any property, assets or rights of the company;

Any of the above powers may be extended, but shall not be limited, by reference to or implication from any other power, under the name of "City Construction Company, Limited", with a capital

capital-actions de vingt mille dollars (\$20,000.00) divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,  
3335-2 Sous-secrétaire de la province.

#### AVIS

Est par le présent donné que le Bureau des Examineurs des Mesureurs de Bois de la province de Québec se réunira à

QUEBEC, LE 13 JUILLET 1914  
HULL, LE 15 SEPTEMBRE 1914

pour procéder à l'examen des candidats qui désirent se qualifier comme mesureurs et classificateurs de bois.

Les aspirants candidats devront communiquer immédiatement avec ce département et désigner l'endroit où ils désirent se présenter.

Un honoraire de \$4.00 est exigible.

ELZ. MIVILLE DECHENE,  
Sous-Ministre des Terres et Forêts.  
Québec, 6 juin 1914. 2559-4

#### Avis Divers

Avis est donné par les présentes que la Compagnie "Parc Saint-Michel Limitée", constituée en vertu des Lettres Patentes accordées par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le 8 juin 1914, enregistrées le 18 du même mois, a établi son principal bureau d'affaires dans la cité de Montréal, 103, rue St-François-Xavier, chambre 200.

3449 A. P. FRIGON,  
Président.

#### Cour Supérieure.

Canada,  
Province de Québec,  
District de Montréal,  
No 4010.

Dame Blanche Migneron, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Aldéric Saint-Cyr, marchand-tailleur du même endroit,  
Demanderesse;

vs

Aldéric Saint-Cyr, du même endroit,  
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

LAMOTHE, SAINT-JACQUES & LAMOTHE,  
Procureurs de la demanderesse.  
Montréal, 22 juillet 1914. 3447

Province de Québec. District de Montréal. Cour Supérieure. No 4318. Dame Blanche Lari-vière, épouse commune en biens de Emile H. Brunet, agent, de la ville de Lachine, district de Montréal, Demanderesse, vs le dit Emile H. Brunet, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 14ème jour de juillet 1914.

LEBLANC, BROSSARD,  
ZOREST & LALONDE,  
Procureurs de la demanderesse.  
Montréal, 23 juillet 1914. 3431

stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares in one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal places of the business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary this tenth day of July, 1914.

C. J. SIMARD,  
3336 Deputy Provincial Secretary.

#### NOTICE

Is hereby given that the Board of Examiners of Cullers of the province of Quebec will meet at

QUEBEC, on the 13th of JULY, 1914  
HULL, on the 15th of SEPTEMBER, 1914

to examine candidates desiring to qualify as log cullers and measurers.

Intending candidates should communicate at once with this Department and mention the place where they intend presenting themselves. A fee of \$4.00 is exacted.

ELZ. MIVILLE DECHENE,  
Deputy Minister of Lands and Forests.  
Quebec, 6th June, 1914 2560

#### Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the company "Parc Saint Michel Limitée", constituted in virtue of letters patent granted by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, on the 8th June, 1914, registered on the 18th of the same month, has established its chief place of business in the city of Montreal, 103, Saint Francois Xavier street, Room 200.

3450 A. P. FRIGON,  
President.

#### Superior Court.

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Montréal,  
No 4010.

Dame Blanche Miqueron, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Alderic Saint Cyr, merchant tailor, of the same place,  
Plaintiff;

vs

Aldéric Saint Cyr, of the same place,  
Defendant.

An action for separation as to property has this day been instituted.

LAMOTHE, SAINT-JACQUES & LAMOTHE,  
Attorneys for the Plaintiff.  
Montreal, 22nd July, 1914. 3448

Province of Quebec. District of Montreal. Superior Court. No. 4318. Dame Blanche Lari-vière, of the town of Lachine, district of Montreal, wife common as to property of Emile H. Brunet, agent, of the same place, Plaintiff, vs the said Emile H. Brunet, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted on the 14th day of July, 1914.

LEBLANC, BROSSARD,  
ZOREST & LALONDE,  
Attorneys for Plaintiff.  
Montreal, 23rd July, 1914. 3432

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District des Trois-Rivières.  
No 57.

Dame Zélia Villemure, de la paroisse de Saint-Barnabé, épouse de Joseph Villemure, comptable, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Le dit Joseph Villemure, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-deuxième jour de juillet 1914.

DESJ & LANGLOIS,  
Procureurs de la demanderesse.  
Trois-Rivières, 22 juillet 1914. 3433

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.  
No 1865.

Dame Léontine Campeau, épouse de Ovila Séguin, hôtelier, des cité et district de Montréal, Demanderesse; vs Le dit Ovila Séguin, Défendeur.

La demanderesse a, ce jour, instituée une action en séparation de biens contre le défendeur.

J. A. DAVID,  
Avocat de la demanderesse.  
Montréal, 16 juillet 1914. 3331-2

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.  
No 4102.

Dame Céline Thériault, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Cléophas Desrochers, commerçant du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Le dit Cléophas Desrochers, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée le 26 juin 1914, contre son dit mari.

MONTY & DURANLEAU,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 17 juillet 1914. 3319-2

*Dans la Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Saint-François.  
No 279.

Dame Clara Fisette, de Sherbrooke, épouse de Cyrille Lemay, agent voyageur, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Le dit Cyrille Lemay, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingt-sixième jour de décembre 1913.

J. H. LEMAY,  
Procureur de la demanderesse.  
Sherbrooke, 20 juillet 1914. 3369-2

Avis public est par le présent donné que les syndics du cimetière de Griffin, à Griffin, dans le canton de Stanstead, P. Q., s'adresseront au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour incorporation sous le nom de "Griffin Hill Cemetery Company", conformément à la loi des cimetières.

CHAS. M. THOMAS, N. P.,  
Pour les dits syndics.  
Stanstead, P. Q., 6 juillet 1914. 3135-4

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Three Rivers.  
No. 57.

Dame Zélia Villemure, of the parish of Saint-Barnabé, wife of Joseph Villemure, accountant, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff;

vs

The said Joseph Villemure, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted in this case, on the twenty second day of July, 1914.

DESJ & LANGLOIS,  
Attorneys for plaintiff.  
Three Rivers, 22nd July, 1914. 3434

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.  
No. 1865.

Dame Léontine Campeau, wife of Ovila Séguin, hotel-keeper, of the city and district of Montreal, Plaintiff; vs The said Ovila Séguin, Defendant.

The plaintiff has, this day, instituted an action for separation as to property against the Defendant.

J. A. DAVID,  
Attorney for the Plaintiff.  
Montreal, 16th July, 1914. 3332

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.  
No. 4102.

Dame Délima Thériault, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Cléophas Desroches, trader of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs The said Cléophas Desrochers, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted on the 26th of June, last 1914, against her husband.

MONTY & DURANLEAU,  
Attorneys for Plaintiff.  
Montreal, 17th July, 1914. 3320

*In the Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Saint Francis.  
No. 279.

Dame Clara Fisette, of Sherbrooke, wife of Cyrille Lemay, travelling agent, duly authorized to ester en justice, Plaintiff;

vs

The said Cyrille Lemay, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted in this case on the twenty sixth day of December 1913.

J. H. LEMAY,  
Attorney for the Plaintiff.  
Sherbrooke, 20th July, 1914. 3370

Public notice is hereby given that the trustees of the Cemetery, at Griffin, in the township of Stanstead, P. Q., will apply to the Lieutenant Governor of the province of Quebec, for incorporation, under the name of the "Griffin Hill Cemetery Company", pursuant to the cemeteries Act.

CHAS. M. THOMAS, N. P.,  
For said trustees.  
Stanstead, P. Q., 6th July, 1914. 3136

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure. No 2572. Dame Parmélia Tessier, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Henri Ethier, ferblantier et couvreur, autrefois des cité et district de Montréal, aujourd'hui des lieux inconnus, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Henri Ethier, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 4 juillet 1914.

ELPHEGE MARIER,  
Procureur de la demanderesse.  
Montréal, 4 juillet 1914. 3069-4

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.

No 1301.

Isabelle Lapeyrère, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Léon Bégis, employé civil, du même lieu, la dite Dame Isabelle Lapeyrère, dûment autorisée aux présentes par un des honorables juges de cette cour,

Demanderesse;

vs

Leon Bégis, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée par la demanderesse au défendeur, le 30 avril 1914.

ST-GERMAIN, GUERIN  
& RAYMOND,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 6 mai 1914. 2963-5

Avis public est par le présent donné que le révérend Vladimir Joseph Sakovitch, pasteur de la congrégation russe Orthodoxe, rendant hommage au culte dans Montréal, sous le nom de "The Church of Saint Peter and Saint Paul", avec Ivan Ivanoff, président du conseil des syndics de la congrégation, et Gregory Zinkevitch, syndic et trésorier de la dite congrégation, ont présenté une requête à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, demandant respectueusement l'incorporation de la congrégation de l'église russe orthodoxe dans Montréal.

(Laquelle a antérieurement rendu hommage au culte sous le nom de "The Church of Saint Peter and Saint Paul", sous le nom de "The Church of the Holy Trinity"; la dite requête pour incorporation étant faite en conformité et en vertu des sections 4391 et suivantes des Statuts refondus de la province de Québec.

Cet avis est donné, tel que prescrit par la section 4394, chap. 3, des dits Statuts refondus.

HENEKER & JOHNSON,  
Procureurs des requérants.  
Bâtisse "Commercial Union",  
rue Saint-Jacques, Montréal.  
Montréal, 25 juin 1914. 2923-5

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.

No 230.

Dame Jeanne Gorrel, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Maurice Chassagne, agent, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Le dit Maurice Chassagne, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

DESAULNIERS & VALLEE,  
Procureurs de la demanderesse  
Montréal, 6 juillet 1914. 3107-4

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court. No. 2572. Dame Parmélia Tessier, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Henri Ethier, tinsmith, formerly of the city and district of Montreal, now of unknown places, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs the said Henri Ethier, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted on the 4th day of July, 1914.

ELPHEGE MARIER,  
Attorney for Plaintiff.  
Montreal, 4th July, 1914. 3070

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.

No. 1801.

Isabelle Lapeyrère, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Léon Bégis, civil employee, of the same place, the said Dame Isabelle Lapeyrère, duly authorized for the purposes of the presents by one of the honourable justices of this court, Plaintiff;

vs

Léon Bégis, of the city and district of Montreal, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant, on April 30th, 1914.

ST-GERMAIN, GUERIN  
& RAYMOND,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 6th May, 1914. 2964

Public notice is hereby given that the reverend Vladimir Joseph Sakovitch, pastor of the Russian Orthodox Congregation, worshipping in Montreal under the name of The Church of Saint Peter and Saint Paul, together with Ivan Ivanoff, chairman of the Board of Trustees of the Congregation, and Gregory Zinkevitch, a trustee and the treasurer of the said Congregation, have presented a petition to His Honour the Lieutenant Governor of the province of Quebec, praying for the incorporation of the Congregation of The Russian Orthodox Church in Montreal.

(Which has previously worshipped under the name of The Church of Saint Peter and Saint Paul), under the name of the Church of the Holy Trinity; said petition for incorporation being made under and by virtue of sections 4391 and following of the Revised Statutes of the province of Quebec.

This notice is given, as required by section 4394, of chap. 3, of the said Revised Statutes.

HENEKER & JOHNSON,  
Attorneys for petitioners.  
Commercial Union Building,  
Saint James street.  
Montreal, 25th June, 1914. 2924

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.

No. 230.

Dame Jeanne Gorrel, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Maurice Chassagne, agent of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff;

vs

The said Maurice Chassagne, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted this day.

DESAULNIERS & VALLEE,  
Attorneys for Plaintiff.  
Montreal, 6th July, 1914. 3108

*Cour Supérieure.*

Canada,  
Province de Québec,  
District de Saint-Hyacinthe.

No 87.

Dame Vitaline Roireau dit Laliberté, de Central Falls, dans le Rhode Island, l'un des états unis d'Amérique, épouse commune en biens de Etienne Desmarais, de la paroisse de Sainte-Rosalie, district de Saint-Hyacinthe, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit mari.

LUSSIER & GUIMONT,  
Avocats de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 16 juin 1914. 2967-5

*Cour Supérieure.*

Canada,  
Province de Québec,  
District de Saint-Hyacinthe.

No 86.

Dame Méline Roireau dit Laliberté, de Central Falls, dans le Rhode Island, l'un des états-unis d'Amérique, épouse commune en biens de Samuel Lemonde, ci-devant de Saint-Simon, dans le district de Saint-Hyacinthe, et maintenant de lieux inconnus, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit mari.

LUSSIER & GUIMONT,  
Avocats de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 16 juin 1914. 2969-4

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No 1383. Marie-Louise Harvey, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Albert Ferland, charretier, tous deux des cité et district de Montréal, a intenté ce 26 juin 1914. une action en séparation de biens contr. s.n dit époux

CINQ-MARS & CINQ-MARS,  
Procureurs de la demanderesse. 2965-5

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal,  
No 296.

Marie-Louise Desautels, épouse commune en biens de Walter A. Brown, de la cité de Montréal, commis, judiciairement autorisée à instituer la présente action, Demanderesse;

vs

Le dit E. A. Brown, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause contre le défendeur, le quinzième jour d'avril 1914.

BLAIR, LAFERTY & HALE,  
Procureurs de la demanderesse.  
éal, 24 juin 1914. 2919-5

*Dans la Cour Supérieure.*

Canada,  
Province de Québec,  
District de Montréal,  
No 25.

Dame Olivine Favreau, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens d'Isaac Ringuette, entrepreneur menuisier, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Le dit Isaac Ringuette, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 18 juin 1914.

BARNARD, McKEOWN  
& CHOQUETTE,  
Procureurs de la demanderesse.  
Montréal, 30 juin, 1914. 2961-5

*Superrio Court.*

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Saint Hyacinth.

No 87.

¶ Dame Vitaline Roireau dit Laliberté, of Central Falls, state of Rhode Island, one of the united states of America, wife common as to property of Etienne Desmarais, of the parish of Sainte Rosalie, district of Saint Hyacinth, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

LUSSIER & GUIMONT,  
Attorneys for Plaintiff.

Saint Hyacinth, 16th June, 1914. 2968

*Superior Court.*

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Saint Hyacinth.

No 86.

Dame Méline Roireau dit Laliberté, of Central Falls, State of Rhode Island, one of the united states of America, wife common as to property of Samuel Lemonde, heretofore of Saint Simon, district of Saint Hyacinth, and now in unknown parts, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

LUSSIER & GUIMONT,  
Attorneys for plaintiff.

Saint Hyacinth, 16th June, 1914. 2970

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No 1383. Marie Louise Harvey, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Albert Ferland, carter, both of the city and district of Montreal, has instituted on the 26th June, 1914, an action for separation as to property against her said husband.

CINQ-MARS & CINQ-MARS,  
Attorneys for the plaintiff. 2966

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal,  
No. 296.

Marie-Louise Desautels, wife common as to property of Walter A. Brown, of the city of Montreal, clerk, judicially authorized to take the present action, Plaintiff;

vs.

The said E. A. Brown, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case against defendant on the 15th day of April, 1914.

BLAIR, LAVERTY & HALE,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 24th June, 1914. 2920

*In the Superior Court.*

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Montreal,  
No 25.

Dame Olivine Favreau, wife common as to property of Isaac Ringuette, carpenter, both of the city and district of Montreal, duly authorized to ester en justice, Plaintiff;

vs

The said Isaac Ringuette, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted the 18th June, 1914.

BARNARD, McKEOWN  
& CHOQUETTE  
Attorneys for Plaintiff.  
Montreal, 30th June, 1914. 2962

*Cour Superieure*

Province de Québec,  
District de Montréal.  
No 3331.

Dame Eveline Daoust, d<sup>l</sup>ment autorisée à ester en justice, épouse commune en biens de Joseph Deslauriers, entrepreneur, tous deux des cité et district de Montréal, Demanderesse; vs le dit Joseph Deslauriers, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 7 juillet 1914.

CODERRE & GAGNON,  
Procureurs de la demanderesse.  
Montréal, 7 juillet 1914. 3131-4

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.  
No 4141.

Dame Philomène Rousseau, épouse commune en biens de Thomas Dancause, entrepreneur, de la cité de Lachine, dans le district de Montréal, Demanderesse; vs le dit Thomas Dancause, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur.

A. JASMIN,  
Avocat de la demanderesse.  
Montréal, 9 juillet 1914. 3205-3

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.  
No 1416.

Dame Evéline Goyer, de la cité de Lachine, dans le district de Montréal, épouse commune en biens de Hormisdas Rabeau, du même lieu, marchand, Demanderesse; vs le dit Hormisdas Rabeau, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour contre le défendeur.

A. JASMIN,  
Avocat de la demanderesse.  
Montréal, 9 juillet 1914. 3201-3

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.  
No. 4232.

Dame Constantine Marleau, épouse légalement commune en biens de Joseph St-Jean, de la cité de Lachine, dans le district de Montréal, marchands-épiciers, Demanderesse vs le dit Joseph St-Jean, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour contre le défendeur.

A. JASMIN,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 9 juillet 1914. 3203-3

*Cour Supérieure.*

Canada,  
Province de Québec,  
District de Saint-François.

Dame Albertine Chartier, épouse de Frédéric Geoffrion, forgeron, de la ville de Magog, dans le district de Saint-François dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Le dit Frédéric Geoffrion, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le cinquième jour de juin 1914.

O'BREADY & PANNETON,  
Procureurs de la demanderesse.  
Sherbrooke, 16 juin 1914. 3305-3

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal,  
No. 3331.

Dame Eveline Daoust, duly authorized to ester en justice, wife common as to property of Joseph Deslauriers, contractor, both of the city and district of Montreal, Plaintiff; vs the said Joseph Deslauriers, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on the 7th July, 1914.

CODERRE & GAGNON,  
Attorneys for the plaintiff.  
Montreal, 7th July, 1914. 3132

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.  
No 4141.

Dame Philomène Rousseau, wife common as to property of Thomas Dancause, contractor, of the city of Lachine, in the district of Montreal, Plaintiff; vs The said Thomas Dancause, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, against the Defendant.

A. JASMIN,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 9th July 1914. 3206

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.  
No. 1416.

Dame Evéline Goyer, of the city of Lachine, in the district of Montreal, wife common as to property of Hormisdas Rabeau, of the same place, merchant, Plaintiff; vs the said Hormisdas Rabeau, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, this day, against the Defendant.

A. JASMIN,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 9th July, 1914. 3202

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.  
No. 4232.

Dame Constantine Marleau, wife legally common as to property of Joseph St-Jean, of the city of Lachine, in the district of Montreal, grocers-merchant, Plaintiff; vs the said Joseph St-Jean, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, this day, against the Defendant.

A. JASMIN,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 9th July, 1914. 3204

*Superior Court.*

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Saint Francis.

Dame Albertine Chartier, wife of Frédéric Geoffrion, blacksmith, of the town of Magog, in the district of Saint Francis, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; as The said Frédéric Geoffrion, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, in the fifth day of June, 1914.

O'BRADY & PANNETON,  
Attorneys for the plaintiff.  
Sherbrooke, 16th July, 1914. 3306

## Avis de Faillites

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.  
No 171.

*In re* Dame Bessie Freidleid, "Maison Stober",  
Montréal, Insolvable.  
Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un  
jugement de la cour supérieure, rendu ce vingt-  
troisième jour de juillet 1914, les soussignés ont  
été nommés curateurs aux biens de l'insolvable  
ci-dessus mentionnée.

Les réclamations assermentées doivent être  
produites entre nos mains dans trente jours de  
cette date.

J. G. DUHAMEL,  
H. H. BEAULIEU,  
Curateurs.

Bureau de Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,  
3, Notre-Dame est, Montréal.  
Montréal, 23 juillet 1914. 3469

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Saint-Hyacinthe,  
No 110.

Jules Wingender, huissier, des cité et district de  
Saint-Hyacinthe, Demandeur;

vs

Armand Brousseau, marchand, du même lieu,  
Cédant.

Avis vous est par le présent donné que le  
dit débiteur insolvable a fait, ce jour, cession de  
ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au  
bureau du protonotaire du district de Saint-  
Hyacinthe.

V. ERNEST FONTAINE,  
Avocat du demandeur et  
du gardien provisoire.  
Saint-Hyacinthe, 20 juillet 1914. 3463

*Re* Dlle Laurencia Couroux, modiste de chapeaux,  
Hull, Qué.

Avis vous est par le présent donné que par ordre  
de la cour, j'ai été, ce jour, nommé curateur dans  
cette affaire.

Les réclamations assermentées doivent m'être  
transmises dans les trente jours de cet avis.

J. E. COUTURE,  
Curateur.

Hull, 23 juillet 1914. 3465

*Cour Supérieure.*

Canada,  
Province de Québec,  
District de Beauce.  
No 1812.

Dans l'affaire de la Cie d'Imprimerie de Beauce  
Ltée, En liquidation.

Avis est donné que le soussigné a été nommé  
liquidateur et les créanciers devront produire  
leurs comptes assermentés dans les trente jours  
de la publication de cet avis.

NORBERT MORIN,  
Liquidateur.

Saint-Joseph, Beauce, 23 juillet 1914. 3445

*Superior Court.*

Province de Québec,  
District of Montréal,  
*In re* Dame Olga Price, "O. Price", Faillie.

et

Alexandre Desmarteau, Curateur.  
Avis est par les présentes donné, que par ordre

## Bankrupt Notices

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal,  
No 171.

*In re* Dame Bessie Freidleid, Maison Stober,  
Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that by a judgment of  
the Superior Court rendered this 23rd July, 1914,  
the undersigned have been named Curators of  
the above mentioned insolvent state.

Sworn claims must be filed in our hands  
within 30 days from date.

J. C. DUHAMEL,  
H. H. BEAULIEU,  
Curators.

Office of Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,  
3, Notre Dame street, east, Montreal.  
Montreal, 23rd July, 1914. 3470

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Saint Hyacinth.  
No. 110.

Jules Wingender, bailiff, of the city and district of  
Saint Hyacinth, Plaintiff-petitioner;

vs

Armand Brousseau, of the same place, trader,  
Insolvent.

Notice is hereby given that the above debtor-  
insolvent has, this day, made a judicial assign-  
ment of his property, for the benefit of his credi-  
tors, at the office of the prothonotary of the dis-  
trict of Saint Hyacinth.

V. ERNEST FONTAINE,  
Attorney for plaintiff and  
Provisional-Guardian.  
Saint Hyacinth, 20th July, 1914. 3464

*Re* Dlle Laurencia Couroux, milliner, Hull, Que.

Notice is hereby given to you that by order  
of the court I have been appointed, this day,  
curator in this matter.

Sworn claims must be filed with me within  
thirty days from this notice.

J. E. COUTURE,  
Curator.

Hull, 23rd July, 1914. 3466

*Superior Court.*

Canada,  
Province de Québec,  
District of Beauce,  
No 1812.

In the matter of "La Cie d'Imprimerie de Beauce,  
Ltée", In liquidation.

Notice is given that the undersigned has been  
appointed liquidator, and the creditors must  
file their sworn accounts within thirty days  
from the publication of this notice.

NORBERT MORIN,  
Liquidator.

Saint Joseph, Beauce, 23rd July, 1914. 3446

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.  
*In re* Dame Olga Price, "O. Price", Insolvent;

and

Alexandre Desmarteaux, Curator.  
Notice is hereby given that by order of this

de cette cour, j'ai été, ce jour, nommé curateur aux biens du dit failli.

Les réclamations assermentées devront être produites à mon bureau dans les 30 jours afin d'être colloquées sur la feuille de dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
Curateur.

No 60, rue Notre-Dame est, Montréal.  
Montréal, 21 juillet 1914. 3443

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal,  
*In re Olida Marchessault, "J. Beaulieu & Cie",*  
Faillie;

et

Alexandre Desmarteau, Curateur.  
Avis est par les présentes donné, que par ordre de cette cour, j'ai été, ce jour, nommé curateur aux biens de la sus-dite faillie.

Les réclamations assermentées devront être produites à mon bureau dans les 30 jours afin d'être colloquées sur la feuille de dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
Curateur.

No 60, rue Notre-Dame est, Montréal.  
Montréal, 23 juillet 1914. 3441

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Trois-Rivières.  
Avis est donné que J. N. Omer Clément, manufacturier, de Trois-Rivières, a fait une cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, et que j'ai été, ce jour, nommé gardien provisoire aux biens du dit failli.

Z. FOREST,  
Gardien provisoire.

50-52, Avenue Laviolette.  
Trois-Rivières, 23 juillet 1914. 3501

*District de Montréal.*

*In re F. J. Jago & Cie, des cité et district de*  
Montréal, Failli.

Un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au onzième jour du mois d'août prochain 1914, date après laquelle ce dividende sera payable à notre bureau.

ALFRED BALFRY,  
J. KENNEDY STINSON,  
Curateurs conjoints.

Bureau de Balfry & Stinson,  
No 80, rue Saint-Denis.  
Montréal, 25 juillet, 1914. 3475

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District de Montréal.  
No 183.  
*In re David De Sola Ascher, "Ascher Bros",*  
Montréal, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, rendu ce vingt-septième jour de juillet 1914, les soussignés ont été nommés curateurs aux biens du dit insolvable.

Les réclamations assermentées doivent être produites entre nos mains dans trente jours de cette date.

J. G. DUHAMEL,  
H. H. BEAULIEU,  
Curateurs.

Bureau de :  
Duhamel, Jenkins & Beaulieu,  
No 3, Notre-Dame-Est, Montréal.  
Montréal, 27 juillet 1914. 3489

court, I have, this day, been appointed curator to the property of the said insolvent.

Sworn claims must be filed at my office, within thirty days so as to be collocated on the dividend sheet.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
Curator.

No 60, Notre Dame east, Montréal.  
Montreal, 21st July, 1914. 3444

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.  
*In re Olida Marchesseault "J. Beaulieu & Cie",*  
Insolvent;

and

Alexandre Desmarteau, Curator.  
Notice is hereby given that by order of this court, I have, this day, been appointed curator to the property of the above mention insolvent.

Sworn claims must be filed at my office within thirty days so as to be collocated on the dividend sheet.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
Curator

No 60, Notre Dame east, Montreal.  
Montreal, 23rd July, 1914. 3442

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Three Rivers.  
Notice is hereby given that J. N. Omer Clément, manufacturer, of Three Rivers, has made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, and that I was appointed, this day, provisional guardian to the property of the above insolvent.

Z. FOREST,  
Provisional Guardian.

50-52, Laviolette Avenue,  
Three Rivers, 23rd July, 1914. 3502

*District of Montreal.*

*In re F. J. Jago & Co., of the city and district*  
of Montreal, Insolvents.

A first dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until the eleventh day of August next, 1914, after which date the dividends will be payable at our office.

ALFRED BALFRY,  
J. KENNEDY STINSON,  
Joint Curators.

Office of Balfry & Stinson,  
No. 80, Saint Denis street,  
Montreal, 25th July, 1914. 3476

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.  
No. 183.  
*In re David De Sola Ascher, "Ascher Bros",*  
Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that by a judgment of the superior court rendered this 27th day of July, 1914, the undersigned have been named curators of the above named insolvent estate.

Sworn claims must be filed in our hands within thirty days from date.

J. G. DUHAMEL,  
H. H. BEAULIEU,  
Curators.

Office of:  
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,  
No. 3, Notre Dame street East.  
Montreal, 27th July, 1914. 3490

*Superior Court.*

Province de Québec,  
District de Montréal.

Dans l'affaire de Lafontaine & Frère, Montréal,  
Faillis.

Avis est par les présentes donné que le 27ième jour de juillet 1914, les dits faillis ont fait un abandon judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de cette cour.

CHARTRAND & TURGEON,  
Sub. gardiens Provisoires.

Bureau de Chartrand & Turgeon,  
55, rue Saint-François-Xavier, Montréal.  
3477

## Soumissions

Dans l'affaire de Dame Ada Whelan, ès-qual.,  
succession Reilly, Aylmer, Qué.,

Des soumissions seront reçues par le soussigné jusqu'à midi, mercredi, le 5 août 1914, pour l'achat des biens mobiliers et immobiliers, comme commerce en opération, ci-dessous décrits, viz:

Liqueurs, installation et ameublement de  
buvette \$948.63 ameublement de maison ;

Vaisselle, argenterie et lingerie, \$2,267.65; marchandises en mains ;

Dépendances, volailles et vaches, \$266.00;

Licence d'hôtel, \$330.00;

Lot No 729 et bâtisses dessus, \$10,000.00;

Total \$13,812.28.

Le tout pour être vendu tel qu'ils est actuellement à Aylmer, et sans aucune garantie quelconque, quant à la mesure précise, quantité ou autrement.

Les soumissions devront être faites pour le tout en bloc avec répartition du prix approprié pour chaque item .

Les dites soumissions devront être envoyées par lettres enregistrées le ou avant midi 5 août 1914.

Conditions de vente :—Une partie devra être payée comptant et la balance tel que convenu avec le soussigné—Aucune soumission ne sera nécessairement acceptée.

Pour autres information s'adresser à

J. E. COUTURE,  
Curateur.

200, Main street, Hull.

Hull, 22 juillet 1914.

J. W. Saint-Marie, avocat.

3467

## In Liquidation

D'APRES L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

Canada.

Province de Québec,

District de Québec.

No 903.

Re La Cie de Pulpe Dalmas,

En liquidation.

Avis est par le présent donné que suivant ordonnance, rendue le 29ème jour de juin 1914, par Son Honneur le juge McCorkill, nous vendrons à nos bureaux, Dominion Building, rue Saint-Pierre, à Québec, par encaissement public, MARDI le 18 AOUT 1914, à 10.30 hrs a. m.

1. Canton Dolbeau, 2ème rang, lots 21-1 à 21-213, 22-1 à 22-231, y compris 168 A et 224 A,

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Montreal.

In the matter of Lafontaine & Frère, Montreal,  
Insolvents.

Notice is hereby given that in the 27th day of July, 1914, the said insolvents have made a judicial abandonment of their assets for the benefit of their creditors, at the office of the protonotary of this court.

CHARTRAND & TURGEON,  
Sub. Provisional Guardians.

Office of Chartrand & Turgeon,  
55, Saint François Xavier, street, Montreal.  
3478

## Tenders

In the matter of Dame Ada Whelan, ès-qual.,  
estate Reilly, Aylmer, Que.

Tenders will be received by the undersigned until Wednesday, 5th August, noon, 1914, for the purpose of the immoveable and moveable assets, as a running concern, hereunder described, viz:—

Bar fixtures, furnitures and liquors \$948.63 house furnit.;

Crokery, silverware and linens, \$2,267.65 goods in out;

Side buildings fowls and cows, \$266.00;

Hotel licence, \$330.00;

Lot No 729 and buildings thereon, \$10,000.00;

Total \$13,812.28.

The whole to be sold as it is now at Aylmer, and without any warranty whatever as to precise measurement, quantity or otherwise.

The tenders will have to be made for the whole en bloc with allotment of the superficie price on each item.

Said tenders to be sent by registered letters on or before August 5th, 1914, at noon.

Conditions of sale:—One part to be paid cash and the balance to be adjusted with the undersigned.—Any tender will not be necessarily accepted.

For all informations, apply to

J. E. COUTURE,  
Curator.

200, Main street, Hull.

Hull, 22nd July, 1914.

J. W. Sainte-Marie, advocate.

3468

## En liquidation

UNDER THE WINDING UP ACT.

Canada.

Province of Quebec,

District of Quebec.

No. 903.

Re La Compagnie de Pulpe Dalmas,

In liquidation.

Notice is hereby given that pursuant to judgment rendered 29th June, 1914, by His Lordship McCorkill, we will sell at our offices, Dominion Building, Saint Peter street, at Quebec, by public auction, TUESDAY 18th AUGUST, 1914, at 10.30 o'clock a. m.

1. Township of Dolbeau, second range. Lots 21-1 to 21-213, 22-1 to 22-231 including 168 A

23-1 à 23-232 avec la chute et le barrage vis-à-vis les dits lots 21 et 22, formant le pouvoir d'eau.

2. Canton Dolbeau, 4ème rang, lots 24, 25 et 26 comprenant le site du moulin et les pouvoirs hydrauliques de la chute blanche sur la petite rivière Péribonka en front et vis-à-vis les dits lots.

3. Une étendue de terrain entre le lac des Cyprès et le Lac Long territoire non organisé du Lac Saint-Jean, superficie environ 60 acres.

4. Une étendue de terrain sur la rivière des Aigles, même territoire, environ 80 acres.

5. Le droit de se servir des eaux dans la rivière et du lac des Aigles et du lac Long pour les déverser dans le lac des Cyprès affluant de la rivière Petite Péribonka, pour en augmenter le pouvoir d'eau et la force hydraulique et le droit de faire à cette fin les travaux du barrage et creusage sur les terrains ci-haut mentionnés.

6. Les lots de terrains aujourd'hui connus comme étant les numéros 17-1 et 17-2, cinquième rang, canton Dalmas, Lac Saint-Jean, superficies 7 à 8 acres—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; aussi tous les droits que la compagnie peut avoir sur toutes autres parties du dit lot 17 notamment: 7 novembre 1900, vente Guay à Cie Pulpe Péribonka, 225 pieds, ligne nord-ouest par 50 pieds ligne S-est à prendre de la petite rivière Péribonka, ou la ligne droite sera tirée allant à l'autre ligne où elle se termine à 225 pieds de la dite rivière. 29 octobre 1901, vente Guay à Cie de Pulpe Péribonka, 125 pieds, front sur 100 pieds, profondeur vers le sud-ouest à la rivière petite Péribonka et 5 arpents en superficie sans comprendre le chemin public qui le coupe, et deux emplacements vendus à Jules Bergeron et François Dallaire; borné en front vers l'ouest et le sud-ouest à la Cie Péribonka ou ses successeurs, vers le sud-est à 150 pieds de la ligne sud-est du dit lot de terre en profondeur vers l'est au dit Philémon Guay ou ses successeurs, c'est-à-dire au trait quarré avec les lignes du dit lot de terre comme sous le numéro 17 et vers le nord à la ligne nord d'icelui lot de terre. 1er avril 1904, Philémon Guay, ayant vendu deux terrains à Jean Bouchard et Célestin Morin, qu'il avait déjà vendu à la Cie de Pulpe Péribonka donne en échange. A. Un morceau de terrain situé sur le côté nord du lot 17; borné en front à l'ouest par la rivière petite Péribonka, au sud par terrain de la Cie, à l'est par le terrain ci-après décrit, au nord par la ligne entre les lots 17 et 18. B. Un morceau de terrain borné à l'ouest par terrain en premier lieu décrit, au sud par terrain de la compagnie et à l'est par une ligne tirée et bornée par arpenteur, dont l'extrémité est à 345 pieds de la rivière Petite Péribonka.

7. Un emplacement étant partie du lot 4, 7ème rang Dalmas, acquis le 12 février 1913, de Jos. Simard, devant Come L. A. Morisset, N. P.

8. Licence de droit de coupe, limité, canton Dolbeau No 1, payée au 30 juin 1914: 1er rang lots Nos 9 et 10; 2ème rang Nos 7, 8, 9, 11, 12 et 14; 3ème rang Nos. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 12, 14, 15, 16, 17, 18 et 19; 4ième rang, Nos 1 à 22; 5ème rang Nos. 1 à 9, 14, 16 et 17; Superficie 9 5/6 milles carrés plus ou moins; Droits de coupe payés au 30 juin 1914.

9. Licence de droit de coupe, limité payée au 30 juin 1914; 2ème rang nord du Lac Saint-Jean, No 4, superficie 25 milles carrés plus ou moins; 3ème rang nord du Lac Saint-Jean No 4, super-

and 224 A 23-1 to 23-232, with falls and the barrage opposite lots 21 and 22 forming the water power.

2. Township of Dolbeau, fourth range. Lots 24, 25 and 26 including the mill site and the water powers of the Chute Blanche on the Little Peribonka river, in front and opposite the said lots.

3. A stretch of land between Lacs des Cyprès and Lac Long, unorganized territory of Lake Saint John district, having a superficies of about 60 acres.

4. A stretch of land on Rivière des Aigles, same territory having a superficies of about 80 acres.

5. The right to use the water of the river and of Lake des Aigles and of Lake Long running it into Lake des Cyprès where it flows into the river Petite Peribonka to increase the water power and its hydraulic force and the right to make for that purpose all works of *barrage* and excavation on lots above mentioned.

6. Lots of land to day known and described as lots No. 17-1 and 17-2, fifth range, township of Dalmas, Lake Saint John, superficies 7 to 8 acres—with building thereon erected, circumstances and dependencies, also all or any rights which the Company may have on any other portion of said lot No. 17 and acquired as under. 17th November, 1900. Sale Guay to Peribonka Pulp Co., 225 ft, north west line by 50 ft. in line south east from river Petite Péribonka, where a straight line runs to the other line where it ends at 225 ft. from said river. 29th October, 1901. Sale Guay to Peribonka Pulp Co., 125 ft. frontage by 100 ft. in depth forwards the south west bounded by River Petite Péribonka, having 5 arpents in superficies not including the public road which crosses the land and two emplacements sold to Julius Bergeron and François Dallaire; bounded in front towards the west and south west by the Peribonka Pulp Co., or its representatives, towards the south east at 150 ft. of the south eastern line of said lot in depth towards the east to Philémon Guay or his successors, that is at the *tratt quarré* with the lines of said lot of land known as No. 17 and towards the north by the northern line of said lot. 1st April, 1904, Philémon Guay, having sold two lots of land to Jean Bouchard and Célestin Morin, lands already sold to the Peribonka Pulp Co., gives in exchange. A. A piece of ground situated on northern site of lot No. 17. bounded in front at the west by river Petite Péribonka at the south by the Company's property at the east by the piece of land described hereafter and at the north by the durding line between lots 17 and 18. B. A piece of ground bounded at the west by lot described in first place. at the south by the Company's property, and at the east by a line drawn and fixed by a surveyor whose extremity is at 345 ft. river Petite Péribonka.

7. A plot of land being part of lot 4 of the seventh range of Dalmas, township acquired 12th February, 1913, from Jos. Simard, before Come L. A. Morisset, N. P.

8. License to stumpage rights on limit No. 1 of Dolbeau township, paid to 30th June, 1914, being: 1st range lots 9 and 10; 2nd range lots 7, 8, 9, 11, 12 and 14; 3rd range lots, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 12, 14, 15, 16, 17, 18, 19; 4th range lot, 1 to 22; 5th range lot, 1 to 9, 14, 16 and 17; Superficie 9 5/6 sq. miles, more or less; Stumpage dues paid to 30th June, 1914.

9. License to stumpage rights paid to 30th June, 1914, on limits; 2nd range Lake Saint John north, No. 4, 25sq. miles, more or less; 3rd range Lake Saint John north, No. 4, 18 sq.

ficie 18 milles carrés plus ou moins; Droits de coupe payés au 30 juin 1914.

Conditions: 25% sur adjudication, la balance payable lors de la signature de l'acte d'achat, le délai ne devant pas excéder 30 jours et portera intérêt à 6% du jour de la vente. Les charges de transfert seront payables par l'acheteur.

L'acquéreur aura à en prendre possession et

titre de suite mais devra en donner gratuitement l'usage des moulins à l'acheteur des billots pendant quatre mois de la date de la vente, de même que le droit de loger son bois ou sa pulpe sur les terrains avoisinants à au moins 200 pieds du moulin à pulpe.

Les propriétés ci-dessus comprennent toutes les bâtisses et dépendances construites sur les lots ci-dessus, comprenant, maisons, dalle de vingt pieds de largeur, machine shop, quai, moulin à pulpe et ses machineries et outillage et le moulin à scie et ses machineries.

La dite vente est faite en vertu et en conformité aux articles 7552 et suivants des Statuts refondus de Québec, 1909, et devant avoir l'effet du décret.

Copie des actes de ventes et des titres et le certificat d'enregistrement sont déposés à nos bureaux où ils peuvent être examinés.

La vente se fera en bloc.

Les personnes suivantes ont possédé les immeubles pendant les trois dernières années.

Compagnie de Pulpe Dalmas.

LARUE & TRUDEL,  
Liquidateurs.

Bureaux: 126, rue Saint-Pierre, Québec.

3249-3

LS. DESCHENE,  
Commissaire-Priseur.

### Licitaton

#### Cour Supérieure.

Province de Québec,  
District de Montréal.

Alice Gwendolen Hall, de la cité de Westmount, dans le district de Montréal, fille majeure—usant de ses droits, Demanderesse; vs William Théodore Hall, de Los Angeles, dans l'état de Californie, nu desé tats-unis d'Amérique, commis; Dame Ethel Grace Hall, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, épouse séparée de biens de Duncan Willis, de la dite ville d'Ottawa, marchand de pianos, et le dit Duncan Willis aux fins d'autoriser sa dite épouse, et David Crawford, des cité et district de Montréal, rentier en sa qualité de tuteur de Robert Frédérick Bainbridge Hall, de la dite ville de Westmount, enfant mineur, Défendeurs.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure siégeant dans et pour le district de Montréal, rendu le onzième jour de juin 1914, dans une cause dans laquelle la demanderesse ci-dessus décrite est demanderesse et les défendeurs ci-dessus décrits sont défendeurs, ordonnant la licitation de l'immeuble décrit comme suit, à savoir:

1. Un lot de terre au coin nord-ouest du Boulevard Saint-Joseph et Park Avenue, dans la cité de Montréal, connu comme étant la subdivision 59, de la subdivision 2, du lot No 12, aux plan et livre de renvoi du cadastre du village incorporé de Côte Saint-Louis—avec les bâtisses dessus érigées.

2. Un lot de terre situé Argyle Avenue, dans la cité de Westmount connu comme étant la subdivi-

miles, more or less; Stumpage due after to 30th June 1914.

Conditions.—25% on adjudication, balance at the time of signing the deed which must not exceed 30 days, bearing interest 6% from date of sale. The department transfer charges payable by purchaser. Purchasers of pulp mill and saw mill will at once take possession and title but will have

to allow the free use of the mills to the purchaser of the logs, for four months from date of sale as also the right to use surrounding lands to store his lumber and pulp, at at least 200 ft. distance from the pulp mill.

The above properties include all buildings and constructions therein erected including seven houses. Canal of 20 ft. width, machine shop, wharf pulp mill, its machinery and tools and the saw mill with its machinery.

This sale is made under the authority and in conformity with articles 7552 and following of the Revised Statutes, of Québec, 1909, and will have the same effect as if made by the sheriff (*effet du décret*).

Copies of the deeds and the registry office's certificate are deposited, at our offices where they can be examined.

The sale will be made *en bloc*.

The following persons, have since the last three years, owned the properties.

Cie Pulpe Dalmas.

LARUE & TRUDEL,  
Liquidators.

Offices: 126, Saint Peter street, Québec,

3250

LS. DESCHENES,  
Auctioneer.

### Licitaton

#### Superior Court.

Province of Quebec,  
District of Montreal.

Alice Gwendolen Hall, of the city of Westmount, in the district of Montreal, Spinster of the full age of majority, Plaintiff; vs William Theodore Hall, of Los Angeles, in the state of California, one of the united states of America, clerk; Dame Ethel Grace Hall, of the city of Ottawa, in the province of Ontario, wife separate as to property of Duncan Willis, of the said city of Ottawa, piano dealer, and the said Duncan Willis, for the purpose of authorizing his said wife and David Crawford of the city and district of Montreal, gentleman, in his quality of tutor to Robert Frederick Bainbridge Hall, of the said city of Westmount, a minor, Defendants.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the superior court sitting in and for the district of Montreal, rendered on the 11th day of June, 1914, in a cause in which the above described plaintiff is plaintiff and the above described defendants are defendants, ordering the licitation of the immoveable described as follows, to wit:

1. A lot of land at the north west corner of Boulevard Saint Joseph and Park Avenue, in the city of Montreal, known as subdivision 59, of subdivision 2, of lot No. 12, on the cadastral plan and book of reference of the incorporated village, of Côte Saint Louis,—with the buildings thereon erected.

2. A lot of land situate on Argyle Avenue, in the city of Westmount, known as subdivision lot

vision No 127, du lot 282, aux plan et livre de renvoi de la paroisse de Montréal,—avec les bâtiments dessus érigés.

Les immeubles ci-dessus décrits seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le PREMIER jour de SEPTEMBRE 1914, à DIX HEURES ET DEMIE de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Montréal, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

BUSTEED & ROBERTSON,  
Procureurs pour la demanderesse.  
Montréal, 17 juillet 1914. 3317-2

### Ratifications

#### *Cour Supérieure.*

Canada,  
Province de Québec,  
District de Montréal.  
La Ville de la Pointe-aux-Trembles,  
Requérante en expropriation;  
et  
Dame Odile Allard dit Longpré, veuve de feu  
Louis Langlois dit Lachapelle, Indemnitaire.

Avis est par les présentes donné que conformément aux dispositions de l'article 5800 des Statuts révisés de Québec, la requérante a déposé, le vingt-septième jour de juillet 1914, au greffe de la cour supérieure, pour le district de Montréal:

(A) Copie de la sentence arbitrale finale rendu le vingt-neuvième jour de juin 1914, par Amédée Geoffrion, Zénon Dufresne et L. A. Bédard, arbitres, nommés conformément aux dispositions de l'article 5790 et des articles suivants des Statuts révisés de Québec, pour l'expropriation des terrains décrits comme suit:

Un emplacement sis et situé au village de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, district de Montréal, contenant soixante et treize pieds à la ligne nord-ouest de profondeur 73½ pieds dans la ligne sud est, de profondeur, soixante et quinze pieds de front et 75½ pieds dans la ligne en arrière nord-est, formant une superficie de 5503 pieds, connu et désigné sous le numéro cent soixante et sept (167) des plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de la Pointe-aux-Trembles, dit district et en la possession de Dame Odile Allard dit Longpré, veuve de Louis Langlois dit Lachapelle comme propriétaire pendant les trois dernières années.

(B) Reçu du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Montréal d'un dépôt fait le 9 juillet 1914 de la somme de \$2751.50 et intérêts sur cette somme pour six mois à compter du 9 mai 1914, la dite somme de \$2751.50 étant la compensation accordée par les dits arbitres pour l'expropriation du dit emplacement.

No. 127 of lot 282, on the cadastral plan and book of reference of the parish of Montreal,—with the buildings thereon erected.

The immoveables above described will be put up at auction and will be adjudged to the highest and last bidder on the FIRST day of SEPTEMBER, 1914, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon, before the superior court, sitting in and for the district of Montreal, in the court house in the city of Montreal, subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of this court and that all oppositions to annul, to withdraw or to secure charges to be made to or in respect of the said licitation, must be filed in the office of the said prothonotary, at least twelve days before the date fixed for the said sale and adjudication and that all oppositions for payment must be filed in the said office within six days after such adjudication, and that in the event of such oppositions not having been filed within the said delays, the parties failing to file the same will be foreclosed from so doing.

BUSTEED & ROBERTSON,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 17th July, 1914. 3318

### Ratifications

#### *Superior Court.*

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Montreal.  
The Town of Pointe aux Trembles,  
Petitioner in expropriation.;  
and  
Dame Odile Allard dit Longpré, widow of the late  
Louis Langlois dit Lachapelle, Indemnitaire.

Notice is hereby given that according to the terms of article 5800 of the revised Statutes of Quebec, your petitioner has deposited on the 27th day of July, 1914, in the office of the Prothonotary of the Superior Court for the district of Montreal:

(A) Copy of the final award of the arbitrators rendered on the 29th day of June, 1914, by Amédée Geoffrion, Zénon Dufresne and L. A. Bédard, arbitrators duly appointed in accordance with the terms of article 5790 and also of subsequent articles of the revised Statutes of Quebec, for the expropriation of the immoveable described as follows:

A piece of land situate in the village of the parish of Pointe-aux-Trembles, district of Montreal, containing seventy three feet in debt on the north west line, seventy three feet and one half in debt on the south western line, seventy five feet in front, and seventy five feet and one half in the rear, north east, forming a superficial area of 5503 feet, known and designated under number one hundred and sixty seven (167) of the official plan and book of reference for the parish of Pointe aux Trembles, said district and possessed by Dame Odile Allard dit Longpré, widow of the late Louis Langlois dit Lachapelle as proprietor, for the three years now last passed;

(B) Receipt from the Prothonotary of the Superior Court, for the district of Montreal, of date 9th July, 1914, of a deposit of the sum of \$2751.50, with six months interest upon said sum to be computed from the 9th of July, 1914; said sum of \$2751.50 being the indemnity awarded by said arbitrators for the said expropriated immoveable;

Et toutes personnes qui réclament des privilèges, hypothèques ou autres charges sur le dit terrain ou partie de terrain tel que ci-dessus désigné, et l'affectant antérieurement à la promulgation de la dite sentence arbitrale, étant la dite sentence arbitrale, le titre de la Ville de la Pointe-aux-Trembles, sont par les présentes notifiées qu'une demande de ratification de titre de la part de la Ville de la Pointe-aux-Trembles sera faite à la cour supérieure du district de Montréal, le huitième jour de Septembre 1914 et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu par les dispositions du code de procédure civile de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par les présentes requises de signifier leurs oppositions par écrit et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours de la présentation de la dite requête, à défaut de quoi elles seront forcloses du droit de le faire.

J. B. A. TISON,  
Député protonotaire.  
Pelletier, Létourneau, Beaulieu & Mercier,  
Procureurs de la requérante.  
Montréal, 27 juillet 1914. 3513

*Cour Supérieure.*

Canada,  
Province de Québec,  
District de Montréal.  
La cité de Montréal,

Requérante en expropriation;

et

L'ouverture de la rue du Palais (Boulevard Saint-Joseph);

et

Charles Gagné, des cité et district de Montréal,  
Indemnitaire.

Avis est par les présentes donné que, conformément aux dispositions des articles 7581 et suivants des Statuts révisés de Québec, la requérante a déposé, le troisième jour de février 1914, au greffe de la cour supérieure pour le district de Montréal. (A). Copie de la sentence arbitrale finale rendu le deuxième jour de février 1914, par George W. Parent, George Beausoëil et F. X. Dupuis, arbitres nommés conformément aux dispositions des dits articles pour l'expropriation terrains décrits comme suit:

No 153, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain avec bâtisse en brique sus-érigée, bornée au sud-ouest par la rue Brébœuf, le dit côté mesurant environ 3.0 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 331-107 le dit côté mesurant environ 86.0 pieds; au nord-est par le lot du cadastre No 331-121, le dit côté mesurant environ 3.0 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 331-107, le dit côté mesurant environ 86.0 pieds, contenant une superficie d'environ 258 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant partie du lot du cadastre No 331-107 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

No 154, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain avec bâtisse en briques dessus construite, bornée au sud-ouest par la rue Brébœuf, le dit côté mesurant à peu près 19.4 pieds; au nord-ouest par la partie nord-ouest du lot du cadastre No 331-107, la dite partie du dit lot No 331-107 étant indiquée au dit plan d'expropriation sous le No 153, le dit côté mesurant à peu près 86 pieds; au nord-est par le lot du cadastre No 331-121, le dit côté mesurant à peu près 86 pieds; contenant une superficie d'à peu près 12.6 pieds; au sud-est par la partie sud-est du

And all persons who claim any privilege hypothec or other incumbrances on said immovable or portion thereof as hereinabove described and incumbering same, previous to the promulgation of said award of the arbitrators, said award being the only title of said town of Pointe aux Trembles, are hereby notified that application by said town of Pointe aux Trembles, will be made to the superior court for the district of Montreal, on the eight day of September, 1914, for a judgement of confirmation of title; and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the code of civil procedure to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing, and file same in the office of the said protonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

J. B. A. TISON,  
Deputy Prothonotary.  
Pelletier, Létourneau, Beaulieu & Mercier,  
Attorneys for Petitioner.  
Montreal, 27th July, 1914. 3514

*Superior Court.*

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Montreal.  
The city of Montreal,

Petitioner in expropriation;

and

The opening of du Palais street, (Saint Joseph Boulevard),

and

Charles Gagné, of the city and district of Montreal,  
Indemnitaire.

Notice is hereby given that according to the terms of articles 7581 and following of the revised Statutes of Quebec your petitioner has deposited, on the third day of February, 1914, in the office of the protonotary of the superior court for the district of Montreal. (A). Copy of the final award of the arbitrators rendered on the second day of February 1914, by George W. Parent, George Beausoëil and F. X. Dupuis, arbitrators duly appointed in accordance with the terms of said articles for the expropriation of the immovables described as follows:

No. 153, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land with brick building thereon erected, bounded on the south western side by Brébœuf street, said side measuring about 3.0 feet; on the north western side by lot cadastral No. 331-107, said side measuring about 86.0 feet; on the north eastern side by lot cadastral No. 331-121, said side measuring about 3.0 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 331-107, said side measuring about 86.0 feet; containing a superficial area of about 258 square feet, the said piece of land being parts of lot cadastral No. 331-107, of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis.

No. 154, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land with brick building thereon erected bounded on the south west side by Brébœuf street, said side measuring about 19.4 feet, on the north western side by the north western part of the lot cadastral No. 331-107 the said part of said lot No. 331-107 being indicated on the plan of expropriation under the No. 153, said side measuring about 86 feet; on the north eastern side by lot cadastral No. 331-121, said side measuring about 12.6 feet; on the south eastern side by the south eastern part of lot cadastral

lot du cadastre No 431-107, le dit côté mesurant à peu près 1634 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant un partie du lot du cadastre No 331-107 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis; le tout tel qu'indiqué au plan d'amélioration déposé au bureau de l'inspecteur de la cité et en la possession de Gédéon Coupal, Dame Philomène Deneault, veuve de feu Gédéon Coupal, et de Charles Gagné, comme propriétaire pendant les trois dernières années. (B). Reçu du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Montréal d'un dépôt fait le 9 mai 1914, de la somme de \$4,900.00 et intérêts sur cette somme pour six mois à compter du 9 mai 1914, la dite somme de \$4,900.00 étant la compensation accordée par les dits arbitres pour l'expropriation des dits terrains.

Et toutes personnes qui réclament des privilèges, hypothèques ou autres charges sur les dits terrains ou parties de terrain tel que ci-dessus désigné et l'affectant antérieurement à la promulgation de la dite sentence arbitrale, étant la dite sentence arbitrale le titre de la cité de Montréal, sont par les présentes notifiées qu'une demande en ratification de titre de la part de la cité de Montréal sera faite à la cour supérieure du district de Montréal, le quatrième jour de septembre 1914 et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu par les dispositions du code de procédure civile de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par les présentes requises de signifier leurs oppositions par écrit et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours de la présentation de la dite requête, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

J. B. A. TISON,  
Député protonotaire.  
Laurendeau, Archambault, Lavallée,  
Damphousse, Jarry, Butler & St-Pierre,  
Avocats de la cité de Montréal.  
Montréal, 21 juillet 1914. 3363-2

*Cour Supérieure.*

Canada,  
Province de Québec,  
District de Montréal.  
La cité de Montréal,  
Requérante en expropriation;  
et  
L'ouverture de la rue du Palais (Boulevard Saint-Joseph);  
et  
Roméo Poirier, des cité et district de Montréal,  
Indemnitaire.

Avis est par les présentes donné que conformément aux dispositions des articles 7581 et suivants des Statuts révisés de Québec, la requérante a déposé, le vingt-quatrième jour de janvier 1914, au greffe de la cour supérieure, pour le district de Montréal. (A). Copie de la sentence arbitrale finale rendu le dix-neuvième jour de janvier 1914, par George W. Parent, George Beausoleil et F. X. Dupuis, arbitres nommés conformément aux dispositions des dits articles pour l'expropriation des terrains décrits comme suit:

No 454, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par les lots du cadastre Nos 197-44, 197-45, le dit côté mesurant à peu près 20 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 198-14, le dit côté

No. 331-107, said side measuring about 86 feet, containing a superficial area of about 1634 square feet; the said piece of land being part of lot cadastral No. 331-107 of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis, the whole in accordance with a plan of the improvement deposited in the city surveyor's office and possessed by Gédéon Coupal, Dame Philomène Deneault, widow of the late Gédéon Coupal and Charles Gagné, as proprietors, for the three years now last passed. (B). Receipt from the prothonotary of the superior court, for the district of Montreal, of date 9th of May, 1914, of a deposit of the sum of \$4,900.00 with six months interest upon said sum to be computed from the 9th of May, 1914; said sum of \$4,900.00, being the indemnity awarded by said arbitrators for the said expropriated immovables.

And all persons who claim any privilege, hypothec or other incumbrances and said immovables or portion thereof as hereinabove described and incumbering same previous to the promulgation of said award of the arbitrators, said award being the only title of said city of Montreal, are hereby notified that application by said city of Montreal, will be made to the superior court for the district of Montreal, on the fourth day of September, 1914, for a judgment of confirmation of title, and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the code of civil procedure to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing and file same in the office of the said prothonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

J. B. A. TISON,  
Deputy prothonotary.  
Laurendeau, Archambault, Lavallée,  
Damphousse, Jarry, Butler & St. Pierre,  
Attorneys, for the city of Montreal.  
Montreal, 21st July, 1914. 3364

*Superior Court.*

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Montreal.  
The city of Montreal,  
Petitioner in expropriation;  
and  
The opening of du Palais street, (Saint Joseph Boulevard);  
and  
Roméo Poirier, of the city and district of Montreal,  
Indemnitaire.

Notice is hereby given that according to the terms of articles 7581 and following of the revised Statutes of Quebec, your petitioner has deposited, on the twenty fourth day of January, 1914, in the office of the prothonotary of the superior court for the district of Montreal. (A). Copy of the final award of the arbitrators rendered on the nineteenth day of January, 1914, by George W. Parent, George Beausoleil and F. X. Dupuis, arbitrators duly appointed in accordance with the terms of said articles for the expropriation of the immovables described as follows:

No. 454, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by lot cadastral Nos. 197-44, 197-45, said side measuring about 20 feet; on the north western side by lot cadastral No. 198-14, said side measur-

mesurant à peu près 75 pieds; au nord-est par la rue Saint-Denis, le dit côté mesurant à peu près 20 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 198-13, le dit côté mesurant à peu près 75 pieds; contenant une superficie d'a peu près 1500 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant partie du lot du cadastre No 198-13 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporée de la Côte Saint-Louis, le tout tel qu'indiqué au plan d'amélioration déposé au bureau de l'inspecteur de la cité et en la possession de Roméo Poirier, comme propriétaire pendant les trois dernières années. (B. Reçu du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Montréal, d'un dépôt fait le 9 mai 1914 de la somme de \$4,500.00 et intérêts sur cette somme pour six mois à compter du 9 mai 1914, la dite somme de \$4,500.00 étant la compensation accordée par les dits arbitres pour l'expropriation des dits terrains.

Et toutes personnes qui réclament des privilèges, hypothèques ou autres charges sur les dits terrains ou parties de terrain tel que ci-dessus désigné, et l'affectant antérieurement à la promulgation de la dite sentence arbitrale, étant la dite sentence arbitrale le titre de la cité de Montréal, sont par les présentes notifiées qu'une demande en ratification de titre de la part de la cité de Montréal, sera faite à la cour supérieure du district de Montréal, le quatrième jour de septembre 1914, et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu par les dispositions du Code de procédure civile de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par les présentes requises de signifier leurs oppositions par écrit et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours de la présentation de la dite requête, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

J. B. A. TISON,  
Député-protonotaire.  
Laurendeau, Archambault, Lavallée,  
Dampousse, Jarry, Butler & St-Pierre,  
Avocats de la cité de Montréal.  
Montréal, 21 juillet 1914. 3365-2

*Cour Supérieure.*

Canada,  
Province de Québec,  
District de Montréal.  
La Cité de Montréal,

Requérante en expropriation;

ET

L'Ouverture de la rue du Palais (Boulevard Saint-Joseph),

ET

Narcisse Caron, des Cité et District de Montréal, Indemnitaire;

Avis est par les présentes donné que conformément aux dispositions des articles 7581 et suivants des Statuts Révisés de Québec, la Requérante a déposé le vingt-quatrième jour de janvier 1914, au greffe de la Cour Supérieure pour le district de Montréal. (A) copie de la sentence arbitrale finale rendue le dix-neuvième jour de janvier, 1914 par George W. Parent, George Beausoleil et F. X. Dupuis, arbitres nommés conformément aux dispositions des dits articles pour l'expropriation des terrains décrits comme suit:

No 362, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain avec bâtisses en brique et bois sus-érigé, bornée au sud-ouest par le lot du cadastre No 325-351-3, le dit côté mesurant à peu près 22.4 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 325-351-2, le dit côté mesurant à peu près 67 pieds; au nord-est par la rue Saint-Hubert, le dit côté mesurant à peu près 22.4

ing about 75 feet; on the north eastern side by Saint Denis street, said side measuring about 20 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 198-13, said side measuring about 75 feet; containing a superficial area of about 1500 square feet, the said piece of land being part of lot cadastral No. 198-13, of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis, the whole in accordance with a plan of the improvement deposited in the city surveyor's office and possessed by Roméo Poirier, as proprietor, for the three years now last passed. (B). Receipt from the prothonotary of the superior court for the district of Montreal, of date 9th of May, 1914 of a deposit of the sum of \$4,500.00 with six months interest upon said sum to be computed from the 9th of May 1914; said sum of \$4,500.00 being the indemnity awarded by said arbitrators for the said expropriated immoveables.

And all persons who claim any privilege, hypothec or other incumbrances and said immoveables, or portion thereof as hereinabove described and incumbering same, previous to the promulgation of said award of the arbitrators, said award being the only title of said city of Montreal, are hereby notified that application by said city of Montreal, will be made to the superior court for the district of Montreal, on the fourth day of September, 1914, for a judgment of confirmation of title; and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the Code of Civil Procedure to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing, and file same in the office of the said prothonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

J. B. A. TISON,  
Deputy Prothonotary.  
Laurendeau, Archambault, Lavallée,  
Dampousse, Jarry, Butler & St-Pierre,  
Attorneys for the city of Montreal.  
Montreal, 21st July, 1914. 3366

*Superior Court.*

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Montreal.  
The City of Montreal,

Petitioner in expropriation;

AND

The opening of du Palais street (Saint Joseph Boulevard),

AND

Narcisse Caron, of the City and District of Montreal, Indemnitaire.

Notice is hereby given that according to the terms of articles 7581 and following of the revised Statutes of Quebec your petitioner has deposited on the twenty fourth day of January, 1914, in the office of the Prothonotary of the Superior Court for the District of Montreal. (A) Copy of the final award of the arbitrators rendered on the nineteenth day of January, 1914, by George W. Parent, George Beausoleil and F. X. Dupuis arbitrators duly appointed in accordance with the terms of said articles, for the expropriation of the immoveables described as follows:

No. 362, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land with brick and wooden buildings thereon erected, bounded on the south western side by lot cadastral No. 325-351-3, said side measuring about 22.4 feet; on the north western side by lot cadastral No. 325-351-2, said side measuring about 67 feet; on the north eastern side by Saint Hubert street, said side measuring

pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 325-350, le dit côté mesurant à peu près 67 pieds; contenant une superficie d'à peu près 1500.8 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la totalité du lot du cadastre No 325-351-1 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

No 364, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain bornée au sud-ouest par le lot du cadastre No 325-329, le dit côté mesurant à peu près 24.1 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 325-352-3, le dit côté mesurant à peu près 5 pieds; au nord-est par le lot du cadastre No 325-351-1, le dit côté mesurant à peu près 24.1 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 325-350, le dit côté mesurant à peu près 5 pieds; contenant une superficie d'à peu près 120.5 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la totalité du lot du cadastre No 325-351-3 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, le tout tel qu'indiqué au plan d'amélioration déposé au bureau de l'inspecteur de la Cité et en la possession de Narcisse Caron, comme propriétaire pendant les trois dernières années. (B) Reçu du protonotaire de la Cour Supérieure pour le district de Montréal d'un dépôt fait le 9 mai 1914 de la somme de \$5,778.57 et intérêts sur cette somme pour six mois à compter du 9 mai 1914, la dite somme de \$5,778.57 étant la compensation accordée par les dits arbitres pour l'expropriation des dits terrains.

Et toutes personnes qui réclament des privilèges hypothèques ou autres charges sur les dits terrains ou parties de terrain tel que ci-dessus désigné et l'affectant antérieurement à la promulgation de la dite sentence arbitrale, étant la dite sentence arbitrale le titre de la cité de Montréal, sont par les présentes notifiées qu'une demande en ratification de titre de la part de la cité de Montréal sera faite à la Cour Supérieure du district de Montréal, le quatrième jour de septembre, 1914, et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu par les dispositions du Code de Procédure Civile de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par les présentes requises de signifier leurs oppositions par écrit et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours de la présentation de la dite requête, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

J. B. A. TISON,  
Député Protonotaire.

Laurendeau, Archangebeault, Lavallée,  
Dampousse, Jarry, Butler, & Saint-Pierre.  
Avocats de la cité de Montréal.  
Montréal, 21 juillet 1914. 3361-2

about 22.4 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 325-350, said side measuring about 67 feet; containing a superficial area of about 1500.8 square feet, the said piece of land being whole of lot cadastral No. 325-351-1 of the official plan and book of reference for the incorporated village of Cote Saint Louis.

No. 364, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land bounded on the south western side by lot cadastral No. 325-329, said side measuring about 24.1 feet; on the north western side by lot cadastral No. 325-352-3, said side measuring about 5 feet; on the north eastern side by lot cadastral No. 325-351-1, said side measuring about 24.1 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 325-350, said side measuring about 5 feet; containing a superficial area of about 120.5 square feet, the said piece of land being whole lot cadastral No. 325-351-3 of the official plan and book of reference for the incorporated village of Cote Saint Louis, the whole in accordance with a plan of the improvement deposited in the City Surveyor's Office, and possessed by Narcisse Caron, as proprietor, for the three years now last passed. (B) Receipt from the Prothonotary of the Superior Court, for the District of Montreal, of date 9th of May 1914, of a deposit of the sum of \$5,778.57, with six months interests upon said sum, to be computed from the 9th of May 1914, said sum of \$5,778.57 being the indemnity awarded by said arbitrators for the said expropriated immovables;

And all persons who claims any privilege, hypothec or other incumbrances and said immovables, or portion thereon as hereinabove described and incumbering same, previous to the promulgation of same award of the arbitrators, said award being the only title of said City of Montreal, are hereby notified that application by said city of Montreal will be made to the Superior Court for the District of Montreal on the fourth day of september, 1914 for a judgment of confirmation of title; and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the Code of Civil Procedure to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby acquired to serve their oppositions in writing, and file same in the office of the said prothonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

J. B. A. TISON,  
Deputy Prothonotary.

Laurendeau, Archangebeault, Lavallée,  
Dampousse, Jarry, Butler & Saint Pierre,  
Attorneys for the City of Montreal.  
Montreal, 21st July, 1914. 3362

### Sheriff's Sales—Arthabaska

### Veutes par le Shérif—Arthabaska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS  
Cour de Circuit.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } DAME ODILE DE-  
No 115. } SILETS, De-  
manderesse; vs DAVID S. HEMOND, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Certains terrains situés dans le canton de

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS  
Circuit Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } DAME ODILE DESI-  
No. 115. } LETS, Plaintiff; vs  
DAVID S. HEMOND, Defendant.

As belonging to defendant:

Certain pieces of land, lying in the township of

Stanford, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Stanford, comme étant la moitié ouest du numéro 22, la moitié ouest du numéro 23a et la moitié est du numéro 23b, tous du septième rang du dit canton de Stanford—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Eusèbe de Stanford, le DOUZIÈME jour d'AOUT prochain, 1914, à UNE heure de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.  
Arthabaska, 6 juillet 1914. 3119-2  
[Première publication, 11 juillet 1914.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**  
*Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir: LA COMPAGNIE  
No 110. DE CHAISES  
DE DAVELUYVILLE, Demanderesse; contre  
J.-BTE BELLEFEUILLE, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Les lots numéros vingt-quatre A, vingt-cinq, vingt-six A, vingt-six B et vingt-six C (24A, 25, 26 A, 26 B et 26 C), du troisième rang du cadastre officiel pour le canton de Stanford, paroisse du Saint-Rosaire—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale du Saint-Rosaire, le TREIZIÈME jour d'AOUT prochain, 1914, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.  
Arthabaska, 29 juin 1914. 3053-2  
[Première publication, 11 juillet 1914.]

### Sheriff's Sales—Beauce

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Cour de Circuit.—District de Beauce.*

Beauce, à savoir: DAVID ROY, Deman-  
No 444. deur; contre DESI-  
RE LETOURNEAU, Défendeur.

Le lot de terre numéro vingt-trois (23), rang onze de Watford—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Prosper, le ONZIÈME jour d'AOUT prochain 1914, à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.  
Saint-Joseph, Beauce, 7 juillet 1914. 3073-2  
[Première publication, 11 juillet 1914.]

### Sheriff's Sales—Beauharnois

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**  
*Cour Supérieure.*

Province de Québec, ALPHONSE HE-  
District de Beauharnois. BERT, bour-  
No 2382. geois, de la pa-  
roisse de Sainte-Martine, district de Beauharnois,  
Demandeur; vs TREFFLE DESCENT, de la

Stanford, known and described on the official plan and book of reference for the said township of Stanford, as being the west half of lot number 22, the west half of lot number 23a and the east half of lot number 23b, the whole in the seventh range of the said township of Stanford—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Eusèbe of Stanford, on the TWELFTH day of AUGUST next, 1914, at ONE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Shérif.  
Arthabaska, 6th July, 1914. 3120  
[First published, 11th July, 1914.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**  
*Superior Court.—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit: LA COMPAGNIE  
No. 110. DE CHAISES  
DE DAVELUYVILLE", Plaintiff; against J.-  
BTE BELLEFEUILLE, Defendant.

As belonging to defendant:

Lots numbers twenty four A, twenty five, twenty six A, twenty six B, and twenty six C (24 A, 25, 26 A, 26 B and 26 C), in the third range of the official cadastre for the township of Stanford, parish of Saint Rosaire—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Rosaire, on the THIRTEENTH day of AUGUST next, 1914, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Shérif.  
Arthabaska, 29th June, 1914. 3054  
[First published, 11th July, 1914.]

### Ventes par le Shérif—Beauce

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Circuit Court.—District of Beauce.*

Beauce, to wit: DAVID ROY, Plaintiff;  
No. 444. against DESIRE LE-  
TOURNEAU, Defendant.

The lot of land number twenty three (23), range eleven of Watford—with the buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Prosper, on the ELEVENTH day of AUGUST next, 1914, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Shérif.  
Saint Joseph, Beauce, 7th July, 1914. 3074  
[First published, 11th July, 1914.]

### Ventes par le Shérif—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**  
*Superior Court.*

Province of Québec, ALPHONSE HE-  
District of Beauharnois. BERT, bur-  
No. 2382. gess, of the  
parish of Sainte Martine, district of Beauharnois,  
Plaintiff; vs TREFFLE DESCENT, of the city

ville de Verdun, district de Montréal, tant personnellement qu'en sa qualité de grevé de la substitution créée en vertu d'un acte de donation entrevifs consenti par feu Etienne Descent et Dame Adélaïde Bourdon, son épouse, le 7 janvier 1881, devant Mtre J. Landry, N. P., et Julien Brault, de la paroisse de Saint-Malachie d'Orms-town, district de Beauharnois, en sa qualité de curateur à la substitution susdite, Défendeurs.

Comme appartenant à la substitution susdite: Un certain terrain sis et situé dans la troisième concession de Jamestown, en la paroisse de Saint-Malachie d'Orms-town, district de Beauharnois, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro sept cent quatre-vingt-six (786)—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Malachie d'Orms-town, district de Beauharnois, VENDREDI le QUATORZIEME jour d'AOUT prochain 1914, à ONZE heures de l'avant-midi.

JEAN-BTE D'AMOUR,  
Bureau du shérif, Shérif.  
Salaberry de Valleyfield, 7 juillet 1914. 3127-2  
[Première publication, 11 juillet 1914.]

### Sheriff's Sales—Joliette

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS  
*Cour Supérieure.—District de Joliette.*

Joliette, à savoir: { DAME MARIES CHWE-  
No 6844. } RER ET VIR, de la  
ville de Joliette, épouse séparée de biens de  
Alphonse Durant, architecte, du même lieu, et le  
dit Alphonse Durant, en autant que besoin pour  
autoriser et autorisant sa dite épouse aux fins des  
présentes, Demandeur; contre GEORGE CAR-  
RIER, Défendeur.

Un emplacement situé en la ville de Joliette, connu et désigné comme faisant partie des lots numéros deux cent soixante-cinq-trois et deux cent soixante-cinq-quatre (P. 265-3 et P. 265-4), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la subdivision du numéro 265 du cadastre de la ville de Joliette, contenant, le dit emplacement environ 53 pieds par 92 pieds, mesure anglaise, borné comme suit: En front par partie des lots numéros 265-3 et 265-4, en profondeur par les lots numéros 260 et 259, d'un côté par le numéro 265-5, de l'autre côté par partie du lot numéro 265-3 restant à la venderesse, tel que le terrain vendu est actuellement clôturé—avec les bâtisses dessus construites; la ligne de division du côté nord de l'emplacement vendu étant la continuation de la clôture de séparation entre le terrain sur lequel se trouve la maison, occupée par M. Alphonse Durant, au coin des rues Gaspard et Notre-Dame, et la maison construite sur le numéro 265-3, la dite ligne partant de la rue Notre-Dame et se continuant directement jus qu'à la profondeur du dit lot numéro 265-3.

Compris dans la présente vente, le droit de passage pour communiquer à la rue Notre-Dame au dit emplacement, par le passage qui existe entre les maisons construites sur les lots numéros 265-3 et 265-4.

La présente vente est en outre faite à la charge d'une rente constituée de \$6.00 par année sur

of Verdun, district of Montreal, as well personally as in his quality of *grevé de la substitution* created in virtue of an act of donation *entrevifs* consented to by the late Etienne Descent and Dame Adélaïde Bourdon, his wife, on the 7th January, 1881, before Mtre J. Landry, N. P., and Julien Brault, of the parish of Saint Malachie d'Orms-town, district of Beauharnois, in his quality of curator to the aforesaid substitution, Defendants.

As belonging to the aforesaid substitution: A certain lot of land lying and situate in the third concession of Jamestown, in the parish of Saint Malachie d'Orms-town, district of Beauharnois, known and designated on the official plan and book of reference, under the number seven hundred and eighty six (786)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Malachie d'Orms-town, district of Beauharnois, on FRIDAY, the FOURTEENTH day of AUGUST next, 1914, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JEAN-BTE D'AMOUR,  
Sheriff's office, Sheriff.  
Salaberry de Valleyfield, 7th July, 1914. 3128  
[First published, 11th July, 1914.]

### Ventes par le Shérif—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS  
*Superior Court.—District of Joliette.*

Joliette, to wit: { DAME MARIE SCHWE-  
No. 6844. } RER ET VIR, of the  
town of Joliette, district of Joliette, wife separated as to property of Alphonse Durant, architect, of the same place, and the said Alphonse Durant to authorize his said wife for the purposes hereof, Plaintiff; against GEORGE CARRIER, Defendant.

An emplacement situate in the town of Joliette, known and designated as forming part of the lots numbers two hundred and sixty five-three and two hundred and sixty five-four (Pt. 265-3 and Pt. 265-4), of the official cadastral plan and book of reference of the subdivision of the number 265 of the cadastre of the town of Joliette, containing the said emplacement, about 53 feet by 92 feet, english measure, bounded as follows: In front by part of the lot numbers 265-3 and 265-4, in depth by the lots numbers 260 and 259, on one side by the number 265-5, and on the other side by part of the lot number 265-3, belonging to the vendor, the whole as presently fenced in—with the buildings erected thereon; the north division line of the emplacement sold being the continuation of the division fence between the land upon which the house occupied by Mr Alphonse Durant, at the corner of Gaspard and Notre Dame streets, and the house erected upon the number 265-3, the said line starting from Notre Dame street and running in a straight line to the depth of the said lot number 265-3.

Included in the present sale, the right of way to communicate from Notre Dame street to the said emplacement, in the passage existing between the houses erected upon the lots number 265-3 and 265-4.

The present sale is also made subject to a constituted rent of \$6.00 per year, or a capital of

capital de \$100.00 affectant chacun des susdits lots numéros 265-4 et 265-3 en faveur de la Corporation Episcopale Catholique Romaine de Joliette, suivant le titre du dit constitut.

Pour être vendu au bureau du shérif en la ville de Joliette, le DOUZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOSEPH GADOURY,

Bureau du shérif, Shérif.  
Joliette, 6 juillet 1914. 3075-2  
[Première publication, 11 juillet 1914.]

\$100.00 incumberg each of the aforesaid lot number 265-4 and 265-3, in favor of the Roman Catholic Episcopal Corporation of Joliette, according to title to that effect.

To be sold at the office of the sheriff, in the town of Joliette, on the TWELFTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

JOSEPH GADOURY,

Sheriff's office, Sheriff.  
Joliette, 6th July, 1914. 3076  
[First published, 11th July, 1914.]

### Ventes par le Shérif—Kamoursaka

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS  
Cour Supérieure. } DAME CLARA  
District de Kamouraska. } HUDON dit  
No 5391. } BEAULIEU  
de Saint-Paschal, épouse de Narcisse Dubé, journalier, autrefois de Saint-Paschal, et maintenant aux Etats-Unis d'Amérique, Demanderesse; contre le dit NARCISSE DUBÉ, Défendeur.

Un terrain ou emplacement—avec maison dessus construite, étant le numéro quatre cent vingt (No 420) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Pacôme, comté de Kamouraska, le tout tel qu'il est actuellement, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pacôme, à DIX heures de l'avant-midi, MERCREDI, le DOUZIEME jour d'AOUT prochain.

A. G. CHAMBERLAND,  
Bureau du shérif, Député Shérif.  
Fraserville, 7 juillet 1914. 3117-2  
[Première publication, 11 juillet 1914.]

### Sheriff's Sales—Kamouraska

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS  
Superior Court. } DAME CLARA  
District of Kamouraska. } HUDON dit  
No. 5391. } BEAULIEU,  
of Saint Paschal, wife of Narcisse Dubé, laborer, heretofore of Saint Paschal, and now in the united states of America, Plaintiff; against the said NARCISSE DUBE, Defendant.

A lot of land or emplacement—together with a house thereon erected being the number four hundred and twenty (No. 420), of the official cadastre of the parish of Saint Pacôme, county of Kamouraska, the whole as it actually stands, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Pacôme, at TEN o'clock in the forenoon, on WEDNESDAY, the TWELFTH day of AUGUST next.

A. G. CHAMBERLAND,  
Sheriff's office, Deputy-Sheriff.  
Fraserville, 7th July, 1914. 3118  
[First published, 11th July, 1914.]

### Ventes par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS  
Cour Supérieure.—District de Montréal.  
Montréal, à savoir: JOSEPH DUTRI-  
No 2924. SAC, Demandeur;  
contre les terres et tènements de EDOUARD SENEAL, Défendeur.

Trois lots de terre connus et désignés sous les numéros cent soixante et dix-sept, cent soixante et dix-huit et cent quatre-vingt (177-178-180) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Rose—avec bâtisses dessus érigées et une lisière de terrain qui se trouve bornée comme suit: bornée en front et à l'ouest par la rivière des Mille-Iles, au sud par Hilaire Lauzon et du côté est par le numéro 180. Cette lisière contient en longueur environ trois arpents et fait partie du numéro, cent quatre-vingt-deux.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Rose, le TROISIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,  
Bureau du shérif, Shérif.  
Montréal, 27 juillet 1914. 3485  
[Première publication, 1er août 1914.]

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS  
Superior Court.—District of Montreal.  
Montreal, to wit: JOSEPH DUTRISAC,  
No 2924. Plaintiff; against the  
lands and tenements of EDOUARD SENEAL, Defendant.

Three lots of land known and designated under the numbers one hundred and seventy, one hundred and seventy eight, one hundred and eighty (177, 178, 180) upon the official plan and book of reference of the parish of Sainte Rose—with the buildings erected thereon, and a strip of land bounded as follows: in front and on the west by the river des Mille-Isles, on the south by Hilaire Lauzon and on the east by the number 180. The said strip of land measures about three arpents in length and forms part of the number one hundred and eighty two.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Rose, on the THIRD day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,  
Sheriff's office, Sheriff.  
Montreal, 27th July, 1914. 3488  
[First published, 1st August, 1914.]

### Sheriff's Sales—Montreal

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **VILLENEUVE & CIE, LIMITEE**

corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en les cité et district de Montréal Demandeurs; contre les terres et tènements de "VINOT CAR COY OF CANADA, LIMITED", corps politique et incorporé, de Montréal, Défenderesse.

Trois lots de terre ayant front sur la rue Saint-Urbain, dans le quartier Laurier, de la ville de Montréal, connus et désignés sous les numéros mille quatre-vingt-cinq (1085), mille quatre-vingt-six (1086) et mille quatre-vingt-sept (1087), de la subdivision du lot numéro onze (11) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis—avec toutes les bâtisses y érigées, outillages et machineries.

Pour être vendus à mon bureau en la cité de Montréal, le TROISIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.  
Montréal, 28 juillet 1914. 3517  
[Première publication, 1er août 1914.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **THE BRITISH CANADIAN FUR AND TRADING LIMITED**, corps politique et incorporé, dûment incorporé, ayant son bureau chef et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demandeurs; contre les terres et héritages de HENRY COHEN, du même lieu, marchand, y faisant affaires seul sous les nom et raison sociale de "The Universal Comfort Company", Défendeur.

Le quart de deux lots de terre situés sur le côté sud-est de la rue Sainte-Catherine, dans la ville de Westmount, district de Montréal, portant les numéros vingt et vingt et un (20 et 21) de la subdivision du lot numéro quatorze cent trente-quatre (1434) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, chacun des dits lots contenant vingt-six pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, avec le droit de passage en commun avec d'autres, sujet aux conditions ordinaires, dans une ruelle quinze de large portant le numéro trente (30) de la dite subdivision du lot numéro quatorze cent trente quatre (1434)—et avec tous les droits dépendances et appartenances, appartenant à la dite propriété.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le TROISIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.  
Montréal, 28 juillet 1914. 3515  
[Première publication, 1er août 1914.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **ALEXANDRE LEFEBVRE**, Demandeur; contre les terres et tènements de J. LEON JOLY, Défendeur.

Un lot de terre situé rue Messier, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro cent trente-sept de la subdivision officielle du lot numéro douze (12-137) aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation, contenant vingt-quatre pieds de largeur par

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **VILLENEUVE & CIE, LIMITEE, a**

body politic and corporate having its head office in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of "VINOT CAR COMPANY OF CAMADA, LIMITED", a body politic and corporate, of Montreal, Defendant.

Three lots of land fronting on Saint Urbain street, in Laurier ward of the city of Montreal, known and designated under the numbers one thousand and eighty five (1085), one thousand and eighty six (1086) and one thousand and eighty seven (1087)) of the subdivision of the lot number eleven (11) of the official plan and book of reference of the incorporated cillage of Côte Saint Louis—with all the buildings erected thereon, equipment and machineries.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the THIRD day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.  
Montreal, 28th July, 1914. 3518  
[First published, 1st August, 1914.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **THE BRITISH CANADIAN FUR AND TRADING LIMITED**, a body politic and corporate duly incorporated, having its head office and chief place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of HENRY COHEN, of the same place, merchant, there carrying on businesses alone under the name and firm of "The Universal Comfort Company", Defendant.

One quarter interest in two lots of land situated on the south east side of Sainte Catherine street, in the town of Westmount, district of Montreal, bearing the numbers twenty and twenty one (20 and 21) of the subdivision of lot number fourteen hundred and thirty four (1434) of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, each of the said lots containing twenty six feet in width by one hundred feet in depth, english measure and more or less, with the right of way in common with others, subject to the usual conditions, in a lane fifteen feet wide bearing the number thirty (30) of the said subdivision of lot number fourteen hundred and thirty four (1434)—and with all rights, members and appurtenances appertaining to the said property.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRD day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.  
Montreal, 28th July, 1914. 3516  
[First published, 1st August, 1914.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **ALEXANDRE LEFEBVRE**, Plaintiff; against the lands and tenements of J. LEON JOLY, Defendant.

A lot of land situate on Messier street, in the city of Montreal, known and designated under the number one hundred and thirty seven of the official subdivision of the lot number twelve (12-137), of the official plan and book of reference of the village of Côte de la Visitation, containing

quatre-vingt-quatorze pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 1436, 1438, 1440 et 1442, de la dite rue Messier; à distraire de la profondeur du dit lot une lisière de terrain de six pieds de profondeur par toute la largeur du dit lot, pour servir à une ruelle commune.

Ainsi que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées au dit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le TROISIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 29 juillet 1914. Shérif, 3527  
[Première publication, 1er août 1914.]

#### MANDAT DE CURATEUR

##### FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } ERNEST SAINT-AMOUR, Curateur aux biens de ALONZO MARCOTTE, Failli.

Un emplacement situé en la paroisse de Sault-au-Récollet, faisant partie du lot de terre connue et désigné sous le numéro cent quatre-vingt-un (181), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse du Sault-au-Récollet, de la contenance de cinquante pieds de largeur par cent quatre-vingt-onze pieds de profondeur dans la ligne nord-est, et cent soixante-neuf pieds dans la ligne sud-ouest, le tout mesure anglaise et plus ou moins, la ligne de l'emplacement vendu en profondeur devant être le milieu du fossé qui traverse le dit lot de l'ouest à l'est; borné en front par le chemin public, en profondeur et du côté sud-ouest par le résidu du dit lot numéro cent quatre-vingt-un (181) et du côté nord-est par le lot numéro cent quatre-vingt (180) du même cadastre—avec les maisons et autres bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 29 juillet 1914. Shérif, 3525  
[Première publication, 1er août 1914.]

##### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } DAME EVELINA BRUNEAU, veuve de feu Arsène Pigeon, Demanderesse; contre DAME MARIA CLERMONT, épouse séparée de biens de Zoel Paillé, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse, Défendeurs.

Comme appartenant aux dits défendeurs, les immeubles ci-après mentionnés, savoir:

Deux terrains ou emplacements situés dans le quartier Bordeaux, de la cité de Montréal, et faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro trois cent (300) autrefois numéro deux cent quatre-vingt-douze (292) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, ayant une superficie totale de trois mille huit cent vingt pieds (3820) pds environ, dont l'un de trois mille deux cent vingt pieds (3220 pds) et l'autre de six cent pieds (600 pds) de superficie et contenues dans les limites suivantes: tenant au nord-ouest au chemin public appelé Boulevard Gouin, au sud-est à une

twenty four feet in width by ninety four feet in depth, english measure and more or less — with the buildings erected thereon bearing the civic numbers 1436, 1438, 1440 and 1442 of the said Messier street.; to withdraw from the depth of the said lot a strip of land of six feet in depth by the whole width of the said lot to be used as a common lane.

The whole in its actual state with the active and passive, apparent or non-apparent servitudes attached to the said immoveables.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRD day of SEPTEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montréal, 29th July, 1914. Sheriff, 3528  
[First published, 1st August, 1914.]

#### CURATOR'S WARRANT

##### FIERI FACIAS DE TERRIS

*Superior Court.—District of Montreal*

Montreal, to wit: } ERNEST SAINT-AMOUR, Curator to the property of ALONZO MARCOTTE, Insolvent.

An emplacement situate in the parish of Sault-au-Récollet, forming part of the lot of land known and designated under the number one hundred and eighty one (181) upon the official plan and book of reference of the said parish of Sault-au-Récollet, containing fifty feet in width, by one hundred and ninety one feet in depth on the north east line and one hundred and sixty nine feet in depth on the south west line, the whole english measure and more or less, the rear line of the said emplacement to be the middle of the ditch running across the said lot from west to east; bounded in front by the public highway, in depth and on the south west by the residue of the said lot number one hundred and eighty one (181) and on the north east by the lot number one hundred and eighty (180) of the said cadastre—with the houses and other buildings erected thereon.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the THIRD day of SEPTEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montréal, 29th July, 1914. Sheriff, 3526  
[First published, 1st August, 1914.]

##### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } AME EVELINA BRUNEAU, widow of the late Arsène Pigeon, Plaintiff; against DAME MARIA CLERMONT, wife separated as to property of Zoel Paillé, and the latter both personally and to authorize his wife, Defendants.

As belonging to the said defendant, the immoveables hereafter mentioned, to wit:

Two lots of land or emplacements situated in Bordeaux ward, of the city of Montreal, and forming part of the lot of land known and designated under the number three hundred (300) formerly the number two hundred and ninety-two (292), of the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, having a total area of about three thousand eight hundred and twenty feet (3820 ft), one lot containing three thousand two hundred and twenty feet (3220 ft) in superficies and the other six hundred feet (600 ft) in superficies, and comprised within the following limits: bounded on the north west by

portion du dit lot numéro trois cent (300) appartenant à Dme Vve Arsène Blondin, d'un côté au sud-ouest à la rue Bourdages, et de l'autre côté au nord-est à la rue Columbia—avec deux maisons en pierres et autres bâtisses dessus érigées "moins une lisière de terrain de quatorze pieds de largeur sur toute la profondeur des dits lots nécessaires à l'élargissement des rues Sainte-Anne (maintenant rue Bourdages) et du Collège, dans le quartier Bordeaux".

Avis est par les présentes donné que la vente de l'immeuble saisi dans la présente cause, qui a eu lieu à mon bureau, en la cité de Montréal, le onzième jour de juin dernier (1914), aura lieu de nouveau à mon bureau en la cité de Montréal, le DOUZIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant midi, à la folle enchère de Dame Evéline Bruneau, veuve de feu Arsène Pigeon, de Montréal, suivant jugement de l'honorable juge Guerin, en date du 3 juillet 1914.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 7 juillet 1914. Shérif. 3121  
[Première publication, 11 juillet 1914.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } CORNELIA A. WATIER ET AL, Demanderes; contre les terres et tènements de J. L. COUTLEE, Défendeur.

Un lot de terre portant le numéro deux de la subdivision officielle du lot principal numéro deux cent vingt-huit (228-2) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, de la cité de Montréal, borné en front par la rue Saint-Hubert—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 9 juillet 1914. Shérif. 3021  
[Première publication du 4 juillet est nulle]

## FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour de Circuit.—District de Montréal. alias par reprise d'instance.*

Montréal, à savoir: } LES COMMISSAIRES D'ECOLES DE SAINT-JOSEPH DE BORDEAUX, Demandeurs; contre les terres et tènements de DAME MARCELLINE LAUZON, veuve de Janvier Parent, Défenderesse par reprise d'instance et entre les mains de J. P. Manseau, notaire, curateur au délaissement fait en cette cause:

Les lots de terre situés dans le quartier Bordeaux de la cité de Montréal, connus et désignés comme étant les lots numéros dix-sept et dix-huit (17-18) de la subdivision officielle du lot numéro deux cent quatre-vingt-sept (287) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet, comté d'Hochelaga, et ce lopin de terre en forme de triangle à prendre dans l'angle nord-ouest et faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent quatre-vingt-huit, deux cent quatre-vingt-huit-P (288-288p) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, lequel lopin de terre renfermé dans les limites suivantes et borné comme suit: vers le nord-est par la voie de la compagnie du Pacifique Canadien, vers le nord-ouest par la partie du lot appartenant à la compagnie dite "Montreal Water & Power Company et vers le sud-ouest

the public highway called "Boulevard Gouin", on the south east by a part of the said lot number three hundred (300) belonging to Dame widow Arsène Blondin, on one side to the south west by Bourdages street, and on the other side to the north east by Colombia street—with stone houses and other buildings erected thereon "less a strip of land of fourteen feet in width by the whole depth of the said lots required for the widening of Sainte Anne (now Bourdages) and Colleges streets in Bordeaux ward".

Notice is hereby given that the sale of the immoveable seized in the present cause, which took place at my office in the city of Montreal, on the eleventh day of June last, (1914), will take place again at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon, à la folle enchère of Dame Evelina Bruneau, widow of the late Arsène Pigeon, of Montreal, in virtue of a judgment of the Honorable justice Guerin, dated the third of July, 1914.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montreal, 7th July, 1914. Sheriff. 3122  
[First published, 11th July, 1914.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } CORNELIA A. WATIER ET AL, Plaintiffs; against the lands and tenements of J. L. COUTLEE, Defendant.

A lot of land bearing the number two of the official subdivision of the principal lot number two hundred and twenty-eight (228-2) upon the official plan and book of reference of Saint James ward, of the city of Montreal, fronting on Saint Hubert street—with the buildings erected thereon.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montreal, 9th July, 1914. Sheriff. 3022  
[First publication of 4th July is null.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS

*Circuit Court.—District of Montreal. alias par reprise d'instance.*

Montreal, to wit: } SCHOOL COMMISSIONERS OF SAINT-JOSEPH DE BORDEAUX, Plaintiff's; against the lands and tenements of DAME MARCELLINE LAUZON, widow of Janvier Parent, Defendant, par reprise d'instance, and in the possession of J. P. Manseau, notary, curator to the surrender made in this cause:

The lots of lands situate in Bordeaux ward, of the city of Montreal, known and designated as being the lots numbers seventeen and eighteen of the official subdivision of the lot number two hundred and eighty seven (287, 17 and 18), upon the official cadastral plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, county of Hochelaga, and that parcel of land triangle shape, to be taken in the north west angle and forming part of the lot of land known and designated under the number two hundred and eighty eight; two hundred and eighty eight P (288-288p) upon the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, the said parcel of land being bounded as follows: towards the north east by the Canadian Pacific Railway line, towards the north west by that part of the lot belonging to the Montreal Water & Power Company, and towards the south west by

par partie du lot numéro deux cent quatre-vingt-neuf (289) du même cadastre—avec circonstances et dépendances.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 23 juin 1914. [Première publication du 27 juin est nulle.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: J. A. SAVIGNAC, De-  
No 313. J. A. SAVIGNAC, mandeur; contre  
J. ELOI LALONDE, Défendeur.

1. Trois lots de terre connus sous les numéros trente-quatre, trente-cinq, et trente-huit de la subdivision d'une partie du lot officiel (No 16) seize, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, bornés en front par une rue projetée, connu sous le numéro quarante-quatre de la subdivision du dit lot numéro seize, des dits plan et livre de renvoi officiels;

2. Un lot de terre connu sous le numéro quarante, de la subdivision du lot officiel numéro seize, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, borné en front par le chemin public;

3. Un lot de terre connu sous le numéro quarante-quatre de la subdivision du lot officiel numéro seize, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, étant une rue projetée.

4. Cinq lots de terre connus sous les numéros cinquante-quatre, cinquante-cinq, cinquante-six, cinquante-sept et cinquante-huit de la subdivision du lot officiel numéro seize des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, ayant front sur une rue projetée connu sous le numéro soixante-quinze de la subdivision du dit lot numéro seize, des dits plan et livre de renvoi officiels.

5. Un lot de terre connu sous le numéro soixante-quinze (75), de la subdivision du lot officiel numéro seize (16), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, étant désigné comme rue projetée;

6. Neuf lots de terre connus sous les numéros quatre-vingt-quatre, quatre-vingt-cinq, quatre-vingt-six, quatre-vingt-sept, quatre-vingt-huit, quatre-vingt-neuf, quatre-vingt-dix, quatre-vingt-onze, quatre-vingt-douze (84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91 et 92) de la subdivision du lot officiel No seize (16), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, ayant front sur une rue projetée, étant le numéro soixante-quinze (75), de la subdivision du dit lot numéro seize (16), des dits plan et livre de renvoi officiels.

7. Un lot de terre connu sous le numéro cent six (106), de la subdivision du lot officiel numéro seize (16), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, ayant front sur une rue projetée portant le numéro cent trente-six (136), de la subdivision du dit lot numéro seize (16), des dits plan et livre de renvoi officiels.

8. Huit lots de terre connus sous les numéros trois cent quatorze, trois cent quinze, trois cent seize, trois cent dix-sept, trois cent dix-huit, trois cent dix-neuf, trois cent vingt, trois cent vingt et un (314, 315, 316, 317, 318, 319, 320 et 321), de la subdivision d'une partie du lot officiel numéro seize (16), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, bornée en front par une rue projetée connue sous le numéro trois cent treize (313), de la subdivision du dit lot

that part of the lot number two hundred and eighty nine (289) of the same cadastre—with circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montréal, 23rd June, 1914. [First publication of 27th June, is null.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: J. A. SAVIGNAC, Plaintiff; against J. ELOI LALONDE, Defendant.

1. Three lots of land known under the numbers thirty four, thirty five and thirty eight of the subdivision of part of the official lot number sixteen (No. 16), of the official plan and book of reference of the parish of Lachine, bounded in front by a projected street, known under the number forty four of the subdivision of the said lot number sixteen of the said official plan and book of reference.

2. A lot of land known under the number forty, of the subdivision of the official lot number sixteen, of the official plan and book of reference of the parish of Lachine, bounded in front by the public highway.

3. A lot of land known under the number forty four of the subdivision of the official lot number sixteen, of the official plan and book of reference of the parish of Lachine, being a projected street.

4. Five lots of land known under the numbers fifty four, fifty five, fifty six, fifty seven and fifty eight of the subdivision of the official lot number sixteen, of the official plan and book of reference of the parish of Lachine, fronting on a projected street known under the number seventy five of the subdivision of the said lot number sixteen, of the said official plan and book of reference.

5. A lot of land known under the number seventy five (75), of the subdivision of the official lot number sixteen (16), of the official plan and book of reference of the parish of Lachine, being a projected street.

6. Nine lots of land known under the numbers eighty four, eighty five, eighty six, eighty seven, eighty eight, eighty nine, ninety, ninety one, ninety two, (84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92), of the subdivision of the official lot number sixteen (16), of the official plan and book of reference of the parish of Lachine, fronting on a projected street, bearing the number seventy five (75), of the subdivision of the said lot number sixteen (16), of the said official plan and book of reference.

7. A lot of land known under the number one hundred and six (106), of the subdivision of the official lot number sixteen (16), of the official plan and book of reference of the parish of Lachine, fronting on a projected street bearing the number one hundred and thirty six (136) of the subdivision of the said lot number sixteen (16) of the said official plan and book of reference.

8. Eight lots of land known under the numbers three hundred and fourteen, three hundred and fifteen, three hundred and sixteen, three hundred and seventeen, three hundred and eighteen, three hundred and nineteen, three hundred and twenty and three hundred and twenty one (314, 315, 316, 317, 318, 319, 320 and 321), of the subdivision of a part of the official lot number sixteen (16), of the official plan and book of reference of the parish of Lachine, fronting on a

numéro seize (16), des dits plan et livre de renvoi officiels.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.  
Montréal, 24 juin 1914. 2885  
[Première publication du 27 juin est nulle.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**  
*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } EUGENE HEBERT,  
No 1531. } Demandeur; contre  
les terres et tènements de NICHOLAS SANDO  
BRUNO, Défendeur.

Un lot de terre ou emplacement borné en front par la rue Saint-Hubert, dans la cité de Montréal, contenant vingt-deux pieds et un pouce de largeur par cent neuf pieds et neuf pouces de profondeur, le tout, plus ou moins, mesure anglaise, connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-quatorze A (94 A) du lot originaire numéro douze (12), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste—avec la maison portant les numéros 1380, 1382 et 1384 de la rue Saint-Hubert et autres bâtisses y érigées et droit de passage en commun dans la ruelle en arrière du dit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.  
Montréal, 7 juillet 1914. 3123-2  
[Première publication, 11 juillet 1914.]

**MANDAT DE CURATEUR**  
**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } ERNEST ST-AMOUR,  
No 122. } curateur aux biens  
de ZENON LEGAULT, failli.

Un emplacement connu et désigné comme étant le lot numéro cinq cent quatre-vingt-six de la subdivision du lot numéro trois mille six cent seize (3616-586), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; borné en front par la 5ème Avenue (aujourd'hui Jacques Hertel), quartier Emard, dans la cité de Montréal, le dit emplacement mesurant trente pieds de front sur une profondeur de soixante-dix-neuf pieds, plus ou moins—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.  
Montréal, 7 juillet 1914. 3125-2  
[Première publication 11 juillet 1914.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } ISLAND CITY  
No 3494. } REALTY, INCORPORATED, une corporation commerciale; ayant son principal bureau d'affaires en les cité et district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tènements de JOSEPH MALO, agent d'immeubles, des cité et district de Montréal, Défendeur.

1. Cinq lots de terre connus et désignés sous les numéros deux cent quarante et un, deux cent quarante-deux, deux cent quarante-trois, deux cent quarante-quatre, deux cent quarante-cinq,

projected street known under the number three hundred and thirteen (313) of the subdivision of the said number sixteen (16) of the said official plan and book of reference.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Shérif.  
Montreal, 24th June, 1914. 2886  
[First publication of 27th June is null.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**  
*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } EUGENE HEBERT,  
No. 1531. } Plaintiff; against the  
lands and tenements of NICHOLAS SANDO  
BRUNO, Defendant.

A lot of land or emplacement bounded in front by Saint Hubert street, in the city of Montreal, containing twenty two feet and one inch in width by one hundred and nine feet and nine inches in depth, the whole, more or less, english measure, known and designated under the number ninety four A (94 A), of the primitive lot number twelve (12), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste — together with the house bearing the numbers 1380, 1382, 1384 of Saint Hubert street and other buildings thereon erected and the right of way in common in the lane at the rear of the said immoveable.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Shérif.  
Montreal, 7th July, 1914. 3124  
[First published, 11th July, 1914.]

**CURATOR'S MANDATE**  
**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } ERNEST ST-AMOUR,  
No. 122. } curator to the property  
of ZENON LEGAULT, Insolvent.

An emplacement known and designated as being the lot number five hundred and eighty six of the subdivision of lot number three thousand six hundred and sixteen (3616-586) of the official plan and book of reference of the parish of Montreal: bounded in front by the fifth Avenue, (now Jacques Hertel), Emard ward, in the city of Montreal, the said emplacement measuring thirty feet in front by a depth of seventy nine feet, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Shérif.  
Montreal, 7th July, 1914. 3126  
[First published, 11th July, 1914.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } ISLAND CITY REALTY, INCORPORATED, a commercial corporation having its head office in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of JOSEPH MALO, real estate agent, of the city and district of Montreal, Defendant.

1. Five lots of land known and designated under the numbers two hundred and forty-one, two hundred and forty two, two hundred and forty three, two hundred and forty four, two

de la subdivision du lot cent vingt et un, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles; bornés en front par la première Avenue;

2. Un lot de terre connu et désigné sous les numéros deux cent quarante-six des dit plan et livre de renvoi officiels aboutissant aux lots numéros deux cent soixante-huit et deux cent quatre-vingt-quatre de la dite subdivision du dit lot 121 des dits plan et livre de renvoi officiels.

3. Treize lots de terre connus et désignés sous les numéros deux cent quarante-sept, deux cent quarante-huit, deux cent quarante-neuf, deux cent cinquante, deux cent cinquante et un, deux cent cinquante-deux, deux cent cinquante-trois, deux cent cinquante-quatre, deux cent cinquante-cinq, deux cent cinquante-six, deux cent cinquante-sept, deux cent cinquante-huit, deux cent cinquante-neuf, de la subdivision du dit lot 121 des dits plan et livre de renvoi officiels; bornés en front par la 2<sup>ème</sup> Avenue.

4. Trois lots de terre connus et désignés sous les numéros trois cent cinquante-cinq, trois cent cinquante-six, trois cent cinquante-sept de la dite subdivision du dit lot 121, des dits plan et livre de renvoi officiels; bornés en front par la 3<sup>ème</sup> Avenue.

5. Cinq lots de terre connus et désignés sous les numéros trois cent quatre-vingt-un, trois cent quatre-vingt-deux, trois cent quatre-vingt-trois, trois cent quatre-vingt-quatre, trois cent quatre-vingt-cinq de la dite subdivision du dit lot 121 des dits plan et livre de renvoi officiels; bornés en front par la 3<sup>ème</sup> Avenue.

6. Trois lots de terre connus et désignés sous les numéros sept cent quarante-quatre, sept cent quarante-cinq, sept cent quarante-six, de la subdivision du dit lot 121 des dits plan et livre de renvoi officiels; bornés en front par la rue Ontario.

7. Trois lots de terre connus et désignés sous les numéros neuf cent cinquante-trois, neuf cent cinquante-quatre, neuf cent cinquante-cinq de la dite subdivision du dit lot 121, des dits plan et livre de renvoi officiels; bornés en front par la rue Forsyth.

8. Cinquante-sept lots de terre connus et désignés sous les numéros quatre cent quatre-vingt-dix-neuf, cinq cents, cinq cent-un, cinq cent deux, cinq cent trois, cinq cent quatre, sept cent trente-huit, huit cent cinquante, huit cent cinquante et un, huit cent cinquante-deux, neuf cent quatre-vingt-deux, neuf cent quatre-vingt-trois, neuf cent quatre-vingt-quatre, neuf cent quatre-vingt-cinq, neuf cent quatre-vingt-six, neuf cent quatre-vingt-sept, neuf cent quatre-vingt-huit, neuf cent quatre-vingt-neuf, neuf cent quatre-vingt-dix, neuf cent quatre-vingt-onze, neuf cent quatre-vingt-douze, neuf cent quatre-vingt-treize, neuf cent quatre-vingt-quatorze, neuf cent quatre-vingt-quinze, neuf cent quatre-vingt-seize, neuf cent quatre-vingt-dix-sept, neuf cent quatre-vingt-dix-huit, neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, mille, mille un, mille deux, mille trois, mille quatre, mille-cinq, mille cent dix-huit, mille cent dix-neuf, mille cent vingt, mille cent vingt et un, mille cent vingt-deux, mille cent vingt-trois, mille cent vingt-quatre, mille cent vingt-cinq, mille cent vingt-six, mille cent vingt-sept, mille cent vingt-huit, mille cent vingt-neuf, mille cent trente, mille cent trente et un, mille cent trente-deux, mille cent trente-trois, mille cent trente-huit, mille cent trente-neuf, mille cent quarante,

hundred and forty five, of the subdivision of lot one hundred and twenty one, of the official plan and book of reference of the parish of Pointe aux Trembles; bounded in front by the first Avenue.

2. A lot of land known and designated under the number two hundred and forty six, of the said official plan and book of reference contiguous to lots numbers two hundred and sixty eight and two hundred and eighty four, of the said subdivision of the said lot number one hundred and twenty one of the said official plan and book of reference.

3. Thirteen lots of land known and designated under the numbers two hundred and forty seven, two hundred and forty eight, two hundred and forty nine, two hundred and fifty, two hundred and fifty one, two hundred and fifty two, two hundred and fifty three, two hundred and fifty four, two hundred and fifty five, two hundred and fifty six, two hundred and fifty seven, two hundred and fifty eight, two hundred and fifty nine of the subdivision of the said lot 121 of the said official plan and book of reference; bounded in front by the second Avenue.

4. Three lots of land known and designated under the numbers three hundred and fifty five, three hundred and fifty six, three hundred and fifty seven of said lot 121 of the said subdivision of the said official plan and book of reference; bounded in front by the third Avenue.

5. Five lots of land known and designated under the numbers three hundred and eighty one, three hundred and eighty two, three hundred and eighty three, three hundred and eighty four, three hundred and eighty five of the said subdivision of the said lot one hundred and twenty one of the said official plan and book of reference; bounded in front by the third Avenue.

6. Three lots of land known and designated under the numbers seven hundred and forty four, seven hundred and forty five, seven hundred and forty six of the subdivision of said lot one hundred and twenty one, of the said official plan and book of reference, bounded in front by Ontario street.

7. Three lots of land known and designated under the numbers nine hundred and fifty three, nine hundred and fifty four, nine hundred and fifty five of the said subdivision of lot one hundred and twenty one of the said official plan and book of reference; bounded in front by Forsyth street.

8. Fifty seven lots of land known and designated under the numbers four hundred and ninety nine, five hundred, five hundred and one, five hundred and two, five hundred and three, five hundred and four, seven hundred and thirty eight, eight hundred and fifty, eight hundred and fifty one, eight hundred and fifty two, nine hundred and eighty two, nine hundred and eighty three, nine hundred and eighty four, nine hundred and eighty five, nine hundred and eighty six, nine hundred and eighty seven, nine hundred and eighty eight, nine hundred and eighty nine, nine hundred and ninety, nine hundred and ninety one, nine hundred and ninety two, nine hundred and ninety three, nine hundred and ninety four, nine hundred and ninety five, nine hundred and ninety six, nine hundred and ninety seven, nine hundred and ninety eight, nine hundred and ninety nine, one thousand, one thousand and one, one thousand and two, one thousand and three, one thousand and four, one thousand and five, one thousand and eighteen, one thousand and nineteen, one thousand and twenty, one thousand and twenty one, one thousand and twenty two, one thousand and twenty three, one thousand and twenty four, one thousand and twenty six, one

mille cent quarante et un, mille cent quarante-deux, mille cent quarante-trois, mille cent quarante-quatre, de la dite subdivision du dit lot 121 des dits plan et livre de renvoi officiels; bornés en front par la 7ème Avenue.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour d'AOÛT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.  
Bureau du shérif, Montréal, 16 juillet 1914. 3077-2  
Première publication du 11 juillet est nulle, [Première publication, 18 juillet 1914.]

Ventes par le Shérif—St-François

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir: } JOHN L E O-  
No 987. } NARD, ET  
PATRICE ANSELME JUNEAU, tous deux de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, avocats et pratiquant comme tels sous le nom et la raison sociale de "Leonard & Juneau", Demandeurs; contre JEAN-BAPTISTE MICHEL, de Black Lake, dans le district d'Arthabaska, Défendeur

Saisi comme appartenant au dit défendeur:

La moitié sud-ouest du lot No 12 du troisième rang du canton de Wolfestown, maintenant connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels du canton de Wolfestown, comme étant le lot 12a du troisième rang du dit canton de Wolfestown.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Julien de Wolfestown, le PREMIER jour de SEPTEMBRE prochain, 1914, à DEUX heures de l'après-midi.

HENRY AYLNER, Shérif.  
Bureau du shérif, Sherbrooke, 27 juillet, 1914. 3507  
[Première publication, 1er août 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir: } DAME CELINDA  
No 256. } S. BOUGHER  
et al, Demandeurs; contre J. WARREN COULSTON, Défendeur, et DAME HANNAH M. BAILEY et al, mis-en-cause.

Saisi comme appartenant au dit défendeur et mis-en-cause:

1. Le lot connu et décrit aux plan du cadastre et livre de renvoi officiels du canton Melbourne, dans le district de Saint-François, comme étant le lot numéro vingt-deux-A (22a), dans le cinquième (5e) rang du dit canton.

2. Ces lots ou parcelles de terrain situées dans le sixième rang du dit canton Melbourne, connues et décrites aux dits plan du cadastre et livre de renvoi officiels du dit canton Melbourne, comme étant les lots numéros vingt-deux, vingt-trois et

thousand and twenty seven, one thousand and twenty eight, one thousand and twenty nine, one thousand and thirty, one thousand and thirty one, one thousand and thirty two, one thousand and thirty three, one thousand and thirty eight, one thousand and thirty nine, one thousand and forty, one thousand and forty one, one thousand and forty two, one thousand and forty three, one thousand and forty four, of the said subdivision of the said lot one hundred and twenty one of the said official plan and book of reference; bounded in front by the seventh Avenue.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SEVENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.  
Sheriff's office, Montreal, 6th July, 1914. 3078  
First publication of 11th July is null. [First published, 18th July, 1914.]

Sheriff's Sales—St. Francis.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit: } JOHN LEONARD  
No. 987. } AND PATRICE  
ANSELME JUNEAU, both of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, advocates and practising is such under the firm name and style of "Leonard & Juneau", Plaintiff; against JEAN-BAPTISTE MICHEL, of Black Lake, in the district of Arthabaska, Defendant.

Seized as belonging to the said Defendant.

The south west half of the lot No. 12, of the third range of the township of Wolfestown, now known and designated upon the official plan and book of reference of the township of Wolfestown, as being the lot 12a of the third range of the said township of Wolfestown.

To be sold at the church door of the parish of Saint Julien de Wolfestown, on the FIRST day of SEPTEMBER next, 1914, at TWO o'clock in the afternoon.

HENRY AYLNER, Sheriff.  
Sheriff's office, Sherbrooke, 27th July, 1914. 3508  
[First published, 1st August, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint-François, to wit: } DAME CELINDA  
No. 256. } S. BOUGHER  
et al, Plaintiffs; against J. WARREN COULSTON, Defendant, and DAME HANNAH M. BAILEY et al, mis-en-cause.

Seized as belonging to the said Defendant and mis-en-cause.

1. The lot known and described on the official cadastral plan and the book of reference of the township of Melbourne, in the district of Saint Francis, as lot number twenty-two-A (22a), in the fifth (5th) range of said township.

2. Those lots of parcels of land situate in the sixth range of the said township of Melbourne, known and described on the said official cadastral plan and book of reference of the said township of Melbourne as the lots numbers twenty-two,

vingt-quatre (22, 23 et 24), dans le dit sixième rang, avec le lot connu et décrit sur le dit plan pour le dit sixième rang comme étant le lot numéro vingt-un (21), à en distraire une partie, contenant 2.17 acres, vendue à la "Orford Mountain Railway Company", par J. Warren Coulston, le 27 octobre 1910, et étant le terrain occupé comme emprise par la dite compagnie de chemin de fer.

3. Ce certain lot ou parcelle de terrain située dans le septième rang dans le dit canton Melbourne, connue et décrite aux dits plan et livre de renvoi officiels comme étant le lot numéro vingt-un (21), à en distraire et déduire la partie vendue et cédée à la "Orford Mountain Railway Company", le cinquième jour de septembre 1905, par J. Warren Coulston, et étant le terrain actuellement occupé comme emprise par la dite compagnie de chemin de fer, et aussi à en distraire la partie utilisée et occupée comme chemin public; et aussi à en distraire la partie vendue et cédée à la "New Rockland Slate Company", par acte consenti par Mde Walton et ayant cinq cent quarante (540) pieds de longueur par quarante (40) pieds de largeur, connue comme étant le lot trois (3) sur le plan figuratif de la dite "New Rockland Slate Company", dûment déposé, et antérieurement occupée par la dite compagnie comme droit de passage pour une ligne de tramway.

4. Cette certaine partie de ce certain lot connue et décrite dans l'arpentage primitif du dit canton Welbourne comme étant la demie sud-ouest du lot numéro vingt-deux (22), dans le septième rang et les parties suivantes de la demie nord-est du dit lot, à savoir:

Environ six (6) acres, étant partie de la route conduisant à la carrière à savoir, les autres lots ci-dessus décrits, se prolongeant depuis la dite route jusqu'au lot numéro vingt-un (21), aussi un acre et trente deux perches (1 acre 32 per.), décrits dans le procès-verbal dressé par F. C. Cleve, le vingt-cinquième jour de novembre 1861, et une autre partie contenant environ vingt-cinq (25) acres, y compris la route, et aussi un demi acre voisin de la rivière Saint-François; les dites parties du lot numéro vingt-deux (No 22), dans le septième rang étant maintenant connues ou supposées être connues aux plan du cadastre et livre de renvoi officiels du dit canton Melbourne, comme étant le lot numéro vingt-deux-A (22a) dans le septième rang, à en distraire la partie vendue et cédée à la "Orford Mountain Railway Company", par le dit acte en date du 5 septembre 1905, et étant la partie maintenant occupée comme emprise par la dite compagnie, et aussi à en distraire la partie occupée par le chemin public.

5. Le lot ou parcelle de terrain située dans le quinzième rang du canton Cleveland dans le dit district, connue et décrite aux plan du cadastre et livre de renvoi officiels des dits canton et rang comme étant le lot numéro cinq-B (5b).

Avec les bâtisses et améliorations dessus érigées et faites et des droits réservés et stipulés en faveur du dit J. Warren Coulston, en vertu du dit acte en date du 5 septembre 1905, à l'embranchement et au passage à niveau.

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Bibiane de Richmond, le ONZIEME jour du mois d'AOUT prochain 1914, à ONZE heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du shérif, Sherbrooke, 29 juin 1914.  
Première publication du 4 juillet 1914 est nulle.  
[Première publication, 11 juillet 1914.]

Shérif.  
3011-2

twenty-three and twenty four (Nos. 22, 23 and 24), in the said sixth range, together with the lot known and described upon the said plan for the said sixth range as the lot number twenty one (21), save and except a portion thereof containing 2.17 acres sold to the Orford Mountain Railway Company, by J. Warren Coulston, on the 27th October, 1910, and being the land occupied by said Railway Company as a right-of-way.

3. That certain lot or parcel of land situate in the seventh range in the said township of Melbourne, known and described on the said official plan and book of reference as the lot number twenty-one (No. 21), save and except and deducting therefrom the portion thereof sold and conveyed to the Orford Mountain Railway Company, on the 5th day of September, 1905, by J. Warren Coulston, and being the land actually occupied by said Railway Company as a right-of-way, and also save and except therefrom the portion thereof used and occupied as a public road or highway; and also save and except therefrom the portion thereof sold and conveyed to the New Rockland Slate Company by deed from Mrs. Walton, and being five hundred and forty (540) feet in length by forty (40) feet in width, known as lot three (3) on the figurative plan of the said New Rockland Slate Company, duly deposited, and formerly occupied by the said company as a right of way for a tramway.

4. That certain portion of that certain lot known and described on the primitive survey for the said township of Melbourne as the south west half of the lot number twenty-two (No. 22), in the seventh range, and the following portions of the north east half of the said lot, to wit:

About six (6) acres thereof, being in part the road leading to the quarry, to wit, the other lots above described), extending from the said road to lot number twenty one (21), also one (1) acre and thirty two (32) square perches thereof, described in procès-verbal thereof prepared by F. C. Cleve, on the 25th day of November, 1861, and another portion thereof containing about twenty five (25) acres, including the road, and also one half acre thereof next to the river Saint Francis; the said several portions of the lot number twenty two (No. 22), in the seventh range being now known, or supposed to be known, upon the official cadastral plan and book of reference for the said township of Melbourne, as the lot number twenty two-A (No. 22a), in the seventh range, save and except the portion thereof sold and conveyed to the Orford Mountain Railway Company by said deed of date the 5th September, 1905, and being the portion now occupied by said company as a right-of-way, and also save and except therefrom the portion thereof occupied by the highway.

5. The lot or parcel of land situate in the 15th range of the township of Cleveland in said district, known and described upon the official cadastral plan and book of reference of the said township and range as the lot number five-B (5b).

Together with the buildings and improvements thereon erected and made and the rights reserved by and stipulated in favor of the said J. Warren Coulston, under the said deed of date the 5th September, 1905, to siding and grade crossing.

To be sold en bloc, at the church door of the parish of Sainte-Bibiane de Richmond, on the ELEVENTH day of AUGUST next, 1914, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's office, Sherbrooke, 29th June, 1914.  
First publication of 4th July, 1914, is null.  
[First published, 11th July, 1914.]

Sheriff.  
3012

## Ventes par le Sherif—Pontiac

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**  
*Dans la Cour Supérieure à Bryson*

Province de Québec, } **O**LIVIER FAUCHER  
District de Pontiac. } Demandeur; vs  
No 1381. } **A**DELARD TRU-  
DEL, Défendeur.

Le lot de terre numéro quatre (4), dans le huitième rang du canton Laverlochère, comté de Témiscamingue, contenant 103 acres, plus ou moins en superficie—avec les bâtisses dessus érigées, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale le QUATORZIEME jour du mois de SEPTEMBRE, à DIX heures de l'avant-midi.

BERNARD J. SLOAN,

Bureau du shérif, Shérif.  
Bryson, Qué., 20 juillet 1914. 3439  
[Première publication 1er août 1914.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**  
*Dans la Cour Supérieure.*

Province de Québec, } **T**RUST & LOAN  
District de Montréal. } CO. OF CANA-  
No 19137. } DA, Deman-  
deurs, vs NAPOLEON SOUCY, Défendeur.

Le lot connu et désigné sous le numéro neuf rang six nord, aux plan et livre de renvoi officiels du canton Fabre, (No 9 R, 6 nord F), dans le comté de Témiscamingue—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale du canton Fabre, le SEPTIEME jour du mois de SEPTEMBRE 1914, à ONZE heures de l'avant-midi.

BERNARD J. SLOAN,

Bureau du shérif, Shérif.  
Bryson, Qué., 20 juillet 1914. 3437  
[Première publication, 1er août 1914.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**  
*Cour Supérieure.*

Province de Québec, } **T**HE TRUST &  
District de Montréal. } LOAN COMPA-  
No 3572. } NY OF CANA-  
DA, Demandeurs; vs ALCIDE GAGNE, Défendeur.

Ces deux lots de terre situés dans le canton Fabre, dans le comté de Pontiac, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton sous les numéros 11 et 12, rang 7, nord du dit canton Fabre (Nos 11 et 12 R. 7, N. F.) ayant chacun 100 acres en superficie plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale du canton Fabre, le SEPTIEME jour du mois de SEPTEMBRE 1914, à DIX heures de l'avant-midi.

BERNARD J. SLOAN,

Bureau du shérif, Shérif.  
Bryson, Qué., 20 juillet 1914. 3435  
[Première publication, 1er août 1914.]

## Sheriff's Sales—Pontiac

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**  
*In the Superior Court at Bryson.*

Province of Quebec, } **O**LIVIER FAUCHER,  
District of Pontiac. } Plaintiff; vs ADE-  
No. 1381. } LARD TRUDEL,  
Defendant.

The lot of land number four (4), in the eight range of the township of Laverlochère, county of Temiscaming, containing 103 acres, more or less in superficies—with the buildings thereon, appurtenances and dependencies.

To be sold at the parochial church door, the FOURTEENTH day of the month of SEPTEMBER, at TEN o'clock in the forenoon.

BERNARD J. SLOAN,

Sheriff's office, Sheriff.  
Bryson, Que., 20th July, 1914. 3440  
[First published, 1st August, 1914.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**  
*In the Superior Court.*

Province of Quebec, } **T**RUST & LOAN  
District of Montreal. } CO. OF CANA-  
No. 19137. } NADA, Plain-  
tiffs; vs NAPOLEON SOUCY, Defendant.

The lot of land known and designated under the number nine of the sixth range north on the official plan and book of reference of the township of Fabre (No. 9R, 6 north F), in the county of Temiscaming—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the township of Fabre, on the SEVENTH day of the month of SEPTEMBER 1914, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

BERNARD J. SLOAN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Bryson, Que., 20th July, 1914. 3438  
[First published, 1st August, 1914.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**  
*Superior Court.*

Province of Quebec, } **T**HE TRUST &  
District of Montreal. } LOAN COM-  
No. 3572. } PANY OF CA-  
NADA, Plaintiffs; vs ALCIDE GAGNE, Defen-  
dant.

Those two lots of land situated in the township of Fabre, in the county of Pontiac, known and designated on the official plan and book of reference of the said township, under the numbers 11 and 12 of the seventh range north of the said township of Fabre (Nos. 11 and 12 R. 7, N. R.) having 100 acres each in superficies, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the township of Fabre on the SEVENTH day of the month of SEPTEMBER, 1914, at TEN o'clock in the forenoon.

BERNARD J. SLOAN,

Sheriff's office, Sheriff.  
Bryson, Que., 20th July, 1914. 3436  
[First published, 1st August, 1914.]

## Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

## Sheriff's Sales—Three Rivers

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS  
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Trois-Rivières, à savoir: } ARTHUR HAND-  
No 3431. } FIELD, De-  
mandeur; vs LA COMPAGNIE ELECTRIQUE  
DE SAINT-GABRIEL DE BRANDON, corps  
politique et incorporé ayant sa principale place  
d'affaires à Saint-Gabriel de Brandon, district de  
Joliette, Défenderesse.

1. Un pouvoir d'eau et un terrain à Saint-Didace, situé à la première chute de la Rivière Blanche, connu et désigné comme étant le lot numéro six cent douze (612) des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Didace, et contenant environ deux arpents de front sur dix arpents de longueur, et borné de tous côtés par Damien Jacques, contenant moulin à scie et à farine, une maison et toutes autres constructions.

2. Un terrain en la paroisse de Saint-Didace, connu et désigné comme étant partie des lots de terre numéros sept cent cinquante-cinq, sept cent cinquante-six et sept cent cinquante-sept (755, 756 et 757), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Didace, étant un chemin de quinze pieds de largeur, sur environ dix arpents de longueur partant du moulin de la défenderesse sur le lot 612 des plan et livre de renvoi de la paroisse de Saint-Didace, et traversant la rivière Blanche, joignant le vieux chemin actuel et venant aboutir au chemin Victoria, en la dite paroisse de Saint-Didace, le tout appartenant et actuellement en la possession de la compagnie défenderesse—avec toutes circonstances et dépendances, servitudes actives et passives, apparentes ou occultes.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Didace, le PREMIER jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 29 juillet 1914. 3529  
[Première publication 1er août, 1914.]

## MANDAT DU LIQUIDATEUR

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } DANS l'affaire de LA  
No 200. } COMPAGNIE  
MANUFACTURIERE DE SAINT-ELIE DE  
CAXTON, en liquidation et SYLVIANO  
DUGAL, liquidateur.

1. Un terrain situé à Saint-Elie de Caxton, sur le sixième rang et connu et désigné comme étant la moitié nord du lot numéro vingt-six (26) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement de la dite paroisse de Saint-Elie de Caxton—sans bâtisse.

2. Un terrain sis et situé en la dite paroisse de Saint-Elie de Caxton, sur le quatrième rang du canton de Caxton, connu et désigné comme faisant partie du lot de terre numéro douze A (12 A) du dit quatrième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la dite paroisse de Saint-Elie de Caxton, contenant le dit terrain, trente arpents de superficie, plus ou moins, borné au sud, partie à la route du moulin à Déziel, et partie à Omer Diamond, en front à une petite route, en profondeur partie à Adolphe Lafrenière et partie à Arthur Ferron, et

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS  
Superior Court.—District of Montreal.

Three Rivers, to wit: } ARTHUR HAND-  
No. 3431. } FIELD, Plaintiff;  
vs LA COMPAGNIE ELECTRIQUE DE  
SAINT-GABRIEL DE BRANDON, a body  
politic and corporate having its head office at  
Saint-Gabriel de Brandon, district of Joliette,  
Defendant.

1. A water power and a lot of land at Saint Didace, situate at the first fall of River Blanche, known and designated as being the lot number six hundred and twelve (612), of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Didace, and containing about two arpents in front by ten arpents in depth, and bounded on all sides by Damien Jacques—with a saw and flour mill, houses and other constructions thereon.

2. A lot of land in the parish of Saint-Didace, known and designated as being part of the lots of land numbers seven hundred and fifty five, seven hundred and fifty six, and seven hundred and fifty seven (755, 756 and 757), of the official cadastre of the parish of Saint-Didace, being a road of fifteen feet in width by about ten arpents length, starting from the mill of the defendant upon the lot 612, of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Didace, and crossing the River Blanche, joining the present old road and terminating at the Victoria road, in the said parish of Saint-Didace, the whole belonging and actually in the possession of the defendant—with all the circumstances and dependencies, active and passive, apparent or non-apparent servitudes.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Didace, on the FIRST day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.  
Three Rivers, 29th July, 1914. 3530  
[First published, 1st August, 1914.]

## LIQUIDATOR'S MANDATE

Superior Court.—District of Three Rivers.

District of Three Rivers. } IN the matter of "LA  
No. 200. } COMPAGNIE MA-  
NUFACTURIERE DE SAINT-ELIE DE  
CAXTON", in liquidation, and SYLVIANO  
DUGAL, liquidator.

1. A lot of land situate at Saint-Elie de Caxton, in the sixth range, and known and designated as being the north half of lot number twenty six (26) on the official plan and book of the reference of the registry cadastre of the parish of Saint-Elie de Caxton, without buildings;

2. A lot of land lying and situate in the said parish of Saint-Elie de Caxton, in the fourth range of the townships of Coxton, known and designated as forming part of the lot of land number twelve A (12-A) of the said fourth range on the official plan and book of reference of the registry cadastre for the said parish of Saint-Elie de Caxton, the said lot of land containing thirty arpents in superficies, more or less, bounded to the south, partly to Déziel's mill road, and partly to Omer Diamond, in front to a small road, in depth partly to Adolphe Lafrenière and partly

au sud-ouest à la rivière Machiche, à distraire du dit terrain l'emplacement de Madame veuve Euchariste Déziel où il se trouve actuellement, et un autre emplacement contigu à son même emplacement et contenant un demi arpent de largeur sur un arpent de profondeur; aussi à distraire un terrain sis et situé en la paroisse de Saint-Elie de Caxton et connu et désigné comme étant et faisant partie du lot de terre No douze A (12 A) du quatrième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la dite paroisse de Saint-Elie de Caxton, contenant le dit terrain quarante-cinq pieds de largeur sur cent trente pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins, quant à la profondeur, borné en front au chemin public du moulin Déziel, du côté sud-ouest, nord-est et à sa profondeur par le vendeur.

3. Un terrain sis et situé en la paroisse de Saint-Elie de Caxton, sur le Gore du canton de Caxton et désigné comme étant la partie en front du lot lettre B, le résidu du dit lot lettre B et le lot lettre A du dit Gore du dit canton de Caxton aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de Saint-Elie, contenant le dit terrain environ deux cent quatre acres, plus ou moins—sans bâtisse.

4. Le droit de la coupe du bois mou, pruche, épinette et sapin, en vertu de l'acte ci-après relaté, sur un lot de terre sis et situé en la paroisse de Saint-Elie de Caxton, connu et désigné comme étant et faisant partie du lot de terre No douze (P. 12), du dit troisième rang aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement de la dite paroisse de Saint-Elie de Caxton, contenant le dit terrain dix arpents de longueur sur la largeur du dit lot, c'est-à-dire six arpents et trois quarts de largeur, le tout plus ou moins, tenant d'un bout au deuxième rang, de l'autre bout à Pierre Poudrier, le droit de coupe sur le surplus du dit lot No 12 du troisième rang, tel qu'il est désigné et pour la balance qui reste à couvrir de la période établie et fixée par la vente de Honoré Lavergne à Pierre Déziel reçu devant J. Foisy, notaire, en date du 23 mars 1905.

5. Une certaine étendue de terrain sis et situé en la paroisse de Saint-Elie de Caxton, connu et désigné comme étant les lots de terre Nos trente et un (31), trente-deux (32), trente-trois (33), trente-quatre (34), du dit sixième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la dite paroisse de Saint-Elie de Caxton, contenant la dite étendue de terrain, environ quatre cent seize acres de terre en superficie, plus ou moins, soit cent quatre acres de superficie pour chaque lot—sans bâtisse.

6. Un terrain sis et situé en la paroisse de Saint-Elie de Caxton, sur le quatrième rang, connu et désigné comme étant le lot de terre numéro vingt-quatre (24), du quatrième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la dite paroisse de Saint-Elie de Caxton.

7. Un terrain sis et situé en la paroisse de Saint-Elie de Caxton, sur le quatrième rang de la dite paroisse connu et désigné comme faisant partie des lots de terre No onze C (P. 11 C), et douze A (P. 12 A), du dit quatrième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la dite paroisse de Saint-Elie de Caxton, contenant le dit terrain, trois quarts d'arpent de superficie, plus ou moins, sans garantie de mesure précise et renfermé dans les bornes des limites

to Arthur Ferron, and to the south west to Machiche river, to be distracted from the said lot of land the emplacement of Dame Vve Euchariste Déziel, where it is actually, and another emplacement contiguous to its same emplacement and containing one half arpent in width by one arpent in depth; also to be distracted a lot of land lying and situate in the parish of Saint Elie de Caxton and known and designated as being and forming part of the lot of land number twelve A (12 A), of the fourth range on the official plan and book of reference of the registry cadastre for the said parish of Saint Elie de Caxton, the said lot of land containing forty five feet in width by one hundred and thirty feet in depth, english measure, and more or less, as regards the depth, bounded in front to Deziel's mill public road, to the south west side, north east and to its depth by the vendor.

3. A lot of land lying and situate in the parish of Saint Elie de Caxton on the Gore of the township of Caxton, and designated as being the portion in front of lot letter B, the residue of the said lot letter B and the lot letter A, of the said Gore of the said township of Caxton, on the official plan and book of reference for the said parish of Saint Elie, the said lot of land containing about two hundred and four acres, more or less—without buildings.

4. The right of cutting soft wood, hemlock, spruce and balsour, in virtue of the act herein-after mentioned, upon a lot of land lying and situate in the parish of Saint Elie de Caxton, known and designated as being and forming part of the lot of land No twelve (12), of the said third range on the official plan and book of reference of the registry cadastre of the said parish of Saint Elie de Caxton, the said lot of land containing ten arpents in length by the width of the said lot that is to say six and three quarters arpents in width, the whole more or less, at one end adjoining to the second range, at the other end adjoining to Pierre Poudrier, the right of cutting timber upon the surplus of the said lot No. 12 of the third range, as it is designated and for the balance remaining to cover the period established and fixed by the sale of Honoré Lavergne to Pierre Déziel, executed before J. Foisy, notary, on the 23rd March, 1905.

5. A certain parcel of land lying and situate in the parish of Saint Elie de Caxton, known and designated as being the lots of land Nos. thirty one (31), thirty two (32), thirty three (33), thirty four (34) of the said sixth range, on the official plan and book of reference of the registry cadastre for the said parish of Saint Elie de Caxton, the said parcel of land containing about four hundred and sixteen acres of land in superficies, more or less, being one hundred and four acres in superficies for each lot—without buildings.

6. A lot of land lying and situate in the parish of Saint Elie de Caxton, in the fourth range, known and designated as being the lot of land number twenty four (24) of the fourth range, on the official plan and book of reference of the registry cadastre for the said parish of Saint Elie de Caxton.

7. A lot of land lying and situate in the parish of Saint Elie de Caxton, in the fourth range of the said parish known and designated as forming part of the lots of land Nos. eleven C (P. 11 C) and twelve A (12 A) of the said fourth range, on the official plan and book of reference of the registry cadastre for the said parish of Saint Elie de Caxton, the said lot of land containing three quarters of arpent in superficies, more or less without warranty of precise measurement and

suivantes, au nord-est par la rivière Machiche, au sud-ouest et au nord par la route publique, au sud par François Philibert—sans bâtisse.

8. Un terrain sis et situé en la paroisse de Saint-Elie de Caxton, sur le troisième rang du canton de Caxton, connu et désigné comme faisant partie du lot de terre No douze (P. 12), du dit troisième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la dite paroisse de Saint-Elie de Caxton, contenant le dit terrain dix arpents de profondeur sur la largeur du dit lot, c'est-à-dire environ six arpents et trois quarts, borné au sud-ouest au cordon du deuxième rang, au nord-est à Louis Poudrier, représentant Honoré Lavergne—sans bâtisse.

9. Un lopin de terre devant mesurer cinquante pieds de longueur le long d'une route publique conduisant du troisième au quatrième rang du canton Caxton, sur une largeur de trente pieds, plus ou moins, sans garantie de mesure précise, borné comme suit, au nord à la dite route, et de tous autres côtés à Raphael Lachance Sr., fils de François-Xavier, le dit terrain connu et désigné comme étant et faisant partie du lot numéro dix-neuf (19), du troisième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, fait pour la paroisse de Saint-Elie de Caxton—avec bâtisses y érigées, le dit terrain constituant la prise d'eau du dit système d'aqueduc avec tous les droits, parts, prétentions dans un système d'aqueduc, en la paroisse de Saint-Elie de Caxton, réservoir, prise d'eau, conduite d'eau, tuyaux de distribution employés pour les fins du dit système et se trouvant en la dite paroisse de Saint-Elie de Caxton, et tous autres accessoires en général, relativement au dit système d'aqueduc, avec en outre tous droits, privilèges de toute nature, résultant ou pouvant résulter directement ou indirectement d'un certain règlement adopté par le conseil municipal de la municipalité de la paroisse de Saint-Elie de Caxton, à sa session du cinq août mil neuf cent cinq, lequel dit immeuble est exempt de taxes municipales, cotisations, impositions jusqu'à l'expiration du dit privilège.

10. Un terrain sis et situé en la paroisse de Saint-Elie de Caxton, sur le troisième rang du canton de Caxton, connu et désigné comme étant et faisant partie du lot de terre No quinze (P. 15) du dit troisième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la dite paroisse de Saint-Elie de Caxton, borné de tous ses côtés par Sr. Elie L. Descoteaux, et le dit terrain traversé par la ligne du tuyau d'aqueduc, contenant le dit terrain dix-huit pieds de profondeur sur dix-huit pieds de largeur, avec droit de passage autour du dit terrain sur un espace de quatre-vingt-dix pieds de chaque côté du dit terrain, sauf du côté nord ou le droit de vacation ne s'étendra pas au-delà de la ligne de division et le terrain d'Onésime Gélinas, son voisin pour vaquer aux réparations à faire au moulin à vent, et en outre un droit de passage depuis le terrain ci-dessus au chemin actuel, étant comme sortie sur le dit terrain et de là au chemin public du troisième rang.

11. Un terrain sis et situé en la paroisse de Saint-Elie de Caxton, sur le huitième rang de la dite paroisse, connu et désigné comme étant les lots de terre No vingt-huit, vingt-neuf du dit huitième rang, aux plan et livre de renvoi

compris within the following boundaries, to the north east by the river Machiche, to the south west and to the north by the public road, to the south by François Philibert—without buildings.

8. A lot of land lying and situate in the parish of Saint Elie de Caxton in the third range of the township of Caxton, known and designated as forming part of the lot of land No. twelve (P. 12) of the said third range on the official plan and book of reference of the registry cadastre for the said parish of Saint Elie de Caxton, the said lot of land containing ten arpents in depth by the width of the said lot that is to say about six and three quarters arpents, bounded to the south west by the second range to the north east by Louis Poudrier, representing Honoré Lavergne—without buildings.

9. A piece of land supposed to measure fifty feet in length along a public road leading from the third to the fourth range of the township of Caxton, by a width of thirty feet, more or less, without warranty of precise measurement, bounded as follows, to the north by the said road, and of all other sides by Raphael Lachance Sr., son of François-Xavier, the said piece of land known and designated as being and forming part of lot number nineteen (19) of the third range, on the official plan and book of reference of the registry cadastre of the county of Saint Maurice, made for the parish of Saint Elie de Caxton—with buildings thereon erected the said piece of land constituting the water-supply of the said waterworks system with all the rights, shares, pretensions into a waterworks system, in the parish of Saint Elie de Caxton, dams, water-supply, conduits, distributing pipes used for the purposes of the said system and being in the said parish of Saint Elie de Caxton, together with all other accessories in general, relating to the said water-works system, together with, besides any rights, privileges of any nature, directly or indirectly resulting or capable of resulting from a certain by-law passed by the municipal council of the municipality of the parish of Saint Elie de Caxton, at its session of the fifth August, one thousand nine hundred and five, the said immoveable being exempt from municipal taxes, assessments, impositions until the expiration of the said privilege.

10. A lot of land lying and situate in the parish of Saint Elie de Caxton, in the third range of the township of Caxton, known and designated as being and forming part of the lot of land No. fifteen (P. 15), of the said third range on the official plan and book of reference of the registry cadastre for the said parish of Saint Elie de Caxton, bounded on all its several sides, by Sr. Elie L. Descoteaux, and the said lot of land being traversed the line of the waterworks pipe, the said lot of land containing eighteen feet in depth by eighteen feet in width, with the right of way around the said lot of land upon a space of land of ninety feet on each side of the said lot of land save on the north side where the right of vacation will not extend beyond the division line and the lot of land of Onésime Gélinas, his neighbor to attend to the repairs to be made to the wind-mill and besides a right of way from the lot of land above mentioned to the actual road, being as a way out on the said lot of land and thence to the public road of the third range.

11. A lot of land lying and situate in the parish of Saint Elie de Caxton, in the eighth range of the said parish known and designated as being the lots of land Nos. twenty eight, twenty nine of the said eighth range on the official plan and book of

officiels du cadastre d'enregistrement pour la dite paroisse de Saint-Elie de Caxton, contenant le dit terrain deux cent soixante et quatre arpents en superficie, plus ou moins—sans bâtisse.

12. Un terrain sis et situé en la paroisse de Saint-Elie de Caxton, sur le quatrième rang du canton de Caxton, connu et désigné comme étant la moitié nord du lot No 23 ( $\frac{1}{2}$  N. 23) du dit quatrième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du dit cadastre d'enregistrement pour la dite paroisse de Saint-Elie de Caxton, contenant le dit terrain environ soixante et treize arpents en superficie, plus ou moins, borné en front au troisième rang, en profondeur au cinquième rang, au nord à la compagnie manufacturière de Saint-Elie de Caxton, en liquidation, au sud à Arthur Lefebvre—sans bâtisse.

13. Un terrain sis et situé en la dite paroisse de Saint-Elie de Caxton, sur le quatrième rang du canton de Caxton, connu et désigné comme faisant partie du lot de terre No douze A (P. 12 A) au dit quatrième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la dite paroisse de Saint-Elie de Caxton, contenant le dit terrain environ trois arpents en superficie, plus ou moins, borné au nord-est à Pierre Déziel, au sud-ouest partie à Pierre Déziel et Ferdinand Déziel et partie à Edmond Rivard, à une ligne droite partant d'un poteau planté par les dits Pierre et Ferdinand Déziel et allant aboutir au côté sud du pont jeté sur la rivière Machiche et au nord aux dits Pierre et Ferdinand Déziel, à une ligne droite établie par des poteaux également plantés par les dits Pierre et Ferdinand Déziel, sur le terrain et bien visible.

14. Tout le terrain avoisinant la rivière Machiche alimentant un moulin à scie lequel dit terrain est actuellement ou pourrait être noyé par la crue des eaux sur la rivière Machiche, jusqu'à la hauteur actuelle de la chaussée ou barrage construit sur la dite rivière, près du dit moulin à scie, le dit terrain à prendre des deux côtés de la dite rivière et faisant partie des lots de terre No douze A (P. 12 A) et treize B (P. 13 B) du dit quatrième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Elie de Caxton et formant le dit terrain environ trois arpents de superficie plus ou moins. Par l'acquéreur, ne pouvant faire le long parcours de la rivière Machiche aucune clôture ou séparation quelconque, pouvant isoler le surplus du terrain de la dite rivière et qu'il ne pourra élever le niveau des eaux de la dite rivière Machiche, au-delà de la hauteur actuelle des ailes de la dite chaussée ou barrage jeté sur la rivière Machiche.

15. Les droits et privilèges constitués en faveur de la dite compagnie manufacturière de Saint-Elie de Caxton par Charles H. Simpson et décrits comme suit: par acte en date du quinze avril, mil neuf cent quatorze, devant A. A. Gélinas, notaire: "M. Chales Simpson fait à la compagnie acceptant et constituant en sa faveur pour quinze ans à compter de la date des présentes l'avantage et le privilège exclusif de couper du bois franc sur les lots qu'il possède en la paroisse de Saint-Elie de Caxton, sur les premiers et deuxième rangs du canton de Caxton, connu et désigné comme étant les lots Nos vingt-un (21), vingt-deux (22), vingt-trois (23), vingt-quatre (24), vingt-cinq (25), vingt-six (26), vingt-sept (27), vingt-huit (28), vingt-neuf (29), trente (30) du deuxième rang aux plan et livre de renvoi officiels du dit cadastre d'enregistrement pour la dite paroisse Saint-Elie de Caxton, prendre, couper et enlever le dit bois franc, érable, merisier à raison de trois

reference of the registry cadastre for the said parish of Saint Elie de Caxton, the said lot of land containing two hundred and sixty four arpents in superficies, more or less — without buildings.

12. A lot of land lying and situate in the parish of Saint Elie de Caxton, in the fourth range of the township of Caxton, known and designated as being the north half of lot No. 23 ( $\frac{1}{2}$  N. 23) of the said fourth range on the official plan and book of reference of the said registry cadastre for the said parish of Saint Elie de Caxton, the said lot of land containing about seventy three arpents in superficies, more or less, bounded in front by the third range, in depth by the fifth range, to the north by "La Compagnie manufacturière de Saint Elie de Caxton", in liquidation, to the south by Arthur Lefebvre,—without buildings.

13. A lot of land lying and situate in the said parish of Saint Elie de Caxton in the fourth range of the township of Caxton, known and designated as forming part of the lot of land No. twelve A (P. 12 A) the said fourth range on the official plan and book of reference of the registry cadastre for the said parish of Saint Elie de Caxton, the said lot of land containing about three arpents in superficies, more or less, bounded to the north east by Pierre Déziel, to the south west partly by Pierre Déziel and Ferdinand Déziel and partly by Edmond Rivard, to a straight line starting from a part planted by the said Pierre and Ferdinand Déziel and ending to the south side of the bridge built across the river Machiche and to the north by the said Pierre and Ferdinand Déziel, to a straight line established by parts equally planted by the said Pierre and Ferdinand Déziel on the lot of land and well visible.

14. All the land bordering the river Machiche supplying a saw-mill, which said land is actually or could be flooded by the rise of the waters of the river Machiche until the actual height of the embankment or dam constructed on the said river, nearly the said saw-mill, the said land to be taken on both sides of the said river and forming part of the lots of land No. twelve A (P. 12 A) and thirteen B (P. 13 B) of the said fourth range on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Elie de Caxton, and the said land forming about three arpents in superficies, more or less. The purchaser having no right to establish along the river Machiche any fence or separation whatsoever, liable to isolate the surplus of the land of the said river and the purchaser will not raise the level of the waters of the said river Machiche beyond the actual height of the wings of the said embankment or dam built on the river Machiche.

15. The rights and privileges constituted in favor of the said "Compagnie manufacturière de Saint-Elie de Caxton" by Charles H. Simpson, and described as follows: by an act bearing date the fifteenth of April, one thousand nine hundred and fourteen, before A. A. Gélinas, notary: "Mr. Charles Simpson granting to the company accepting, and constituting in favor of the company for a period of fifteen years from the date of the present act, the advantage and the exclusive privilege to cut hard wood upon the lots owned by him in the parish of Saint Elie de Caxton, in the first and second ranges of the township of Caxton, known and designated as being the lots Nos. twenty one (21), twenty two (22), twenty three (23), twenty four (24), twenty five (25), twenty six (26), twenty seven (27), twenty eight (28) twenty nine (29), thirty (30) of the second range on the official plan and book of reference of the said registry cadastre for the said

piastres le mille pieds pris sur souche et toisé à la "Doyle Rule".

Toutes sommes dues pour bois coupés seront payables à M. Charles H. Simpson, ou à son ordre, dans les trois mois après la coupe de tel bois.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Elie de Caxton, le ONZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,  
Bureau du shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 8 juillet 1914. 3147  
[Première publication, 11 juillet 1914.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit.—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir: { DAVID TAN-  
No 1343. CREDE TRU-  
DEL, Demandeur; contre DAME SOPHIE  
THIFFEAULT, veuve de feu Maxime Mongrain,  
Défendeur.

Comme appartenant aux héritiers de feu Dame Sophie Thiffeault, ci-devant veuve de Maxime Mongrain, savoir: Un emplacement situé en la paroisse de Saint Stanislas de la rivière des Envies, connu et désigné sous le numéro cinq cent trente sept (537) sur le plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint Stanislas, contenant un demi arpent de largeur sur un arpent de profondeur; borné en front par la rivière Batiscan, en profondeur et d'un côté par Wilbrod Bordeleau ou ses représentants, et de l'autre côté par Louis Dumont ou ses représentants—avec une maison dessus construite.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Stanislas, le TREIZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,  
Bureau du shérif. Shérif.  
Trois-Rivières, 8 juillet 1914. 3149-2  
[Première publication, 11 juillet 1914].

**Nominations**

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du dixième jour de juillet 1914, d'adjoindre à la commission de la paix pour le:

*District de Saint-François.*—M. Moïse S. Surprenant, cultivateur, du canton Orford, comté de Sherbrooke.

*District de Montréal.*—MM. François Souillard, marchand, David Vanier, cultivateur, Joseph Gauthier, cultivateur, de Laval des Rapides, comté de Laval, Jacques A. Davis, courtier d'immeubles, de Montréal. 3543

**Proclamation**

Canada,  
Province de Québec.  
[L. S.]  
F. LANGELIER.

GEORGE V, par la grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

parish of Saint Elie de Caxton, take cut and carry away the said hardwood, maple, yellow birch, at the rate of three dollars per thousand feet standing and measured according to Doyle's Rule.

All monies due for timber cut will be payable to Mr. Charles H. Simpson or order, within the three months following the cutting of such timber.

To be sold at the church door of the parish of Saint Elie de Caxton, on the ELEVENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,  
Sheriff's office, Sheriff.  
Three Rivers, 8th July, 1914. 3148  
[First published, 11th July, 1914.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court.—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit: { DAVID TANCREDE  
No. 1343. } TRUDEL, Plain-  
tiff; against DAME SOPHIE THIFFEAULT,  
widow of the late Maxime Mongrain, Defendant.

As belonging to the heirs of the late Dame Sophie Thiffeault, heretofore widow of Maxime Mongrain, to wit: An emplacement situate in the parish of Saint Stanislas de la rivière des Envies, known and designated under the number five hundred and thirty seven (537) on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Saint Stanislas, containing half an arpent in width by an arpent in depth; bounded in front by the river Batiscan, in depth and one side by Wilbrod Bordeleau or his representatives, and on the other side by Louis Dumont or his representatives—together with a house thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Stanislas, on the THIRTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,  
Sheriff's office. Sheriff.  
Three Rivers, 8th July, 1914. 3150  
[First published, 11th July, 1914].

**Appointments**

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR, has been pleased by order in council bearing date the tenth day of July, 1914, to associate to the commission of the peace for the:

*District of Saint Francis.*—Mr. Moïse J. Surprenant, farmer, of the township of Orford, county of Sherbrooke.

*District of Montreal.*—Messrs. François Souillard, merchant, David Vanier, farmer, Joseph Gauthier, farmer, of Laval des Rapides, county of Laval, Jacques A. Davis, real estate broker, of Montreal. 3544

**Proclamation**

Canada,  
Province of Québec.  
[L. S.]  
F. LANGELIER.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas King, Defender of the Faith, Emperor of India,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

PROCLAMATION.

CHS. LANCTÔT. **A**TTENDU que *Assistant-Procureur-Général.* sur présentation au conseil municipal du comté de Labelle, d'une requête des deux tiers des électeurs municipaux qui sont en même temps propriétaires, habitant un certain territoire y mentionné, situé dans la partie est de la municipalité du canton Campbell, dans le dit comté, dans Notre Province de Québec, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village, le dit conseil du dit comté de Labelle a nommé M. J. Robillard, surintendant spécial, et l'a chargé de visiter le dit territoire, de constater le nombre de maisons y bâties et habitées, et de faire rapport sur la dite requête;

ET ATTENDU que le dit surintendant spécial a fait au dit conseil un rapport mentionnant le nombre de maisons bâties et habitées sur le dit territoire, et la désignation des limites qui, dans son opinion, doivent être données au territoire ci-après plus particulièrement décrit, contenant au moins quarante maisons habitées dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie;

ET ATTENDU que le dit rapport du dit surintendant spécial a été homologué sans amendements par le conseil du susdit comté;

ET ATTENDU que le Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec a, par et avec l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province, approuvé le dit rapport;

A CES CAUSES, en vertu des dispositions du Code municipal de Notre dite Province, Nous déclarons que le dit territoire, savoir:

Tout le territoire borné comme suit, savoir:

La municipalité du village "Val Barrette", dans le comté de Labelle, est détachée de la municipalité de la partie est du canton Campbell, et ses limites sont décrites comme suit, savoir:

Partant du point d'intersection de la limite nord du canton Kiamika et de la ligne séparative entre les lots Nos 9 et 10 du rang J; de là, vers le nord-ouest, la dite ligne séparative, sur une longueur de dix-sept cent soixante et dix pieds anglais (1770) puis, suivant nord 45° est astronomique, une ligne en travers les lots Nos 9 et 8, jusqu'au lac Gauvin, de là, dans une direction générale nord-est, la rive sud-est du dit lac Gauvin, jusqu'à la ligne limitative entre les rangs G et H, et, vers le sud-est, cette ligne limitative, jusqu'à la ligne entre les lots 16 et 17 du rang G; de là vers le nord-est, sur cette dernière ligne, une longueur de dix-neuf cent pieds anglais (1900), puis, vers le sud-est, une ligne parallèle à la ligne de front du dit rang G, jusqu'à la ligne entre les lots 10 et 11 de ce rang; de là, vers le sud-ouest, cette ligne des lots Nos 10 et 11, dans les rangs G et H, jusqu'à la limite nord du canton Kiamika, puis, vers l'ouest, cette dite limite, jusqu'au point de départ, sera détaché de la municipalité de la partie est du canton Campbell et formera une municipalité séparée sous le nom de "La municipalité du village de Val-Barrette, à partir de ce jour.

Et par les présentes Nous faisons, constituons, érigeons et déclarons que le dit village de "Val-Barrette", une municipalité de village, conformément aux dispositions du code municipal de la Province de Québec.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

CHS. LANCTÔT. **W**HEREAS on *Assistant-Attorney-General.* presentation to the county council of Labelle, of a petition from two thirds of the municipal electors who are proprietors, dwelling in a certain territory therein mentioned, situate in the east part of the municipality of Township Campbell, in the said county, in Our Province of Quebec, praying for the erection of the said territory into a village municipality, the said county council of the said county of Labelle, has named Mr. J. Robillard, special superintendent charged to visit the aforesaid territory, to establish the number of houses thereon erected and inhabited, and to report on the said petition;

AND WHEREAS the said special superintendent has transmitted to the said council a report mentioning the number of houses erected and inhabited on the said territory, and the designation of the limits which in his opinion should be assigned to the said tract of land hereinafter more particularly described, containing at least forty inhabited houses in a space not exceeding sixty arpents in extent;

AND WHEREAS the said report of the said special superintendent has been duly homologated without amendements by the council of the county aforesaid;

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our Province of Quebec, has by and with the advice of the Executive council of Our said Province, approved this report;

NOW KNOW YE, that, under the authority of the Municipal Code of the Province of Quebec, we do hereby declare that the tract of land hereinabove described, to wit:

The territory bounded and described as follows, to wit:

The municipality of the village of Val-Barrette, in the county of Labelle, shall be detached from the municipality of the east part of the township of Campbell, and its limits to be described as follows:

Starting from the meeting point of the north limit of the township of Kiamika and the division line of the lots Nos. 9 and 10 of range J; thence, towards the north west, the said division line for a distance of one thousand seven hundred and seventy (1770) feet, english measure, thence north 45° east, astronomically, a line across the lots Nos. 9 and 8 to the Lake Gauvin, thence in a general north westerly direction, the south east shore of the said Lake Gauvin, to the division line between the ranges G and H, and towards the south east, the above division line, to the line between the lots 16 and 17 of range G, thence towards the north east, the last mentioned line, a distance of one thousand nine hundred (1900) feet, english measure, thence, towards the south east, a line parallel to the front line of the said range G, to the line between the lots 10 and 11 of the said range; thence, towards the south west, the said line between the lots Nos. 10 and 11, in ranges G and H, to the north limit of the township of Kiamika, thence towards the west the said limit, to the starting point, shall be detached from the municipality of the east part of the township of Campbell, and shall thenceforth form a separate municipality under the name of the "Municipality of the village of Val-Barrette.

And we do hereby make, constitute, erect and declare the said village of "Val-Barrette", a village municipality, pursuant to the provisions of the said Municipal code of the Province of Quebec.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÊMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce VINGT-HUITIÈME jour de JUILLET, en l'année mil neuf cent quatorze, de l'ère chrétienne et de Notre règne la quatrième année.

Par ordre, CHS. LANCTOT,  
3537 Asst.-Procureur-Général.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Knight Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint Georges, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY EIGHTH day of JULY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fourteen, and in the fourth year of Our Reign.

By command, CHS. LANCTOT,  
3538 Att.-Asst.-General.

### Avis du Gouvernement

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-quatre juillet 1914, constituant en corporation MM. J. Alfred Gagné et L. Albert Ouellette, agents d'immeubles; Albert Mullen, commissaire-marchand; J. Novat Mullen, commis de banque; et Ls. Joseph Pelletier, marchand de la cité de Montréal, dans les buts suivants;

Acquérir par achat, bail (emphytéotique ou ordinaire) ou par aucun autre titre légal, et posséder, détenir, louer, vendre, sous-louer des immeubles, terrains, bâtisses et propriétés et droits dans ou sur iceux, de toute sorte et de toute descriptions, ou autrement en disposer et les mettre à profit, et prendre des assurances contre toute perte par le feu ou autrement sur toutes bâtisses, usines ou objets possédés par la compagnie;

Développer, tracer, améliorer ses propres ou d'autres propriétés immobilières et en faire le commerce de toute autre manière, y compris les divisions d'icelles en lots à bâtir, rues, carrés, ruelles ou autrement et faire, construire, bâtir et maintenir sur telles propriétés des chemins, ponts et autres moyens de communication, égouts, canaux, aqueducs, maisons, usines, manufactures et autres constructions nécessaires ou convenables pour l'occupation, l'emploi ou l'amélioration de toutes telles propriétés;

Faire des contrats de prêt avec toutes personnes ou corporations jugées recommandables;

Déterminer le montant des contributions hebdomadaires, mensuelles ou en argent comptant et fixer la proportion d'icelles que la compagnie pourra retenir pour payer les frais d'administration et créer un fond de réserve;

Faire les stipulations nécessaires pour garantir le remboursement du prêt;

Déterminer le mode de remboursement, le montant de chaque versement, déduisant toutefois les sommes que le sociétaire aura versé avant l'échéance de son contrat;

Faire toutes stipulations légales pour faciliter, favoriser et protéger les affaires de la compagnie et régler l'emploi des emprunts remboursés;

### Government Notices

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of July, 1914, incorporating Messrs. J. Alfred Gagné, and L. Albert Ouellette, real estate agents; Albert Mullen, salesman; J. Novat Mullen, bank manager and Ls. Joseph Pelletier, merchant, of the city of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease (emphyteutic or ordinary) or by any other legal title, and to own, hold, lease, sell, sublet or otherwise dispose of or turn to account real estate, lands buildings, and hereditaments and the right therein and thereunder of every kind and description, and to effect insurance against loss by fire or otherwise on any buildings plants or things owned by the company;

To develop, lay out, improve, and in any other way deal with its own or other immoveable property, including the division of the same into building lots, streets, squares, lanes or otherwise, and upon such properties, to make, construct, build, and maintain roads, bridges, and other means of communications, sewers, drains, waterworks, houses, mills, factories, and all other constructions necessary or expedient for the occupation, use or improvement of any such property;

To make loan contracts with any persons or corporations judged commendable;

To determine the amount of the weekly, monthly or cash contributions and out of the contributions to fix the proportion that the company may hold for the payment of the costs of administration and the creation of a reserve fund;

To make all the necessary stipulations to secure the reimbursement of the loan;

To determine the mode of reimbursement, the amount of each payment deducting however the amount to which the associate shall have paid in before the expiration of his contract;

To make all legal stipulations to facilitate, favor and protect the business of the company and to regulate the use of repaid loans;

Prêter de l'argent aux clients et autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et faire des avances au moyen de prêts aux acquéreurs ou locataires d'immeubles de la compagnie pour des fins de constructions ou autres améliorations et prendre et détenir des hypothèques, obligations, baux et charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété, vendu par la compagnie, ou deniers dûs à la compagnie par les acquéreurs ou par toutes autres personnes ou avancés par icelle aux acquéreurs ou à d'autres personnes;

Placer les deniers de la compagnie non immédiatement requis en telle manière qui sera déterminé de temps en temps et en faire le commerce.

Payer pour toutes propriétés, droits et objets acquis par la compagnie et rémunérer toute personne, société, ou corporation pour services rendus à la compagnie, antérieurement ou subséquemment à son incorporation et à son organisation ou autrement en obligations, débetures ou autres valeurs ou biens de la compagnie, ou par l'émission d'actions du capital social comme actions acquittées et non sujettes à appel ou autrement;

Prendre, acheter ou acquérir par souscription originale ou autrement des actions, obligations ou autres valeurs ou biens de toute autre corporation faisant des affaires semblables à celles de cette compagnie, et les payer en obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie, en émettant des actions de son capital, comme actions acquittées et non sujettes à appel ou autrement, et tant quelle possédera ou jouira de toutes telles valeurs ainsi acquises, exercer tous les droits et pouvoirs de propriétaires d'icelles y compris le droit de vote;

Promouvoir ou aider à promouvoir toute compagnie dans le but de faire des affaires semblables à celles de cette compagnie ou pour d'autres fins propres à favoriser cette compagnie;

Acheter, posséder et maintenir une imprimerie, faire le commerce d'imprimeur y compris la publication de journaux et faire tout ce qui a rapport au dit commerce;

Organiser, acheter et maintenir un système de collection, et agir comme agents collecteurs;

Vendre ou autrement disposer en tout ou en partie d'aucun des biens de l'actif ou de l'entreprise de la compagnie, comme entreprise en opération ou autrement, pour telle considération que la compagnie jugera à propos et en particulier tout ou en partie en argent, actions acquittées, débetures, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Faire toutes autres choses propres ou utiles à l'acquisition des objets de la compagnie ou pour atteindre son but;

Faire aucune des susdites choses soit comme patrons, agents ou entrepreneurs, ou autrement et par ou au moyen de fidéi-commissaires agents ou autrement, et soit seul ou avec d'autres, sous le nom de "La Compagnie Immobilière Canadienne Limitée", avec un fonds social de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,

3539

Sous-secrétaire de la province.

To lend money to customers and others having dealings with the company, and to make advances by the way of loans to purchasers of leases of any part of the company's real estate for building purposes, or other improvements and to take and hold mortgages, hypothecs, leases, and charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company, or money due to the company from purchasers or any other persons or advanced by the company to purchasers or other persons;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To pay for any property, right and things acquired by the company and to remunerate any person, firm or corporation for services rendered to the company previous or subsequent to its incorporation and organisation or otherwise in bonds, debentures or other securities or assets of the company, or by issue of shares of the capital stock as fully paid up and non assessable or otherwise;

To take, purchase or acquire by original subscription or otherwise the shares, bonds or other securities or assets of any other corporation carrying on a similar business to that of the company, and to pay for same in bonds, debentures or other securities of the company, or by issuing shares of its capital stock as fully paid up and non assessable or otherwise, and while holding or enjoying any such securities thus acquired to exercise all the rights and powers of ownership thereof, including voting power;

To promote or assist in promoting any company for the purpose of carrying on a business similar to that of this company or for any other purposes calculated to benefit this company;

To purchase, hold and maintain a printing establishment, to carry on the business of printers including the publication of newspapers and to do anything incidental to the said business;

To organize, purchase and maintain a collection system and to act as collecting agents;

To sell or otherwise dispose in whole or in part, of any of the property, assets or undertakings of the company, as a going concern or otherwise for such consideration as the company may think fit, and in particular wholly or partly in cash, fully paid up shares, debentures, bonds, or other securities of any other companies having objects altogether or in part similar to those of this company;

To do all such other things as may be incidental or conducive to the attainment of the company's objects or for the carrying out of the company's purposes;

To do any of the above things as principals, agents or contractors, or otherwise, and by or through trustees or agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others; under the name of "La Compagnie Immobilière Canadienne Limitée", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of July, 1914.

C. J. SIMARD,

3540

Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-quatre juillet 1914, constituant en corporation MM. Antonio Galardo, hôtelier, de la ville de Maisonneuve, Dominique Reda et Errico Delicato, restaurateurs, Daniel Corsilli et Celestino de Martini, marchands, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux dispositions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage de chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasin de cigares, cigarettes et de tabacs, débits d'huîtres et service de lunch et aussi exercer le commerce de marchands de liqueurs, en gros et en détail, négociants et importateurs;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel et de restaurant maintenant exercé dans la ville de Maisonneuve, sous le nom de "A. Galardo, Limitée", avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations, meubles et autres biens en général et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir et posséder par bail ou autrement, tout autre hôtel, toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement et, emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou obtenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions, débetures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets sous le nom de "A. Galardo Limitée", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la ville de Maisonneuve.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,  
3493 Sous-secrétaire de la province.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of July, 1914, incorporating Messrs. Antonio Galardo, hotel-keeper, of the town of Maisonneuve, Dominique Reda and Errico Delicato, restaurant-keepers, Daniel Corsilli and Celestino de Martini, merchants, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the Quebec, License Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oysters and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail liquor merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel and restaurant business now being carried on, in the town of Maisonneuve, under the name of "A. Galardo, Limitée", with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, good-will and all its other moveable assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or otherwise, any other hotel, any immovable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immovable property, and to borrow money upon security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands acquired or obtained by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertaking;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business with this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of the company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem suitable for or advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, under the name of "A. Galardo, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the town of Maisonneuve.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of July, 1914.

C. J. SIMARD,  
3494 Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt et un juillet 1914, constituant en corporation MM. J. T. Roland Gazelle, agent financier, et Jos. Amédée Fournier, agents financiers, de Montréal, Edouard Rowan, rentier, Wm Newton Smiley, médecin, James Skelly, industriel, de Rawdon, et J. Adolphe Côté, médecin, de Saint-Alexis de Montcalm, dans les buts suivants :

Acquérir, vendre ou louer des meubles, immeubles, pouvoirs d'eau, ligne de transmission électriques, manufactures, patentes, licences, privilèges, contrats appartenant à des corporations ou des particuliers;

Fabriquer, produire, acheter, vendre ou distribuer l'électricité ou toute autre force motrice pour fins industrielles ou toutes fins quelconques et obtenir des permis du gouvernement, enfin avec le pouvoir d'eau construit, de développer l'énergie électrique et d'en faire commerce, et de distribuer l'énergie électrique, soit comme force motrice, soit pour l'éclairage ou le chauffage après avoir acquis des individus ou des corporations les permis exigés par la loi; et ce dans toute localité située dans un rayon de soixante milles de la paroisse de Rawdon;

Faire le commerce de tout article concernant l'électricité, dans les environs ci-après mentionnés;

Obtenir des privilèges de toute corporation ou particulier pour construire, exploiter, maintenir et entretenir des lignes pour la transmission de l'électricité dans un rayon de soixante milles de la paroisse de Rawdon;

Exercer toute autre industrie manufacturière ou non, qui peut être exercée conjointement avec l'industrie de la compagnie, ou qui est de nature à augmenter la propriété de la compagnie ou de la rendre profitable;

Posséder des moulins à fleur et graines, et faire le commerce de fleur et graines sous toutes ses formes;

Emprunter des deniers et faire des avances de deniers comptants ou les garantir par hypothèques, débetures titres, ou autre valeur concernant la propriété de la compagnie, acquérir toute autre industrie identique à celle que la présente compagnie est autorisée à exercer, ainsi que sa clientèle et son actif aux conditions, taux, prix, qui seront convenus, et de payer avec des actions acquittées et des obligations de la compagnie toute telle acquisition;

Payer tous les frais ayant rapport à l'octroi de la charte y compris les services de l'incorporation dans ou pour la formation de la compagnie y compris les services rendus et à rendre par les promoteurs, en argent ou par l'émission d'actions acquittées de cette compagnie;

Payer pour tous meubles ou immeubles, droits, biens, franchises ou privilèges acquis par la compagnie en argent ou en actions acquittées de cette compagnie;

Construire des usines ou l'on fabrique le ciment, exploiter les carrières afin d'extraire la pierre nécessaire pour la fabrication du dit ciment, et faire valoir généralement tous les produits provenant de la dite pierre;

Construire et exploiter des usines de tout effet en bois et de tout produit du dit bois;

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs, et faire toutes les opérations nécessaires propres aux fins pour lesquelles la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "The Montcalm Electric Light & Manufacturing Company Limited", avec un fonds social de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of July, 1914, incorporating Messrs. J. T. Roland Gazelle, financial agent, Jos. Amédée Fournier, financial agent, of Montreal, Edouard Rowan, rentier, Wm. Newton Smiley, physician, James Skelly, manufacturer, of Rawdon, and J. Adolphe Côté, physician, of Saint Alexis de Montcalm, for the following purposes:

To acquire, sell or lease moveables, immovables, water powers, electric transmission lines, manufactories, patents, licenses, privileges, contracts belonging to corporations or individuals;

To manufacture, generate, purchase, sell or distribute electricity or any other motive power for manufacturing or any other purposes whatever and to obtain permits from the government, also with the water power created to develop and deal in electric power, and to distribute the same either for motive power or for light and heat after having acquired from the individuals or corporations the permits exacted by law; the above powers to be exercised within a radius of sixty miles from the parish of Rawdon;

To deal with any article relating to electricity, within the neighboring territory hereafter mentioned;

To obtain from any corporation or individual the privilege to construct, exploit, keep up and maintain lines for the transmission of electricity within a radius of sixty miles from the parish of Rawdon;

To carry on any other business, manufacturing or otherwise, which may be jointly carried on with the business of the company, or capable of enhancing the value of or rendering profitable the property of the company;

To own flour and grain mills and deal in flour and grain under all forms;

To borrow monies and to make advances of money or secure the same by means of hypothecs, debentures, titles or other securities respecting the property of the company, to acquire any other business similar to that which the present company is authorized to carry on, with its goodwill and assets upon such conditions, rates and prices as may be agreed upon, and to pay for such acquisition with paid up shares and bonds of the company;

To pay all costs relating to the granting of the charter including services for the incorporation or in or about the formation of the company, including the services rendered or to be rendered by the promoters, in cash or by the issue of paid up shares of this company;

To pay for any moveables or immovables, rights, property, franchises or privileges acquired by the company in cash or in paid up shares of this company;

To construct works for the manufacturing of cement, exploit quarries so as to extract therefrom the stone necessary for the manufacturing of the said cement;

To construct and operate works for the manufacturing of any wooden articles or wood products

To do all the acts, exercise all the powers and to carry on any operations necessary or suitable for the purposes for which the company is incorporated, under the name of "The Montcalm Electric Light & Manufacturing Company, Limited", with a capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00) divided into one

mille neuf cent quatre-vingt-dix (1990) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Rawdon.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,  
3495 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-sept juillet 1914, constituant en corporation MM. Uldéric Bélair, peintre entrepreneur; Dame Malvina Gariépy, épouse contractuellement séparée de biens du dit Uldéric Bélair, et de ce dernier dûment autorisée; Eugène Bélair, peintre; Edgar Mandeville, artiste peintre, et Elie Mandeville, mesureur et comptable tous de Montréal, dans les buts suivants:

Faire des décorations pour assemblée publique, célébration et pour toutes autres fins quelconques, construire et exploiter des musées, théâtres, salles d'amusements, salle d'exposition d'objets d'art, et d'objets d'arts décoratifs, faire des constructions et créer des objets d'arts dessins, décorations et autres effets décoratifs, fabriquer, décorer toutes statues, statuette, fabriquer tous produits artistiques quelconques;

Acquérir tous biens meubles et immeubles, et en disposer, faire et consentir toutes hypothèques et obligations, billets et effets de commerce quelconques pour les fins de la dite entreprise et fabrication et exploitation, louer et utiliser tous immeubles pour les besoins de la dite entreprise; et faire exécuter sur ses propriétés ou sur celles louées tous travaux et constructions utiles et nécessaires; donner tous entreprises et contrats; Entrer en société ou faire tous autres arrangements pour fusionner la dite compagnie avec d'autres ayant un but semblable ou avec toute personne pour le partage des profits, union d'intérêts, co-opération, risque-conjoints, concession réciproque ou autrement, émettre des actions acquittées, obligations, débentures ou autre garantie en paiement de tout ou partie des achats faits et des dettes contractées par la compagnie; rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus à la compagnie; distribuer des dividendes aux membres de la compagnie et faire toutes transactions pour l'administration générale, comme vendeur ou acheteur de biens meubles et immeubles au profit de la compagnie; faire signer et consentir tous actes et documents nécessaires aux fins de la dite compagnie, sous le nom de la Compagnie Générale de Productions Artistiques, Limitée, avec un fond social de quarante-cinq mille piastres (\$45,000.00), divisé en quatre mille cinq cents (4,500) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,  
3521 Secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-un juillet 1914, constituant en corporation MM. Henri Napoléon Biron, marchand, Herménégilde Bourk entrepreneur, Narcisse Jutras, employé civil,

thousand nine hundred and ninety (1990) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Rawdon.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-first day of July, 1914.

C. J. SIMARD,  
3496 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of July, 1914, incorporating Messrs Uldéric Bélair, master painter; Dame Malvina Gariépy, wife contractually separated as to property of the said Uldéric Bélair, and by him duly authorized; Eugène Bélair, painter; Edgar Mandeville, artist and Elie Mandeville, scaler and accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To make decorations for public meetings, festivals and for any other purposes whatever, to construct, exploit museums, theatres, play houses, exhibition halls for art objects and decorative art objects, decorations and other decorative articles, to manufacture any artistic products whatever;

To acquire and dispose of any moveable and immoveable property, to make and execute any hypothecs and bonds, notes and commercial instruments whatever for the purposes of the said undertaking, fabrication and exploitation, to lease and utilize any immoveables for the requirements of the said undertaking; to cause to be executed upon its own property or upon any property leased by the company any useful and necessary works and constructions; to let any undertakings and contracts; To enter into partnership or into any agreements for the amalgamation of the said company with other companies having similar objects or to enter into any agreements with any other person for the sharing of profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, to issue paid up shares, bonds, debentures or other securities in full or part payment of any purchases made and any liabilities contracted by the company; to remunerate any person or company for services rendered or to be rendered to the company; to distribute dividends to the members of the company and to make any transactions for the general management, as seller or purchaser of any moveable and immoveable property for the benefit of the company; to make, sign and execute all acts and documents necessary for the purposes of the said company, under the name of "Compagnie Générale de Productions Artistiques, Limitée", with a capital stock of forty five thousand dollars (\$45,000.00), divided into four thousand five hundred (4,500) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of July, 1914.

C. J. SIMARD,  
3522 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of July, 1914, incorporating Henri Napoléon Biron; merchant, Herménégilde Bourk, contractor, Narcisse Jutras, civil employee, Joseph Henri

Joseph Henri Octave Hébert, agent financier, de Nicolet, et Louis Biron, marchand, de Drummondville, dans les buts suivants:

D'exercer l'industrie d'entrepreneurs de travaux de construction de maisons et d'édifices publics, de chemins, de ponts, de quais, éleveurs, de bassins de radoub, cales-sèches, de voies ferrées et de chaussées;

D'acquérir à quelque titre que ce soit, les matériaux de toute sorte, les machines et l'outillage, les établissements et les ateliers propres au développement et au plus large exercice de l'industrie de la compagnie;

De procurer à ses clients, les services professionnels d'architectes, d'arpenteurs, d'ingénieurs civils, d'ingénieurs des mines, ingénieurs hydrographes, ou ingénieurs mécaniciens, pourvu que ces services soient requis ou rendus sans dérogation aux privilèges et aux dispositions des lois régissant ces professionnels;

De payer pour tous services rendus à la compagnie ou par elle requis, ou pour toute acquisition de la compagnie, en actions libérées de la compagnie ou en deniers comptants, ou partie en actions libérées et partie en deniers comptants;

D'emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie;

D'émettre des bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugées convenables pourvu que chaque tel bon, telle obligation ou autre valeur ne soit pas pour une somme moindre que celle de cent piastres;

D'hypothéquer ou donner en garantie les immeubles de la compagnie ou donner en garantie les biens meubles de la compagnie, ou donner ces deux espèces de garantie pour assurer la paiement de tels bons, obligations ou autres valeurs, et de tous emprunts de deniers faits pour les fins de la compagnie;

De donner par l'entremise de leurs officiers dûment autorisés, à un ou à plusieurs fidé-commissaires, pour assurer le paiement des bons ou obligations, une hypothèque sur les immeubles de la compagnie, en mentionnant l'émission et le montant des bons ou obligations ainsi garantie, sous le nom de "La Compagnie de Construction de Nicolet, Limitée", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Nicolet.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,

3497

Sous-secrétaire de la province

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-huit juillet 1914, constituant en corporation MM. Jean Edouard Charles Bumbray, avocat; Tristram Coffin, gérant; Uldéric Gauthier, hôtelier; Frédéric W. Benn, agent; Norman R. Ashley, commis; Jean Baptiste D. Legaré, agent; Robert G. Hobson, commerçant de Montréal; M. Lemieux, chef; Willie Crépin, agent, et Fortunat Laberge, notaire, de Châteauguay, dans les buts suivants:

Dans le but de récréation et d'instruction pour l'esprit et le délassement pour le corps; le club a pour objet d'encourager tous les sports en plein air, et tous les amusements, exercices hygiéniques, réunion sociale, d'établir, maintenir et diriger en club pour l'encouragement et l'exercice des jeux de balle, de crosse, de hockey, de golf, de lawn-

Octave Hébert, financial agent, of Nicolet, and Louis Biron, merchant, of Drummondville, for the following purposes:

To carry on the business of contractors for the construction of houses and public buildings, roads, bridges, wharves, elevators, graving docks, dry docks, railways and embankments;

To acquire under any title whatever, the materials of every kind, machinery and equipment, plants and shops suitable for the development and due carrying on of the business of the company;

To procure for its customers the professional services of architects, surveyors, civil engineers, mining engineers, hydrographic engineers, or mechanical engineers, provided such services be required or rendered with due regard to the privileges and provisions of the laws governing such professions;

To pay for all services rendered to or required by the company, or for any acquisition made by the company, in paid up shares of the company or in cash, or partly in paid up shares and partly in cash;

To borrow money upon the credit of the company;

To issue bonds, obligations or other securities of the company and to give as security or sell the same for such price and amount as may be deemed convenient, provided that such bond, obligation or other security be not for an amount less than one hundred dollars;

To hypothecate or pledge the immovables of the company or pledge the moveables of the company, or to give both the above kinds of securities to guarantee the payment of such bonds, obligations or other securities, and of any loans of money made for the company's purposes;

To give through their officers duly authorized, to one or more trustees, a hypothec upon the immovables of the company to guarantee the payment of the bonds or obligations, mentioning therein the issue and amount of the bonds or obligation thus guaranteed, under the name of "La Compagnie de Construction de Nicolet, Limitée" with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Nicolet.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-first day of July, 1914.

C. J. SIMARD,

3498

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Québec, bearing date the eighteenth day of July, 1914, incorporating Messrs. Jean Edouard Charles Bumbray, advocate; Tristram Coffin, manager; Ulderic Gauthier, hotelkeeper; Frederic W. Benn, agent; Norman R. Ashley, clerk; Jean-Baptiste D. Legaré, agent; Robert G. Hobson, trader, of Montreal; M. Lemieux, chef; Willie Crépin, agent, and Fortunat Laberge, notary, of Châteauguay, for the following purposes:

The recreation and education of the mind and relaxation for the body; the club has for object the encouragement and development of all open air sport and any amusements, healthful exercises and social meetings, the establishment, maintenance and management of a club for the promotion and the carrying on of ball games,

tennis, de quilles, de pool, de billards, d'établir, maintenir et diriger des écoles de natation, d'équitation, d'automobilisme, des classes de chant, de musique, de littérature ou autres arts sociaux et pour ces fins posséder, acheter, fournir, ériger maintenir et diriger des maisons de club, terrain et champs de jeux, abris pour bateaux, pour automobiles, chevaux, voitures, à l'usage et à la disposition des membres du club et de leurs hôtes;

Enfin de recevoir, acquérir, échanger, posséder, louer et avoir en jouissance toutes les propriétés mobilières et immobilières nécessaires ou désirables pour atteindre ces fins, et d'engager, hypothéquer, louer, vendre et aliéner les dites propriétés, d'en disposer autrement et d'en acquérir d'autres à leur place s'il le désire, sous le nom de 'Châteauguay Boating Club Limited', avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Châteauguay, district de Beauharnois.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,

3519 Sous-secrétaire de la province.

SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles 1908, le Rév. D. Adrien Dalloz, curé, de la paroisse de L'Annonciation, comté de Labelle, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société Coopérative Agricole de L'Annonciation", avec sa principale place d'affaires dans la paroisse de L'Annonciation, dans le comté de Labelle.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ces branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le trentième jour du mois de juillet 1914.

JOS. ED. CARON,

3547 Ministre de l'agriculture.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour de juillet 1914, constituant en corporation MM. William Henry Moorhouse, Mack Samuel Euzel, agents; Francis Joseph Laverty, conseil en loi du Roi; Charles Albert Hale, avocat, et Claude H. Grundy, comptable, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Etablir, entretenir et conduire un club pour l'accommodation des membres et de leurs amis et procurer une maison de club et autres commodités et en général accorder aux membres et à leurs amis tous les privilèges ordinaires, avantages, commodités et accommodations d'un club;

Promouvoir et donner des représentations théâtrales, musicales et autres aussi bien que des courses, concours et exhibitions de toutes sortes, soit sur la propriété du club ou sur d'autres terrains

lacrosse, hockey, golf, lawn-tennis bowling, pool and billiards, the establishment, maintenance and management of swimming, riding and automobile schools, singing, music, literary and other social art classes, and for the above purposes to hold, furnish, erect, maintain and manage club houses, ball parks and play grounds, shelters for boats, automobile garages, shelters for horses and vehicles for the use and at the disposal of the club members, and their guests;

Finally to receive, acquire, exchange, hold, lease and have the enjoyment of any moveable and immoveable property necessary or suitable for the attainment of such purposes, and to pledge, hypothecate, lease, sell, alienate and otherwise dispose of the said property, and to acquire other property in lieu thereof if the club so desire, under the name of Châteauguay Boating Club, with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Châteauguay, District of Beauharnois.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of July, 1915.

C. J. SIMARD,

3520 Deputy Provincial Secretary.

COOPERATIVE AGRICULTURAL ASSOCIATION.

Public notice is hereby given that in virtue of the act respecting cooperative agricultural association, 1908, the Revd D. Adrien Dalloz, curé of the parish of L'Annonciation, county of Labelle, and others, have constituted a cooperative agricultural association, under the name of "Société Coopérative Agricole de L'Annonciation", in the county of Labelle.

The objects for which the association is formed are: the improvements and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The Minister of Agriculture of the Province of Quebec authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, this thirtieth day of the month of July, 1914.

JOS.-ED. CARON,

3548 Minister of Agriculture.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth of July, 1914, incorporating MM. William Henry Moorhouse, Mack Samuel Euzel, agents, Francis Joseph Laverty, King's Counsel, Charles Albert Hale, advocate and Claude H. Grundy, accountant, of the city of Montreal, for the following purposes;

To establish, maintain and conduct a club for the accomodation of members and their friends and to provide a club house and other conveniences, and generally to afford to members and their friends all the usual privileges, advantages, conveniences and accomodation of a club.

To promote and hold theatrical, athletic, musical and other entertainments, as well as races, competitions and exhibitions of all sorts, whether on the club premises or on others leased

loués ou occupés pour ces fins; limiter et restreindre l'assistance à telles représentations et charger un honoraire spécial aux membres et autres personnes y assistant, et donner et contribuer à des prix, coupes, enjeux, et autres récompenses se rapportant aux dites représentations, courses, concours et exhibitions;

Vendre, louer ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle, pour telle considération que la compagnie jugera à propos, ou se fusionner avec toute personne, société commerciale ou corporation ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie à tels terms et à telles conditions qui seront jugées à propos;

Exercer aucun autre commerce semblable qui peut être utile ou allié au commerce de la compagnie ou qui semblera à la compagnie susceptible d'être exercé en rapport avec son commerce;

Organiser et exploiter un ou plusieurs clubs pour aucune des fins ci-dessus mentionnées et fixer la constitution et les règlements de tels clubs et contrôler les conditions d'admission comme membres, l'expulsion et autre détails relevant de l'administration de tels clubs;

Payer avec les fonds de la compagnie tous les frais et dépenses encourus pour l'incorporation et l'organisation de la compagnie;

Les objets, pouvoirs et fins ci-dessus de la compagnie seront considérés comme étant distincts et ne dépendant pas l'un de l'autre, et la compagnie peut poursuivre ou exercer aucun ou plusieurs de tels objets, pouvoirs et fins, sans égard aux autres, et aucune clause ne sera limitée à sa généralité par déduction du nom de la compagnie ou autrement interprétée par rapport à aucune autre clause de tels pouvoirs, objets et fins, sous le nom de "Olympic Club Limited", avec un capital-actions de cinq mille dollars (\$5,000.00) divisé en cinquante (50) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,

3523 Sous-secrétaire de la province.

or occupied for the purpose; to limit and restrict the attendance at such entertainments and to charge a special licence fee to members and others attending the same, and to give and contribute towards prizes, cups, stakes, and other rewards in connection with said entertainments, races, competitions and exhibitions;

To sell, lease or otherwise dispose of the undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, or to amalgamate with any individual, firm or corporation having objects altogether or in part similar to those of this company, on such terms and upon such conditions as may be deemed advisable;

To carry on any other similar business which may be useful or cognate to the business of the company, or which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business;

To organize and operate one or more clubs for any of the purposes above mentioned and to determine the constitution and by-laws of such clubs and control the conditions of membership, expulsion and other details pertaining to the management thereof;

To pay out of the funds of the company all costs and expenses incurred for the incorporation and organization of the company;

The above objects, powers and purposes of the company shall be admitted to be several and not dependant on each other, and the company may pursue or carry on any one or more of such objects powers and purposes, without regard to the others of them and no clause shall be limited in its generality by reference to the name of the company, or otherwise construed, having regard to any other clause of such powers, objects and purposes, under the name of "Olympic Club Limited", with a capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00) divided into fifty (50) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of July, 1914.

C. J. SIMARD,

3524 Deputy Provincial Secretary

## Avis Divers

### AVIS.

Avis est par le présent donné que la compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de L'Acadie, a satisfait aux dispositions de l'article 6889, R. S. P. Q. 1909, et que 68 personnes dûment qualifiées ont signées leurs noms sur le livre de souscriptions et se sont engagées à prendre un montant d'assurance total de \$127,367.00.

Donné conformément à l'article 6889 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, à L'Acadie, ce 25ième jour de juillet 1914.

EPHREM DESRANLEAU,  
Président.

3535 J. B. BRANTH,  
Secrétaire.

*Cour Supérieure.*

Province de Québec,  
District d'Arthabaska.

No 252.

Dame Salomé Richard, de la paroisse de Saint-Samuel de Horton, épouse commune en biens de Lucien Levasseur, cultivateur, de la dite

## Miscellaneous Notices

### NOTICE.

Notice is hereby given that La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de L'Acadie, has complied with the provisions of article 6889 R. S. P. Q., 1909, and that 68 duly qualified persons have signed their names in the subscription book and bound themselves to effect insurance to the amount of \$127,367.00.

Given pursuant to article 6889 of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909, at L'Acadie, this 25th day of July, 1914.

EPHREM DESRANLEAU,  
President.

3536 J. B. BRANTH,  
Secretary.

*Superior Court.*

Province of Quebec,  
District of Arthabaska.

No. 252.

Dame Salomé Richard, of the parish of Saint-Samuel of Horton, wife common as to property of Lucien Levasseur, farmer, of said parish of

paroisse de Saint-Samuel de Horton et duement autorisée à ester en justice en la présente cause par le protonotaire de ce district en l'absence du juge,  
Demanderesse;

Saint Samuel of Horton, duly authorized  
à ester en justice,  
Plaintiff;

vs

Le dit Lucien Levasseur, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée ce jour par la demanderesse contre le défendeur.

The said Lucien Levasseur, Defendant.  
An action in separation as to property has been instituted this day by the Plaintiff against the defendant.

PERRAULT & PERRAULT,  
Procureurs de la demanderesse.  
Arthabaska, 27 juillet 1914. 3545

PERRAULT & PERRAULT,  
Attorneys for Plaintiff.  
Arthabaska, this 27th day of July, 1914. 3546

## Avis de Faillites

## Cour Supérieure.

Province de Québec,  
District de Saint-François.  
No 189.

In re Joseph Bureau, Compton Station,  
Insolvent.

Avis est donné que le 29ème jour de juillet 1914, par ordre de la Cour, nous avons été nommés curateurs à la succession du sus-nommé qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations attestées sous serment doivent être produites à notre bureau dans les trente jours de cet avis.

TELESPHORE BELANGER,  
GEDEON E. BEGIN,  
Curateurs.

Bureau de Bélanger & Bégin,  
155, rue Wellington Sherbrooke. 3509

## Cour Supérieure.

Dans l'affaire de A. Lespérance, Montréal,  
Failli.

Avis est par le présent donné que le 24ième jour de juillet 1914, le dit failli a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de cette cour.

EUGENE PREVOST,  
Sub. gardien provisoire.  
Montréal, 28 juillet 1914. 3511

## Cour Supérieure.

Province de Québec,  
District de Montréal.  
No 212.

In re Ovila C. Lafleur, des cité et district de  
Montréal.

Avis est par le présent donné que le susdit failli a, ce jour, fait une cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

J. W. MICHAUD,  
Député gardien provisoire.  
Bureau de Michaud & Desrosiers,  
Comptables liquidateurs,  
55 rue Saint-François-Xavier,  
Montréal.  
Montréal, 27 juillet 1914. 3533

## Cour Supérieure.

Province de Québec,  
District de Montréal.

In re John Shaw & Son, entrepreneurs, Montréal,  
Insolubles.

Avis est par le présent donné que le dixième jour de juillet 1914, par ordre de la cour, nous

## Bankrupt Notices

## Superior Court.

Province of Quebec,  
District of Saint Francis.  
No. 189.

In re Joseph Bureau, Compton Station,  
Insolvent.

Notice is hereby given that on the 29th day of July, 1914, by order of the Court, we were appointed curators to the estate of the above insolvent who has made a judicial assignment of all his assets for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed at our office within thirty days from this notice.

TELESPHORE BELANGER,  
GEDEON E. BEGIN,  
Curators.

Office of Bélanger & Bégin,  
155, Wellington street, Sherbrooke, 3510

## Superior Court.

In the matter of A. Lespérance, Montreal,  
Insolvent.

Notice is hereby given that on the 24th day of July, 1914, the said insolvent has made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors, at the office of the protonotaire of this court.

EUGENE PREVOST,  
Sub. Provisional Guardian.  
Montreal, 28th July, 1914. 3512

## Superior Court.

Province of Quebec,  
District of Montreal.  
No. 212.

In re Ovila C. Lafleur, of the city and district  
of Montreal.

Notice is hereby given that the above named insolvent has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

J. W. MICHAUD,  
Deputy provisional guardian.  
Office of Michaud & Desrosiers,  
Accountants & liquidators,  
55, Saint François-Xavier street,  
Montreal.  
Montreal, 27th July, 1914. 3534

## Superior Court.

Province of Quebec,  
District of Montreal.

In re John Shaw & Son, contractors, Montreal,  
Insolvents.

Notice is hereby given that on the 10th day of July, 1914, by order of the court, we were ap-

avons été nommés curateurs aux biens des insolubles ci-dessus nommés.

Les réclamations doivent être produites à notre bureau dans un mois de cette date.

E. ALEX. WRIGHT,  
GORDON B. KINGAN,  
Curateurs.

Bureau de Wright & Kingan,  
711-13, Edifice "Transportation".  
Montréal, 13 juillet 1914. 3503

Dans l'affaire de la succession Amesse,  
Insolubles.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection jusqu'à samedi, le 15 août 1914, après laquelle date les dividendes seront payables au bureau du sousigné.

GEO. A. SAVAGE,  
Curateur.

Bureau de Geo. A. Savage & Sons,  
232, rue Saint-Jacques.  
Montréal, 27 juillet 1914. 3505

*Cour Supérieure.*

Canada,  
Province de Québec,  
District de Québec,  
No 1823.

Re La Cie de Navigation Nationale Ltée,  
En Liquidation.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, qu'il sera sujet à objection jusqu'au 18 août 1914, alors qu'il sera payable à nos bureaux.

LARUE & TRUDEL,  
Liquidateurs.

Bureaux: "Edifice Dominion",  
126, rue Saint-Pierre, Québec.  
Québec, 1er août 1914. 3541

### En liquidation

#### SOUS LES DISPOSITIONS DE LA LOI DES LIQUIDATIONS ET SES AMENDEMENTS

*Cour Supérieure.*

Canada,  
Province de Québec,  
District de Rimouski.  
No 4894.

In re La Compagnie d'Assurance contre l'incendie de Rimouski, En liquidation;

et

Théodore Meunier, Liquidateur.

Aux termes de deux ordonnances rendues en cette affaire l'une en date du 13 juillet et l'autre en date du 24 juillet 1914, avis est par le présent donné que le liquidateur vendra à l'enchère publique au plus offrant et dernier enchérisseur, l'immeuble de la compagnie d'assurance contre l'incendie de Rimouski, en liquidation, ainsi que les meubles à demeure fixe qui se trouvent sur le dit immeuble décrit comme suit, savoir:

La partie ouest du lot numéro cent quatre-vingt-treize (193), des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Saint-Germain de Rimouski, étant un terrain situé en la dite ville à l'encoignure des rues des Avocats et Saint-Jean, contenant 76 pieds sur la rue des Avocats, sur 90 pieds sur la rue Saint-Jean, borné au nord et à l'est à J. A. Talbo, au sud à la rue Saint-Jean et à l'ouest

pointed curators to the estate of the above named insolvent.

Claims must be filed at our office within one month from this date.

E. ALEX. WRIGHT,  
GORDON B. KINGAN,  
Curators.

Office of Wright & Kingan,  
711-13, Transportation Bldg.  
Montreal, 13th July, 1914. 3504

In the matter of Estate Amesse, Insolvents.  
Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until Saturday, the 15th of August, 1914, after which date dividends will be payable at the office of the undersigned.

GEO. A. SAVAGE,  
Curator.

Office of Geo. A. Savage & Sons,  
232, Saint James, street.  
Montreal, 27th July, 1914. 3506

*Superior Court.*

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Quebec,  
No. 1823.

Re The National Navigation Co., Ltd.,  
In Liquidation.

Notice is hereby given that a first and final dividend has been prepared in this matter and that it will remain open to objection till August 18th, 1914, when it will be payable at our offices.

LARUE & TRUDEL,  
Liquidators.

Offices: "Dominion Building",  
126, Saint Peter street, Quebec.  
Quebec, 1st August, 1914. 3542

### In Liquidation

#### UNDER THE PROVISIONS OF THE WINDING-UP ACT AND AMENDMENTS THERETO.

*Superior Court.*

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Rimouski.  
No. 4894.

In re The Rimouski Fire Insurance Company,  
In Liquidation;

and

Théodore Meunier, Liquidator.

Pursuant to two orders rendered in the above matter, one bearing date the 13th July and the other bearing date the 24th July, 1914, notice is hereby given that the liquidator will sell at public auction, to the highest and last bidder, the immoveable of the Rimouski Fire Insurance Company, in liquidation, with the fixtures attached to the said immoveable described as follows:

The west part of the lot number one hundred and ninety three (193), of the official plan and book of reference of the town of Saint Germain de Rimouski, being a lot of land situate in the said town, at the corner of des Avocats and Saint Jean streets, containing 76 feet on des Avocats street by 90 feet on Saint Jean street, bounded on the north and east by J. A. Talbot, on the

à la rue des Avocats—avec l'édifice dessus construit circonstances et dépendances, tel que le tout se trouve actuellement, et sans garantie de mesure précise.

La dite vente aura lieu le VINGT-DEUXIÈME jour d'AOUT prochain, 1914, à ONZE heures de l'avant-midi, au bureau de la compagnie d'assurance contre l'incendie de Rimouski, en liquidation, en la ville de Saint-Germain de Rimouski, sujette aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges dont un double est déposé au bureau du liquidateur, No 2, Place d'Armes, à Montréal, district de Montréal, et un autre double au bureau de la compagnie d'assurance contre l'incendie de Rimouski, en liquidation, en la ville de Saint-Germain de Rimouski.

Pour tous renseignements, s'adresser au bureau de la compagnie d'assurance contre l'incendie de Rimouski, en liquidation, en la ville de Saint-Germain de Rimouski, ou au bureau du liquidateur au No 2, Place d'Armes, à Montréal.

THEODORE MEUNIER,  
Liquidateur.

Saint-Germain de Rimouski, 28 juillet 1914.

3531

### Requête

#### Cour Supérieure.

Province de Québec,  
District d'Ottawa.

No 3632.

Dame Constance Charette, Demanderesse; vs  
Jean Cyr, Défendeur.

A l'honorable cour supérieure siégeant pour le district d'Ottawa.

La requête de Dame Constance Charette, de la cité de Hull, dans le district d'Ottawa, expose respectueusement:

1. Qu'à la date du 27 octobre 1913, votre requérante, dûment autorisée à ester en justice, a intenté une action en séparation de biens contre le défendeur son époux;

2. Que le 15 décembre 1913, jugement a été rendu par cette honorable cour, déclarant votre requérante séparée de biens d'avec le défendeur;

3. Que le 29 décembre 1913, par acte authentique passé par devant M<sup>re</sup> Louis Bertrand, notaire public, résidant et pratiquant en la cité de Hull, sous le numéro 5746 de ses minutes, et dont copie est produite au soutien des présentes comme exhibit numéro 1 de votre requérante, le dit Jean Cyr, le défendeur en cette cause, a abandonné à votre requérante en paiement de ses reprises et de sa part dans la communauté qui a existé entre elle et son dit époux:

a Tout ce lot ou morceau de terre connu d'après le plan officiel et le livre de renvoi de la dite cité de Hull, comme la moitié sud du lot numéro cent quatre-vingt-onze (1/2 S. 191), du quartier cinq de la dite cité de Hull, contenant trente-trois pieds de front par quatre-vingt pieds de profondeur, le tout plus ou moins, avec bâtisses dessus construite et tous les meubles et effets mobiliers qui s'y trouvent;

b La somme de quatre-vingt-sept piastres et quarante-sept centins payée comptant, dont quittance.

4. Que votre requérante s'est en outre engagée par le dit acte à payer une partie des dettes de la dite communauté, lesquelles dettes sont mentionnées au dit acte;

south by Saint Jean street and on the west by des Avocats street—with the building erected thereon, circumstances and dependencies, the whole in its actual state, and without warranty as to exact measurements.

The said sale shall take place on the TWENTY SECOND day of AUGUST next, 1914, at ELEVEN o'clock in the forenoon, at the office of the Rimouski Fire Insurance Company, in liquidation, in the town of Saint Germain de Rimouski, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges a duplicate whereof is deposited at the office of the liquidator, No 2, Place d'Armes, at Montréal, and the other duplicate at the office of the Rimouski Fire Insurance Company, in liquidation, in the town of Saint Germain de Rimouski.

For further particulars apply at the office of the Rimouski Fire Insurance Company, in liquidation, in the town of Saint Germain de Rimouski or at the office of the liquidator, No. 2, Place d'Armes, at Montreal.

THEODORE MEUNIER,  
Liquidator.

Saint Germain de Rimouski, 28th July, 1914.

3532

### Petition

#### Superior Court.

Province of Quebec,  
District of Ottawa.

No. 3632.

Dame Constance Charette, Plaintiff; vs Jean  
Cyr, Defendant.

To the honorable Superior Court, sitting for the district of Ottawa.

The petition of Dame Constance Charette, of the city of Hull, in the district of Ottawa, respectfully sheweth:

1. That on the 27th October, 1913, your petitioner, duly authorized to *ester en justice*, instituted an action for separation as to property against her husband, the defendant herein;

2. That on the 15th December, 1913, judgment was rendered by this honourable Court, declaring your petitioner separated as to property from the defendant;

3. That on the 29th December, 1913, by authentic deed executed before Louis Bertrand, Esq., notary public, residing and practising in the city of Hull, under the number 5746 of his minutes, a copy whereof is filed with the present petition as exhibit No. 1 of your petitioner, the said Jean Cyr, the defendant in this cause, has abandoned to your petitioner in payment of her claims and share in the community which existed between her and her said husband:

a The whole of the lot or parcel of land known according to the official plan and book of reference of the said city of Hull, as the south half of the lot number one hundred and ninety one (1/2 191), of the fifth ward of the said city of Hull, containing thirty feet in front by eighty feet in depth, the whole more or less, with the buildings erected thereon and all the furnishings and moveable effects therein;

b The sum of eighty seven dollars and forty seven cents, paid cash whereof receipt.

4. That your petitioner has moreover, in the said deed, assumed the payment of a part of the debts of the said community, which debts are mentioned in the said deed.

Pourquoi votre requérante conclut à ce que par le jugement de cette cour il soit déclaré et adjugé que l'acte ci-dessus mentionné en date du 29 décembre 1913, par lequel les dits meubles et immeubles lui ont été abandonnés par le défendeur, son mari, en paiement de sa part dans la dite communauté, est ratifié et confirmé à toutes fins que de droit.

Et feréz justice,

(Signé), ACHIM, LANGLOIS &  
DEGRANDPRE,  
Procureurs de la requérante.

Hull, 24 juillet 1914.

Avis est par les présentes donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la cour supérieure du district d'Ottawa, une copie authentique de l'acte mentionné dans la requête ci-dessus, et que la requête ci-dessus demandant la ratification du dit acte sera présentée à la cour supérieure siégeant pour le district d'Ottawa, au palais de justice, dans la cité de Hull, le quinzième jour de septembre prochain (1914), à dix heures de l'avant-midi, ou aussitôt que conseil pourra être entendu.

(Signé) ACHIM, LANGLOIS &  
DEGRANDPRE,  
Procureurs de la requérante.

Hull, 24 juillet 1914. 3471

Wherefore, your petitioner humbly prays that, by judgment of this court, it be declared and adjudged in the above mentioned deed bearing date the 29th December, 1913, whereby the said moveables and immoveables have been abandoned to her by the defendant her husband, in payment of her share in the said community, be ratified and confirmed for all legal purposes.

And your petitioner will ever pray.

(Signed), ACHIM, LANGLOIS &  
DEGRANDPRE,  
Attorneys for Petitioner.

Hull, 24th July, 1914.

Notice is hereby given that a true copy of the deed mentioned in the above petition has been deposited in the prothonotary's office of the superior court of the district of Ottawa, and that the above petition praying for the ratification of the said deed shall be presented before the superior court sitting for the district of Ottawa, at the court house, in the city of Hull, on the fifteenth day of September next, (1914), at ten o'clock in the forenoon, or as soon as Counsel can be heard.

(Signed), ACHIM, LANGLOIS &  
DEGRANDPRE,  
Attorneys for the petitioner.

Hull, 24th July, 1914. 3472

#### AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE.

**C**eux qui envoient des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règles ci-dessous:

1. Adresser "Gazette Officielle", Québec.
2. Indiquer le nombre voulu d'insertions.

**3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNES PLUS BAS; SANS CELA L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIEE.**

Les prix sont:

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

*Gazette Officielle*, par exemp., 21c.

Slips ou épreuves, 65c par douzaine.

**AUCUNE ANNONCE N'EST INSEREE POUR MOINS D'UNE PIASTRE.**

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils devront faire une remise en conséquence.

E. E. CINQ-MARS,  
Imprimeur du Roi.

Hôtel du gouvernement.  
Québec, 4 avril 1914.

3491

#### TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE.

**P**ARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules:

1. Address "The Official Gazette", Quebec.
2. Indicate the number of insertions required.

**3. INVARIABLELY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.**

The rates are:

First insertion, 10 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.

*Official Gazette*, 21 cents per single number.

Slips, 65 cents per dozen.

**NO ADVERTISEMENT IS INSERTED FOR A LESS CHARGE THAN ONE DOLLAR.**

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursdays will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5 per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

E. E. CINQ-MARS,  
King's Printer.

Government House.

Québec, 4th April, 1914.

3492

## Index de la Gazette Officielle de Québec, No 31.

### ACTIONS EN SEPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Dne Campeau vs Séguin.....	1880
“ Chartier vs Geoffrion.....	1883
“ Daoust vs Deslauriers.....	1883
“ Desautels vs Brown.....	1882
“ Favreau vs Ringuette.....	1882
“ Fisette vs Lemay.....	1880
“ Gorrel vs Chassagne.....	1881
“ Goyer vs Rabeau.....	1883
“ Harvey vs Ferland.....	1882
“ Lapeyrère vs Bégis.....	1881

AGRICULTURE:—Société Coopérative Agricole de L'Annonciation, 1918.

ANNONCEURS, avis aux: 1923.

ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ:—La Cie d'Assurance contre le Feu de la paroisse de l'Acadie, 1919; La Cie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme du comté de Châteauguay, 1863; La Nuova Italia Mutual Benefit Society, 1866; L'Union des Tailleurs de Cuir de Québec, 1869; L'Union Secourable des Cordonniers de Québec, 1871; The Canadian Order of Rochabites, 1863.

AVIS:—Cie Parc Saint-Michel, Ltée, 1879; Griffin Hill Cemetery Coy, 1880.

EXAMEN:—Bureau des Examineurs des Mesureurs de Bois, P. Q., 1879.

### FAILLIS:—INSOLVENTS:

Amesse (succession—estate).....	1921
Ascher Bros.....	1885
Brousseau.....	1884
Bureau.....	1920
Clément.....	1885
Couroux (Dlle).....	1884
Freidleid (Dme).....	1884
Jaco & Cie—& Co.....	1885

### LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:

A. Galardo, Ltée.....	1314
Bouchers Liniment Coy, Ltd.....	2873
Cahill McIntosh, Ltd.....	1863
Châteauguay Boating Club.....	1917
Cie Générale de productions artistiques Ltée.....	1916
La Cie de Construction de Nicolet, Limitée.....	1916
La Cie des Sites Manufacturiers de Dorval, Ltée.....	1867
La Cie du Café du Palais.....	1874
La Cie Immobilière Canadienne Ltée.....	1912

LETTRES PATENTES SUPPLEMENTAIRES:—La Cie de Rendements Composés, Ltée, 1871; La Société d'Eclairage et d'Energie Electrique du Saguenay, 1876.

LIQUIDATION:—Cie d'Assurance contre l'incendie de Rimouski, 1921.

### NOMINATIONS:—

Commissaires d'écoles: MM. J. H. Brassard et Stanislas Brassard, Village de Jonquières, 1862; M. Arthur St-Aubin, Notre-Dame-de-Liesse, 1862; MM. Hector Parthenais et Arthur Landry, Côte, Visitation, 1861;

## Index of the Quebec Official Gazette, No. 31.

### ACTIONS EN SEPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Dme Larivière vs Brunet.....	1879
“ Marleau vs St-Jean.....	1883
“ Migneron vs St-Cyr.....	1879
“ Dme Roireau dit Laliberté vs Desmarais.....	1800
“ Roireau fit Laliberté vs Lemonde.....	1882
“ Rousseau vs Dancause.....	1883
“ Tessier vs Ethier.....	1881
“ Richard vs Levasseur.....	1019
“ Therriault vs Desroches.....	1880
“ Villemure vs Villemure.....	1880

AGRICULTURE:—Cooperative Agricultural Society of L'Annonciation, 1918.

ADVERTISERS, notice to: 1923.

ASSOCIATION, INSURANCE OR SOCIETY:—La Cie d'Assurance contre le Feu de la paroisse de l'Acadie, 1919; La Cie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme du comté de Châteauguay, 1863; La Nuova Italia Mutual Benefit Society, 1866; L'Union des Tailleurs de Cuir de Québec, 1869; L'Union Secourable des Cordonniers de Québec, 1871; The Canadian Order of Rochabites, 1863.

NOTICES:—Cie Parc Saint-Michel, Ltée, 1879; Griffin Hill Cemetery Coy, 1880.

EXAMINATION:—Board of Examiners of Cullers, P. Q., 1879.

### FAILLIS:—INSOLVENTS:

La Cie de Navigation Nationale Ltée.....	1921
La Cie d'Imprimerie de Beauce, Ltée.....	1884
Lafontaine & Frère.....	1886
Lafleur.....	1920
Lespérance.....	1920
Marchessault (Dme).....	1885
Price (Dme).....	1884
Shaw & Son.....	1920

### LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:

Montreal Lumbermen Specialties Coy.....	1872
Normandin, Ltée.....	1871
Olympic Club Ltd.....	1918
Redfern Lumber Coy.....	1875
Regal Soda Water Coy, Ltd.....	1866
The City Construction Coy, Ltd.....	1800
The Montcalm Electric Light & Manufacturing Coy, Ltd.....	1915
The Mount Royal Fox & Fur Coy, Ltd.....	1964
Verchères Publishing Coy, Ltd.....	1879

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—La Cie de Rendements Composés, Ltée, 1871; La Société d'Eclairage et d'Energie Electrique du Saguenay, 1876.

LIQUIDATION:—Cie d'Assurance contre l'incendie de Rimouski, 1921.

### APPOINTMENTS:—

School commissioners: Messrs. J. H. Brassard and Stanislas Brassard, Village de Jonquières, 1862; Mr. Arthur St-Aubin, Notre-Dame-de-Liesse, 1862; Messrs. Hector Parthenais and Arthur Landry, Côte, Visitation, 1861;

- Juges de paix:—Districts:—Montréal, 1010; Saint-François, 1910.
- Syndic d'écoles: Municipalité de la ville de Saint-Lambert, M. Louis Brault, 1861.
- PROCLAMATIONS:—Convocation des Chambres, 1862; La municipalité du village de Val-Barrette, 1910.
- RATIFICATIONS:—La Cité de Montréal et Caron, 1892; La Cité de Montréal et Gagné, 1890; La Cité de Montréal et Poirier, 1891; La Ville de la Pointe-aux-Trembles et Dme Allard, 1889.
- REQUETES:—Charette (Dme) vs Cyr, 1922; The Church of Saint Peter and Saint Paul, 1881.
- SOUMISSIONS:—Dme Whelan *ès-ql.*, 1886.
- VENTES DE LIMITES:—Département des Terres et Forêts, 1868.
- VENTE PAR ENCAN:—La Cie de Pulpe d'Almas, 1886.
- VENTE PAR LICITATION:—Dlle Hall vs Hall *et al.*, 1888.
- VENTES PAR LES SHERIFS:
- ARTHABASKA:—Désilets (Dme) vs Hémond, 1893; La Cie de Chaises de Daveluyville vs Bellefeuille, 1894.
- BEAUCE:—Roy vs Létourneau, 1894.
- BEAUHARNOIS:—Hébert vs Descent, 1894.
- JOLIETTE:—Schwerer *et vir* vs Carrier, 1895.
- KAMOURASKA:—Hudon dit Beaulieu (Dme) vs Dubé, 1896.
- MONTREAL:—Bruneau (Dme) vs Dme Clermont, 1898; Dutrisac vs Sénécal, 1896; Hébert vs Bruneau, 1901; Lefebvre vs Joly, 1897; Legault, failli, 1901; Les Commissaires d'écoles de Saint-Joseph de Bordeaux vs Dme Lauzon, 1899; Marcotte, failli, 1898; Savignac vs Lalonde, 1900; The British Canadian Fur & Trading Ltd. vs Cohen, 1897; Villeneuve & Cie, Ltée vs Vinet Car Coy of Canada, Ltd, 1897; Watier *et al* vs Coutlee, 1899.
- PONTIAC:—Faucher vs Trudel, 1905; The Trust & Loan of Canada vs Gagné, 1905; The Trust & Loan Coy of Canada vs Soucy, 1905.
- SAINT-FRANCOIS:—Bougher *et al* vs Coulston, 1903; Leonard & Juneau vs Michel, 1903.
- TROIS-RIVIERES:—Hanfield vs La Cie Electrique de Saint-Gabriel de Brandon, 1906; La Cie Manufacturière de Saint-Elie de Caxton, en liquidation, 1906; Trudel vs Thiffeault, 1910.
- Justice of the peace:—Districts:—Montreal, 1910; Saint Francis, 1910.
- School assignee: Municipality of the town of Saint Lambert, Mr. Louis Brault, 1861.
- PROCLAMATIONS:—Parliament convoked, 1862; The municipality of the village of Val-Barrette, 1910.
- RATIFICATIONS:—The city of Montreal and Caron, 1892; The City of Montreal and Gagné, 1890; The City of Montreal and Poirier, 1892; The Town of Pointe aux Trembles and Dme Allard, 1889.
- PETITIONS:—Charette (Dme) vs Cyr, 1922; The Church of Saint Peter and Saint Paul, 1881.
- TENDERS:—Dme Whelan *ès-ql.*, 1886.
- LIMITS SALE:—Department of Lands and Forests, 1868.
- AUCTION SALE:—La Cie de Pulpe d'Almas, 1886.
- SALE BY LICITATION:—Dlle Hall vs Hall *et al.*, 1888.
- SHERIFF'S SALES:
- ARTHABASKA:—Désilets (Dme) vs Hémond, 1893; La Cie de Chaises de Daveluyville vs Bellefeuille, 1894.
- BEAUCE:—Roy vs Létourneau, 1894.
- BEAUHARNOIS:—Hébert vs Descent, 1894.
- JOLIETTE:—Schwerer *et vir* vs Carrier, 1895.
- KAMOURASKA:—Hudon dit Beaulieu (Dme) vs Dubé, 1896.
- MONTREAL:—Bruneau (Dme) vs Dme Clermont, 1898; Dutrisac vs Sénécal, 1896; Hébert vs Bruneau, 1901; Lefebvre vs Joly, 1897; Legault, insolvent, 1901; Les Commissaires d'écoles de Saint-Joseph de Bordeaux vs Dme Lauzon, 1899; Marcotte, insolvent, 1898; Savignac vs Lalonde, 1900; The British Canadian Fur & Trading Ltd. vs Cohen, 1897; Villeneuve & Cie, Ltée vs Vinet Car Coy of Canada, Ltd, 1897; Watier *et al* vs Coutlee, 1899.
- PONTIAC:—Faucher vs Trudel, 1905; The Trust & Loan of Canada vs Gagné, 1905; The Trust & Loan Coy of Canada vs Soucy, 1905.
- SAINT-FRANCIS:—Bougher *et al* vs Coulston, 1903; Leonard & Juneau vs Michel, 1903.
- THREE RIVERS:—Hanfield vs La Cie Electrique de Saint-Gabriel de Brandon, 1906; La Cie Manufacturière de Saint-Elie de Caxton, in liquidation, 1906; Trudel vs Thiffeault, 1910.

